

DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA MIGRATION

Associer les jeunes,
en tant que partenaires clés,
à la gouvernance des migrations

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations ordonnées et respectueuses de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels que pose la migration ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Éditeur : Organisation internationale pour la migration
17, route des Morillons
B.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : +41 22 717 9111
Télécopie : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site Internet: www.iom.int

ISSN 1726-4030
ISBN 978-92-9068-869-3 (Impression)
ISBN 978-92-9068-868-6 (PDF)

© 2020 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

N° 29

DIALOGUE
INTERNATIONAL
SUR LA MIGRATION

LES JEUNES ET LA MIGRATION :

Associer les jeunes,
en tant que partenaires clés,
à la gouvernance des migrations

Libérer le potentiel des jeunes
face aux chances et aux défis
nouveaux de la migration

L'OIM a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. À cette fin, agissant à la demande des États Membres ou en accord avec eux, l'OIM mettra essentiellement l'accent sur les activités suivantes : ...

7. Promouvoir, faciliter et appuyer le débat et le dialogue sur la migration à une échelle tant régionale que mondiale, notamment à l'occasion du Dialogue international sur la migration, aux fins de favoriser la compréhension des opportunités qu'elle offre et des défis qu'elle pose, d'aider à déterminer et à élaborer des politiques efficaces permettant de relever ces défis, et de recenser les approches globales et les mesures susceptibles de faire progresser la coopération internationale.... (Stratégie de l'OIM, adoptée par le Conseil de l'OIM en 2007).

L'OIM a lancé son Dialogue international sur la migration (IDM) en 2001, à l'occasion de la session du Conseil célébrant le cinquantième anniversaire de l'Organisation, à la demande de ses Membres. En accord avec le mandat de l'Organisation tel qu'énoncé dans sa Constitution, le Dialogue international sur la migration se veut une tribune d'échanges où les États Membres et observateurs viennent se rencontrer pour définir et examiner les principaux enjeux et les défis dans le domaine des migrations internationales, contribuer à une meilleure compréhension du phénomène migratoire, et renforcer les mécanismes de coopération sur les questions de migration entre les gouvernements et les autres acteurs. L'IDM est une tribune permettant à l'Organisation d'écouter ses États Membres et ses partenaires et d'en tirer des enseignements, ainsi que de renforcer la base d'éléments factuels aux fins des projets qu'elle mène dans le monde entier. Les discussions contribuent également à la mise en œuvre des objectifs de développement durable de manière générale, et de l'objectif 10.7 en particulier.

Le dialogue large, informel et constructif qui s'est instauré a contribué à rendre plus ouvert le débat sur les politiques migratoires et à instaurer la confiance entre les diverses parties prenantes. Conjugué à des recherches et à une analyse stratégique ciblées, l'IDM offre une tribune ouverte de débat et d'échange entre toutes les parties prenantes intéressées, et a favorisé une meilleure compréhension des questions migratoires actuelles et émergentes et de leurs liens avec d'autres domaines politiques. Il a aussi facilité les échanges, entre responsables politiques et praticiens, sur les possibilités et approches en matière de politiques, dans la perspective d'une gouvernance plus efficace et plus humaine de la migration internationale. L'IDM est organisé par l'Unité de l'IDM, qui relève du Département de la coopération internationale et des partenariats de l'OIM.

La série des « Livres rouges » consacrée au Dialogue international sur la migration est une compilation de documents analysant les résultats des activités et des études menées dans ce cadre. L'Unité de l'IDM en assure la rédaction et la coordination. Pour obtenir de plus amples informations sur le Dialogue international sur la migration, consultez la page www.iom.int/idm ou écrivez à l'adresse idmworkshop@iom.int.

Cette publication rend compte en détail des délibérations auxquelles ont donné lieu les principales questions abordées lors des deux sessions, ainsi que des expériences, des pratiques exemplaires et des recommandations formulées en vue de renforcer la coopération et les partenariats en matière de migration à tous les niveaux, de même que les capacités, aux fins d'une bonne gouvernance des migrations. Elle comprend en outre l'ordre du jour et le résumé des principales conclusions de chaque réunion.

L'OIM tient à exprimer sa profonde gratitude au Gouvernement de l'Australie pour sa généreuse contribution financière, qui a permis d'organiser l'IDM 2019.

Le rapport de l'IDM 2019 a été rédigé par Rocio Sanz, consultante indépendante, sous la direction de Bruna Brillhante Pelluso, Fonctionnaire adjointe chargée des politiques, et de Paula Benea, Fonctionnaire chargée des politiques migratoires au sein de l'Unité de l'IDM, et sous la supervision générale de Dejan Keserovic, Chef de la Division des organes directeurs. Nous remercions tout particulièrement Chloe McCaw et Hannah Emerson, stagiaires à la Division des organes directeurs, qui ont apporté leur concours à la révision et à la mise en forme du contenu du rapport.

L'IDM 2019 a été organisé par l'Unité de l'IDM, qui relève du Département de la coopération internationale et des partenariats de l'OIM. Nous remercions nos collègues des bureaux extérieurs de l'OIM, du Département de la gestion des migrations, de la Division de la recherche sur les politiques migratoires, du Bureau de l'OIM auprès des Nations Unies à New York, du Secrétariat des réunions, des services de traduction, de l'Unité des publications et de la Division Médias et communication pour leur contribution à l'IDM 2019.

AVANT-PROPOS

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport officiel du Dialogue international sur la migration (IDM) de 2019, sur le thème « Les jeunes et la migration – associer les jeunes, en tant que partenaires clés, à la gouvernance des migrations. Libérer le potentiel des jeunes face aux chances et aux défis nouveaux de la migration ».

L'année dernière, l'OIM a consacré les deux sessions de l'IDM au rôle que jouent les jeunes pour déterminer l'efficacité future de la coopération en matière de migration dans le monde entier. Pourquoi est-ce important ? Parce que les défis politiques, économiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés dans le monde aujourd'hui auront des incidences déterminantes sur la prochaine génération. Par conséquent, il est essentiel de faire en sorte que les 1,8 milliard de jeunes que compte le monde aujourd'hui – âgés de 10 à 24 ans – puissent prendre en main ces incidences et déterminer leur propre avenir.

Si le chiffre précité montre l'ampleur de la population jeune, il dissimule également un problème : il n'existe pas, à l'heure actuelle, de définition universelle de la « jeunesse ». En conséquence, il est extrêmement difficile de recueillir et d'analyser des données ventilées dans les pays d'origine, de transit et de destination en vue d'adopter des politiques qui ciblent les jeunes. L'amélioration des connaissances et de l'analyse des données peut permettre aux pays de faire en sorte que des programmes de développement et de reconnaissance des compétences, des initiatives en matière d'éducation et des possibilités professionnelles soient offerts à ceux qui en ont le plus besoin au sein de la population de migrants.

Mais il n'est pas suffisant d'axer des politiques sur les jeunes migrants : pour investir réellement dans la prochaine génération, il faut associer les jeunes membres de la diaspora à ces politiques. Leur participation active au dialogue politique, à la justice sociale, à l'inclusion et à la cohésion sociale produira des effets qui persisteront longtemps après que nous aurons disparu. Cette participation est indispensable. Certains des défis auxquels le monde sera confronté au cours des prochaines décennies – notamment les bouleversements environnementaux, démographiques et technologiques – obligeront tous les segments de la société à s'adapter et à innover.

Pour garantir la pleine réalisation de la contribution des jeunes migrants, nous devons également nous préoccuper des domaines clés de l'aide, qu'il s'agisse d'éducation et d'acquisition de compétences ou de réponse aux besoins physiques et psychologiques. Dans le même temps, nous devons construire de nouveaux discours pour que la migration des jeunes et le potentiel qu'elle renferme soient présentés sous un jour positif. Il est important de donner une voix aux jeunes. Il l'est encore plus de relayer la voix des jeunes migrants, entre autres parce que cette voix a pu être étouffée dans le passé. L'année dernière, nous avons lancé un exercice important pour changer ce discours en mettant en place des voies de dialogue permettant d'autonomiser les jeunes migrants.

Ce rapport présente des initiatives et des projets qui montrent ce qui est possible quand les jeunes sont activement associés au débat, comme ils l'ont été lors des deux sessions de l'IDM. Il apporte un éclairage nouveau à la migration et nous dit que, même si des efforts supplémentaires seront nécessaires, l'avenir appartient aux jeunes, et qu'avec les migrants, il peut être radieux.



António Vitorino
Directeur général

CONTENU

AVANT-PROPOS	v
ABRÉVIATIONS	ix
ANALYSE DES DEUX SESSIONS :	1
Introduction et principaux thèmes	3
Déclarations	10
1. Associer les jeunes, en tant que partenaires clés, à la gouvernance des migrations	13
2. Recueillir des éléments factuels sur la migration des jeunes	25
3. Promouvoir l'intégration sociale et l'autonomisation	37
4. Associer les jeunes à l'élaboration et à la conception de stratégies relatives à la migration	59
5. Renforcer la coopération avec la jeunesse	73
6. La technologie et l'innovation au service des jeunes et de la migration	88
Conclusions et recommandations	103
APPENDICES	115
Ordre du jour final (New York)	117
Résumé des conclusions	120
Ordre du jour final (Genève)	131
Résumé des conclusions	134

ABRÉVIATIONS

BD4M	Big Data for Migration Alliance
CCR	Centre commun de recherche de l'Union européenne
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMMD	Forum mondial sur la migration et le développement
GMDAC	Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM
IDM	Dialogue international sur la migration
ODD	Objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

N° 29

DIALOGUE
INTERNATIONAL
SUR LA MIGRATION

ANALYSE DES DEUX SESSIONS :

28 février 2019,
Siège des Nations Unies, New York

15-16 octobre 2019,
Centre International de Conférences, Genève

INTRODUCTION ET PRINCIPAUX THÈMES

Le **Dialogue international sur la migration (IDM)**, une enceinte multipartite de discussions sur les politiques migratoires et un espace central d'analyse de la gouvernance générale des migrations à l'échelle mondiale que pilote l'OIM, s'est intéressé lors des sessions de 2019 à la manière d'associer les jeunes, en tant que partenaires clés, aux processus mondiaux sur la migration.

Ce thème retenu pour l'**IDM 2019** avait été réclamé lors des sessions de l'IDM 2018, tenues à New York et à Genève, dont les participants avaient lancé un appel en faveur d'un renforcement de la participation des jeunes aux efforts de gouvernance des migrations. La présente publication, *Dialogue international sur la migration 2019*, s'attache par conséquent à analyser le rôle des jeunes dans la gouvernance des migrations ainsi que les moyens de les associer et de libérer leur potentiel face aux chances et aux défis de la migration.

Pourquoi les jeunes ? Pourquoi maintenant ?

Le monde compte aujourd'hui plus de jeunes que jamais auparavant : 1,8 milliard de personnes¹, soit la génération la plus nombreuse de l'histoire. Sur les 258 millions de migrants internationaux, 11 % environ avaient moins de 24 ans en 2017². La propension à migrer est généralement très forte parmi les jeunes³.

Connectés les uns aux autres comme jamais auparavant, les jeunes vivent aujourd'hui dans un monde de possibilités infinies, dans lequel ils constituent une ressource extraordinaire et essentielle, digne d'investissements ouvrant la porte à un effet multiplicateur sans précédent. Lorsque les jeunes sont autonomisés et préparés, ils peuvent utiliser leur énergie, leur créativité et leur talent pour transformer un environnement d'incertitudes en un monde de possibles. S'ils s'investissent dans leurs communautés à la faveur d'actions constructives et d'un engagement durable, ils sont plus susceptibles de les soutenir. Les jeunes

1 Âgés de 10 à 24 ans, selon le FNUAP, *État de la population mondiale 2014 : le pouvoir de 1,8 milliard* (FNUAP, 2014), disponible à l'adresse www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SWOP%202014%20FRENCH_Report_WEB.pdf.

2 Division de la population du DAES, *Trends in International Migrant Stock: The 2017 Revision* (New York, Nations Unies, 2017). Base de données des Nations Unies, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2017, disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates17.shtml (consulté le 26 novembre 2019).

3 Division de la population du DAES, *International Migration in a Globalizing World: The Role of Youth*, document technique n° 2011/1 (New York, Nations Unies, 2011), disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/technicalpapers/docs/TP2011-1.pdf.

peuvent jouer un rôle essentiel dans les discussions politiques, en se mobilisant pour faire valoir leurs droits et améliorer leurs chances, réclamant une place à la table des décisions. La mobilisation mondiale des jeunes contre le changement climatique en est un exemple.

Si le rôle des jeunes a été examiné sous divers angles particuliers, cette édition du Dialogue international sur la migration entend mettre en présence de multiples parties prenantes du monde entier pour mener des discussions plus globales, plus variées et sans exclusive sur les moyens de mettre les jeunes en relation avec des décideurs en matière de politique migratoire, des acteurs internationaux, régionaux et nationaux pertinents, des entreprises, des universitaires et des groupes de la diaspora, en faisant valoir leur rôle en matière de migration.

De fait, les deux sessions, tenues respectivement à New York et à Genève, visaient à permettre des échanges sur tous les aspects qui se rapportent aux jeunes et à la migration, notamment mais pas exclusivement :

- Les stratégies et partenariats à l'échelle mondiale qui concernent des jeunes qui migrent ;
- La participation des jeunes, surtout des jeunes migrants, aux politiques et décisions relatives à la migration à l'échelle mondiale, nationale et locale ;
- L'adaptation et la résilience des jeunes migrants ;
- Les jeunes en tant qu'agents de l'intégration et de la cohésion sociale ;
- Les jeunes membres des diasporas en tant qu'acteurs du développement : promouvoir leur contribution à l'autonomisation des communautés des pays d'origine et de destination ;
- Permettre aux jeunes de surmonter les défis environnementaux ;
- La migration des jeunes à l'ère des nouvelles technologies ; et
- L'avenir du travail.

L'IDM 2019 s'inscrit également dans le prolongement de processus mondiaux en cours et vise à appuyer les efforts généraux mis en œuvre par les Nations Unies pour mieux faire entendre la voix des jeunes et promouvoir leur participation aux débats mondiaux sur la migration. En outre, il donne un aperçu des stratégies nationales relatives à la migration et à la jeunesse et met en relief la contribution que les jeunes peuvent apporter à la gouvernance des migrations.

La Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse⁴, lancée en 2018, constitue indiscutablement un point de référence majeur de l'IDM 2019, qui renvoie notamment à la priorité n° 1 : Engagement, participation et sensibilisation.

4 Disponible à l'adresse www.un.org/youthenvoy/wp-content/uploads/2014/09/UN-Youth-Strategy_French.pdf.

Elle sous-tendra les efforts collectifs visant à renforcer la gouvernance des migrations, à élaborer des cadres stratégiques, et à dynamiser la coopération, les partenariats ainsi que les réseaux en vue d'actions futures.

La Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse vise à « accroître l'efficacité et la portée de l'action menée aux niveaux mondial, régional et national pour répondre aux besoins des jeunes du monde entier, renforcer leur capacité d'action et promouvoir leurs droits tout en respectant leur diversité, ainsi qu'à encourager leur mobilisation et leur participation à la réalisation, l'examen et le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des autres programmes et instruments mondiaux pertinents ».

« Ne faisons rien pour les jeunes sans les jeunes »

Les Nations Unies reconnaissent les jeunes comme titulaires de droits, et promeuvent et facilitent la transparence, la responsabilité et l'écoute des débiteurs d'obligations à leur égard. La Stratégie pour la jeunesse se caractérise par une approche fondée sur les droits de l'homme, propre à faire évoluer les rapports hommes-femmes et soucieuse des sexospécificités. Elle reconnaît également qu'elle ne peut accomplir sa mission sans collaborer avec les jeunes et veiller à ce qu'ils soient « non seulement entendus, mais aussi compris, qu'ils disposent des moyens dont ils ont besoin pour s'engager et qu'ils conduisent vraiment les efforts et processus mondiaux, sans se borner à les approuver »⁵. Le rapport *World Youth Report* (2018)⁶ souligne que les objectifs, cibles et instruments prévus dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 accroissent les possibilités permettant de faire avancer la réalisation des objectifs de développement relatifs aux jeunes dans le cadre d'efforts en faveur du développement durable sur le plan environnemental, social et économique.

Avec leur Stratégie pour la jeunesse (Jeunesse 2030), les Nations Unies se déclarent résolues à appuyer et à renforcer l'engagement, la participation et la sensibilisation des jeunes. La Stratégie vise à faire respecter les droits de l'homme de tous les jeunes, à veiller à ce que ces derniers aient les moyens de réaliser pleinement leur potentiel, et à faire reconnaître leur résilience et leurs contributions positives en tant qu'agents du changement.

Les jeunes sont également au cœur de la gouvernance des migrations, et figurent dans un certain nombre de processus relatifs à la migration, en particulier ceux touchant au couple migration et développement. Par ailleurs, les jeunes sont érigés en fers de lance de la paix, du développement durable et des droits

5 Nations Unies, *UN SG launches #Youth2030 strategy* (New York, Nations Unies, 24 septembre 2018), disponible à l'adresse www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2018/09/youth2030-launch/ (consulté le 26 novembre 2019).

6 Nations Unies, *World Youth Report: Youth and the 2030 Agenda for Sustainable Development* (New York, Nations Unies, 2017), disponible à l'adresse www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2018/12/WorldYouthReport-2030Agenda.pdf.

de l'homme dans différents accords, résolutions et conventions. Parmi ceux-ci, on peut citer le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité⁷ ; les conventions et les déclarations relatives aux droits de l'homme ; la résolution 72/146 de l'Assemblée générale sur les politiques et programmes mobilisant les jeunes⁸ ; et, dernièrement, la résolution 2419 du Conseil de sécurité⁹, qui appelle à accroître le rôle des jeunes dans la négociation et la mise en œuvre d'accords de paix.

Action de l'OIM

Collaborer avec les jeunes est une priorité pour l'OIM. L'Organisation est en effet déterminée à concevoir des activités qui ciblent les jeunes et répondent à leurs besoins et vulnérabilités. Elle a élaboré le présent document en étroite collaboration avec le Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, a mis au point un plan d'action interne axé sur les cinq domaines prioritaires identifiés dans la Stratégie pour la jeunesse, et entend pareillement donner suite au Programme de développement durable à l'horizon 2030 en soutenant les jeunes migrants. En conséquence, l'Organisation participe activement au Réseau interinstitutions pour l'épanouissement des jeunes.

Si la migration peut offrir aux jeunes de nouveaux horizons et perspectives ainsi que de nouvelles compétences et expériences, la capacité d'un pays à explorer ce potentiel dépend largement de ses communautés d'accueil et de son gouvernement. Cet IDM s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'OIM qui consiste à porter une attention soutenue à la jeunesse et à réunir les connaissances et les compétences spécialisées dans ce domaine, afin de contribuer à faire connaître, à l'échelle mondiale, les questions relatives à la jeunesse sur la base d'éléments factuels. Les résultats de ce dialogue devraient orienter les enseignements et permettre de cibler les besoins particulièrement urgents.

Sessions de l'IDM 2019

Les deux sessions de l'IDM organisées en 2019 se sont tenues à New York le 28 février et à Genève les 15 et 16 octobre. Organisée en concertation avec le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale et le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies, la session de février s'est inscrite dans le prolongement de la manifestation de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, convoquée par la Présidente

7 Disponible à l'adresse [https://undocs.org/fr/S/RES/2250\(2015\)](https://undocs.org/fr/S/RES/2250(2015)) (consulté le 26 novembre 2019).

8 Disponible à l'adresse www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/72/146&Lang=F (consulté le 26 novembre 2019).

9 Disponible à l'adresse [https://undocs.org/fr/S/RES/2419\(2018\)](https://undocs.org/fr/S/RES/2419(2018)) (consulté le 26 novembre 2019).

de l'Assemblée générale le 27 février 2019, et du colloque sur les migrations internationales et le développement organisé par le DAES le 26 février 2019.

La première session portait sur la mobilisation des jeunes et sur la détermination de modalités et de domaines d'action clés en vue de remédier aux vulnérabilités des jeunes et de leur donner les moyens de devenir des acteurs du changement. La session, qui a été ouverte par le Directeur général de l'OIM, M. António Vitorino, a été marquée par les discours liminaires de la Présidente de la 73^e session de l'Assemblée générale, Mme Maria Fernanda Espinosa Garcés, et de l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, Mme Jayathma Wickramanayake, eu égard à la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse. Cette session de l'IDM a abordé quatre grands thèmes : a) comprendre la migration des jeunes au-delà des faits et des chiffres ; b) remédier aux difficultés et aux vulnérabilités particulières des jeunes : rôles et partenaires ; c) donner aux jeunes les moyens de devenir des acteurs du changement ; et d) intégrer la migration des jeunes dans les politiques de développement : recommandations sur la voie à suivre. La session a également souligné l'importance de produire des éléments factuels et des données, car « les chiffres dictent les politiques »¹⁰.

Une manifestation parallèle, intitulée *Rôle moteur des jeunes dans la gouvernance des migrations au 21^e siècle*, a également été organisée dans le cadre de la session de New York. Exclusivement composée de jeunes femmes, cette table ronde a été l'occasion de faire le point sur les principales conclusions et recommandations du Forum de la jeunesse tenu à Marrakech en décembre 2018, et d'amorcer une réflexion visant à savoir comment et où les jeunes peuvent influencer activement les discussions sur la migration, conformément à une approche associant l'ensemble de la société.

À la suite de la première réunion, la session d'octobre organisée à Genève visait à examiner les chances et les défis nouveaux de la migration dans des domaines touchant au bien-être des migrants, à la migration climatique, à la manière dont les jeunes et les diasporas, en particulier, peuvent participer en tant qu'agents de l'inclusion sociale et du développement potentiel, à la manière dont les technologies peuvent contribuer à faire évoluer les perceptions, et aux défis concernant l'avenir du travail.

La session d'ouverture a été marquée par les interventions du Directeur général de l'OIM, M. António Vitorino, de la Ministre égyptienne de la solidarité sociale, Mme Ghada Waly, du Secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne, M. Christian Leffler, du Vice-Ministre turc du travail, des services sociaux et de la famille, M. Ahmet Erdem, et du Ministre ougandais des affaires intérieures, M. Gen Odongo Jeje Abu. Les orateurs ont souligné l'importance de mettre à profit le potentiel des jeunes pour créer des possibilités, et ont salué la prise de conscience et l'engagement

10 Citation de Mme Daniela Bas, Directrice de la Division du développement social inclusif du DAES.

sans précédent de la jeunesse. Ils se sont accordés sur la nécessité d'investir dans les jeunes et de les considérer comme des éléments moteurs et des agents du changement sur la voie des transformations requises pour parvenir à des sociétés viables et résilientes.

La session de Genève était structurée autour de six tables rondes principales, d'une session consacrée aux voix de jeunes migrants, d'une étude de cas sur une initiative de l'Union africaine et d'une manifestation parallèle sur la jeunesse africaine et les objectifs de développement durable (ODD). Les tables rondes ont porté sur les questions suivantes : a) le rôle des technologies en vue d'augmenter les chances et de réduire les risques ; b) stimuler le potentiel qu'offrent les jeunes pour le développement par une mobilisation des diasporas ; c) les jeunes en tant qu'agents de l'intégration et de la cohésion sociale ; d) permettre aux jeunes de surmonter les défis environnementaux ; e) renforcer l'adaptation et la résilience des jeunes migrants ; et f) les conséquences de l'avenir du travail pour les jeunes migrants.

De nombreuses pratiques locales, nationales, régionales et mondiales visant à améliorer la qualité de vie des jeunes migrants ont été citées à titre d'exemple, dont la création d'alliances telles que le pôle Union européenne (UE)-Union africaine de coopération avec la jeunesse ou l'initiative Young Mediterranean Voices ; la narration d'histoires pour faire pièce aux stéréotypes et aux discours négatifs sur la migration et rapprocher les cultures ; et la mobilisation de la diaspora, essentielle pour garantir des réponses durables et viables. Le tout premier rapport sur la migration en Afrique (à paraître) a été présenté. Celui-ci vise à rééquilibrer le débat sur la migration en Afrique, en s'éloignant de la perspective excessivement étroite adoptée par le discours dominant, centré sur la migration irrégulière vers l'Europe.

#IDM2019

Conformément à la pratique suivie pour l'IDM, l'OIM a invité toutes les parties intéressées – y compris des délégations nationales de jeunes, des jeunes migrants, des représentants gouvernementaux de haut niveau, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, le secteur privé et des organisations de la société civile – qui s'occupent de questions relatives à la jeunesse et à la migration, ainsi que l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, la première Envoyée de l'Union africaine pour la jeunesse et des hauts fonctionnaires des Nations Unies, à exprimer leurs points de vue, à faire connaître des pratiques exemplaires et à formuler des recommandations concernant l'autonomisation des jeunes et leur participation dans certains domaines de la migration.

Pour reprendre les mots du Directeur général de l'OIM, M. Vitorino, l'Organisation « est résolue à écouter, à apprendre et à agir » conformément aux enseignements tirés et aux recommandations présentées par les jeunes et d'autres orateurs, en identifiant des stratégies et des partenariats qui contribuent à soutenir les jeunes migrants. Comme l'ont souligné le Directeur général et d'autres orateurs, il faut non seulement agir pour la jeunesse, mais aussi et surtout collaborer avec elle, en l'associant et en créant un environnement qui tienne compte des solutions qu'elle a identifiées pour elle-même.

La présente publication se compose du rapport, de l'analyse et de documents supplémentaires qui exposent de bonnes pratiques, des enseignements et des recommandations que les gouvernements et autres partenaires peuvent mettre à profit pour élaborer des politiques relatives à la gestion de la migration des jeunes et à leur participation aux stratégies de développement durable.

DÉCLARATIONS

JEUNESSE 2030

TRAVAILLER AVEC ET POUR LES JEUNES



António VITORINO
Directeur général de l'OIM



Jayathma WICKRAMANAYAKE
Envoyée du Secrétaire général
des Nations Unies pour la jeunesse



María Fernanda ESPINOSA GARCÉS
Présidente de la 73e session
de l'Assemblée générale



Ghada WALY
Ministre de la solidarité sociale,
Egypte



Christian LEFFLER
Secrétaire général adjoint
du Service européen
pour l'action extérieure



Ahmet ERDEM
Vice-Ministre de la famille,
Turquie

Aujourd'hui, 1,8 milliard de jeunes dans le monde, âgés de 10 à 24 ans, peuvent être des agents de cette action et bâtir leur avenir.

Il est important de donner une voix aux jeunes et, plus encore, de relayer la voix des jeunes migrants pour renforcer les canaux de dialogue qui autonomisent les jeunes migrants.

Il faut accorder une plus grande reconnaissance au rôle majeur que jouent les jeunes dans la réalisation du développement durable et à leurs contributions positives dans les communautés d'origine et d'accueil. Avec Jeunesse 2030, les Nations Unies se déclarent résolues à appuyer et à renforcer l'engagement, la participation et la sensibilisation des jeunes.

Dans un monde où 11 % des migrants ont entre 15 et 24 ans, il faut faciliter les expériences migratoires positives qui projettent les jeunes dans un avenir meilleur, afin qu'ils puissent contribuer au développement durable de leurs pays d'origine et de destination.

90 % des jeunes dans le monde vivent dans des pays en développement où il est difficile de répondre aux besoins de leurs populations croissantes en matière d'éducation, de services, d'emploi ou de sécurité sociale.

Nous devons tous coopérer afin d'assurer l'inclusion des migrants en améliorant le respect des cultures et des valeurs dans toutes les communautés d'accueil, sans discrimination.

Nous devons mettre en valeur la contribution déterminante que les jeunes peuvent apporter en matière de migration – malgré l'absence de définition commune – : pour libérer leur potentiel face aux chances et aux défis de leurs environnements, nous devons travailler au service des jeunes, à leur contact et à leurs côtés afin de répondre à ces questions tout en leur donnant un rôle plus important dans les programmes d'action politiques.

Dans le cadre des efforts visant à réaliser les ODD, il est admis que la migration est un important facteur de développement et que les jeunes jouent un rôle clé à l'ère d'Internet, où les frontières perdent leur sens. Conscients que la jeunesse est une phase de la vie très courte, mais essentielle, nous devons trouver de nouvelles approches plus constructives et reconnaître qu'investir dans la jeunesse, c'est investir dans notre avenir.

Dialogue International sur la Migration

#ForMigration

NEW YORK

28 février
Siège des Nations Unies

Associer les jeunes, en tant que partenaires clés, à la gouvernance des migrations



LES CHIFFRES DICTENT LES POLITIQUES

Les éléments disponibles sur la migration des jeunes sont lacunaires et peuvent avoir des incidences négatives sur les politiques migratoires.



EXCLUSION SOCIOÉCONOMIQUE

Lourdes conséquences sur les migrants, victimes de marginalisation sociale, de racisme, de xénophobie et de discrimination.



RISQUE D'EXPLOITATION

Pas de réponse type : les plus vulnérables doivent faire l'objet d'une attention, d'une protection ainsi que de mesures d'autonomisation spéciales.



VOIX DANS LES PRISES DE DÉCISIONS

Améliorer l'inclusion, promouvoir la diversité culturelle, la cohésion sociale et la compréhension mutuelle, mettre à profit la résilience et la capacité d'adaptation.

#IDM2019

15-16 octobre
CICG

GENÈVE

Libérer le potentiel des jeunes face aux chances et aux défis de la migration



DONNÉES ET STRATÉGIES

Données et statistiques pour des politiques fondées sur des éléments factuels. Utilisation de données non traditionnelles et facilitation de la coopération.



PRISE EN CONSIDÉRATION SYSTÉMATIQUE DE LA JEUNESSE

Mobiliser les diasporas, exploiter le potentiel des jeunes, créer des espaces de dialogue, promouvoir l'éducation, les équiper pour l'avenir.



BIEN-ÊTRE DES JEUNES MIGRANTS

Solutions intégrées pour la cohésion sociale et l'intégration, remédier aux vulnérabilités, remettre en question les réalités et les discours, promouvoir la narration d'histoires pour lutter contre les idées fausses et rapprocher les cultures, relayer leurs voix.

Recommandations



Les jeunes et la migration

TRAVAILLER AU SERVICE DES JEUNES, À LEUR CONTACT ET À LEURS CÔTÉS

1. ASSOCIER LES JEUNES, EN TANT QUE PARTENAIRES CLÉS, À LA GOUVERNANCE DES MIGRATIONS

Lors des discussions qui se sont tenues à l'occasion de l'IDM 2019, les participants se sont accordés et ont insisté sur le fait qu'il faut valoriser et soutenir les jeunes – la génération la plus nombreuse de l'histoire – afin de leur permettre de s'épanouir et de jouer un rôle dans le monde dont ils hériteront.

De l'avis général, les jeunes migrants forment une partie essentielle de la communauté des migrants, notamment dans les pays en développement, comme le montrent les données disponibles selon lesquelles les jeunes, en particulier ceux qui ont entre 18 et 29 ans, comptent parmi les migrants les plus mobiles.

Les jeunes, acteurs du changement

Sur la base des différentes interventions se dessine un portrait des jeunes qui souligne « leur ingéniosité, leur créativité et leur dynamisme, ainsi que leur grande aptitude à trouver leur place dans de nouvelles sociétés et à se fondre dans leur communauté. Par nature, les jeunes savent prendre des risques, résoudre des problèmes et tenir un rôle de chef de file ; ils sont en outre extrêmement résistants et ingénieux en cas de crise. Ils peuvent aussi jouer un rôle central dans la promotion du dialogue interculturel et de la compréhension mutuelle. Et ils devraient donc être considérés comme des acteurs clés de l'édification de sociétés pacifiques et inclusives¹¹. »

Les raisons qui poussent les personnes à quitter leur foyer sont diverses : étudier, chercher du travail, créer une entreprise, rejoindre leur famille, échapper à la pauvreté ou à la violence. Quelle que soit la raison, la migration internationale peut leur permettre d'accéder à une vie meilleure, pour eux et pour leur famille, de réaliser leurs aspirations en matière d'éducation et d'améliorer leurs compétences, leurs perspectives et leur développement personnel.

L'accroissement des possibilités de mobilité offertes aux jeunes est un facteur important du développement et de l'autonomisation. La migration, malgré les

11 Discours de référence de Mme María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale, et de Mme Daniela Bas, Directrice, Division du développement social inclusif, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; et plusieurs interventions des États.

discours négatifs dont elle fait l'objet, doit faire partie intégrante des mesures de plus grande envergure visant à créer des emplois et à améliorer les perspectives de formation des jeunes, qui peuvent à leur tour offrir à ces derniers la possibilité de choisir la vie qu'ils souhaitent plutôt que de constituer une issue de secours.



CHIFFRES MONDIAUX

DONNÉES DE 2017 © DAES



JEUNES

= 10 à 24 ans



JEUNES

1,8 MILLIARD

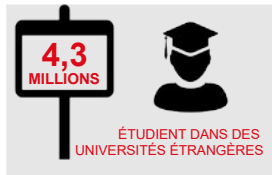
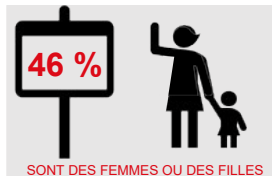
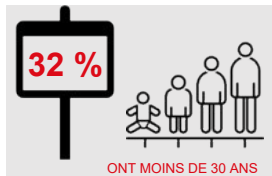
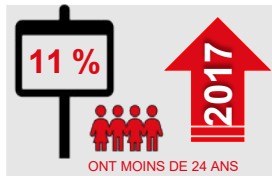
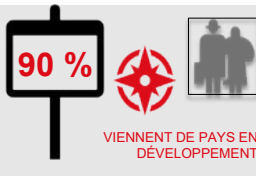
GÉNÉRATION LA PLUS NOMBREUSE
DE L'HISTOIRE !



MIGRANTS
INTERNATIONAUX

258 MILLIONS

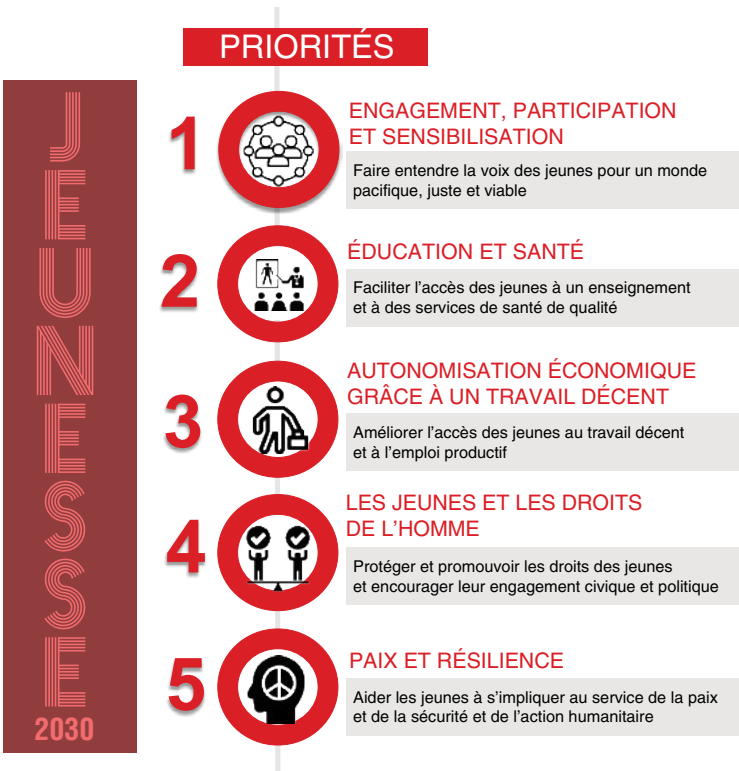
DONT 11 % ONT MOINS DE 24 ANS !



Ainsi qu'en ont convenu nombre d'intervenants, il est tentant de se tourner vers la migration comme solution à ces défis – mais aussi à d'autres – et comme moyen de trouver de meilleures possibilités à l'étranger. Beaucoup sont prêts à prendre des risques importants à cet effet. Certains participants ont cependant souligné que la prise de risques, même s'il s'agit d'une caractéristique de la jeunesse qui fait progresser les sociétés au fil des générations, ne doit pas se traduire par des pertes en vies humaines ou mettre en péril les moyens d'existence. De fait, les jeunes migrants sont confrontés à des difficultés particulières et se retrouvent souvent en situation de vulnérabilité, même si leurs espoirs, leurs rêves et leurs ambitions sont analogues à ceux des autres jeunes du monde entier.

À l'évidence, pour mener des discussions sur la migration et la jeunesse, il faut comprendre les facteurs d'attraction et de répulsion de la migration et la manière dont ces facteurs influent sur les jeunes en général (aussi bien les migrants que ceux des communautés d'accueil). À cet égard, un aspect important réside dans l'insuffisance des possibilités qui s'offrent à bon nombre d'entre eux dans leur pays d'origine, et c'est là une situation qu'il faut changer.

De même, pour comprendre pourquoi tant de jeunes décident de quitter leur foyer, il faut aussi analyser les retours de jeunes leur pays d'origine, et le soutien qu'ils reçoivent ou non aux fins d'une réintégration durable.



Les participants ont conclu à la nécessité de garantir des sociétés ouvertes et inclusives, où les besoins et les préoccupations des jeunes sont pris en compte et où un débat public et libre est considéré comme une contribution à une compréhension approfondie de la migration, et parce que les effets d'une évolution rapide de la démographie sont causés en partie par la mobilité des jeunes.

Comme l'a dit le Directeur général de l'OIM, « il existe, à l'échelle continentale, d'énormes disparités en ce qui concerne la proportion et la situation des jeunes du monde entier, dont les décideurs de chaque pays doivent impérativement tenir compte ». Ces évolutions démographiques varient selon la région. En Asie et en Europe centrale, la diminution du nombre de jeunes par rapport à la population plus âgée a des répercussions profondes sur l'évolution future de la croissance et du développement économiques, et exerce en outre une pression disproportionnée sur les jeunes eux-mêmes. Ailleurs dans le monde, l'accroissement rapide de la population jeune s'est traduit par une autre forme de pression.

On s'accorde donc à penser que les jeunes doivent prendre part aux discussions dans le domaine de la migration, en tant que partenaires clés de la construction de sa gouvernance. Cela concerne non seulement les jeunes migrants, mais aussi les jeunes en général, et notamment ceux qui se montrent critiques à l'égard de la migration.

Il importe de s'assurer de la participation des jeunes à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et de tenir compte de leurs besoins et de leurs expériences en la matière. La mobilisation des jeunes peut offrir des possibilités et des outils pour parvenir à une définition de la gouvernance des migrations à différents niveaux, en mettant en place de conditions en matière de liberté, de dignité, d'équité et de sécurité pour les jeunes qui migrent.

Saisir les possibilités

La mise à profit des possibilités qu'offre la migration des jeunes contribuera également à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Plus d'un tiers des 169 cibles des objectifs de développement durable (ODD) soulignent l'importance du rôle des jeunes ainsi que de leur autonomisation et de leur bien-être, avec 20 cibles qui mettent fortement l'accent sur la jeunesse et qui relèvent de six ODD, à savoir l'élimination de la pauvreté (ODD 2), une éducation de qualité (ODD 4), l'égalité des sexes (ODD 5), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10) et l'action climatique (ODD 13).

La Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse (Jeunesse 2030)¹² détaille plusieurs façons de donner aux jeunes les moyens d'agir. Elle reconnaît le potentiel des jeunes à faire avancer de nombreux domaines d'action, étant donné leur expérience de première main.

La Stratégie offre également un cadre pour les principales initiatives interinstitutions concernant la jeunesse qui sont en cours, telles que le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes¹³, qui porte sur le rôle des jeunes dans la progression du développement durable ; l'Initiative mondiale en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes ; le Pacte pour les jeunes dans l'action humanitaire ; et le Réseau interinstitutions sur la jeunesse, la paix et la sécurité, ainsi que pour les initiatives à venir telles que l'initiative Generation Unlimited pilotée par l'UNICEF.

Cet engagement se reflète non seulement dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais aussi dans l'esprit du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et dans le Pacte mondial sur les réfugiés. L'adoption du Pacte mondial sur les migrations à Marrakech (Maroc) en décembre 2018 a donné lieu à la création du premier cadre international pour une coopération mondiale en matière de migration et a constitué un tournant décisif pour la communauté internationale dans ce domaine.

C'est dans le cadre des activités menées à Marrakech qu'a eu lieu le Forum de la jeunesse¹⁴, organisé par le Grand groupe des enfants et des jeunes relevant des Nations Unies, qui a relayé les trois appels à l'action : « Mobilisez-nous ; investissez en nous ; et faites-nous participer ! »

D'autres organismes s'occupant de migration et de développement, tels que le Forum mondial sur la migration et le développement (FFMD), peuvent également servir d'espaces de mobilisation de la jeunesse.

En outre, plusieurs initiatives lancées par des États membres et des organismes régionaux témoignent de l'engagement général en faveur de la mobilisation des jeunes, afin « d'aider les jeunes à être les architectes de leur propre vie, de favoriser leur développement personnel et leur progression vers l'autonomie, de renforcer leur résilience et de leur fournir les compétences essentielles leur permettant de faire face à un monde en pleine mutation »¹⁵.

12 Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse (Jeunesse 2030), disponible à l'adresse www.un.org/youthenvoy/youth-un/ (consulté le 26 novembre 2019).

13 Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, disponible à l'adresse www.un.org/development/desa/youth/what-we-do/un-inter-agency-network-on-youth-development.html (consulté le 26 novembre 2019).

14 Grand groupe des enfants et des jeunes relevant des Nations Unies, disponible à l'adresse www.unmgcy.org/getinvolved (consulté le 26 novembre 2019).

15 Stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour la période 2019-2027, disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/youth/policy/youth-strategy_en (consulté le 26 novembre 2019).

L'Union africaine soutient activement la participation des jeunes, comme l'a mis particulièrement en évidence la création de la fonction d'Envoyé pour la jeunesse de l'Union africaine¹⁶. Lors de l'atelier initial, la première titulaire de cette fonction, Mme Aya Chebbi, a évoqué la nécessité d'associer la jeunesse à l'examen des questions liées à la migration, affirmant que « la population migrante a un visage jeune. [...] Il importe de faire participer les jeunes à la formulation des politiques relatives à la migration. Les jeunes, dans leur diversité, expriment le souhait très légitime d'être associés à la conception de leur propre avenir ».

La Stratégie pour la jeunesse concernant l'Union africaine accorde aux migrants africains et à leur bien-être une place centrale dans les mesures de politique générale concernées, considérant que les Africains en mouvement sont pleins de ressources, et non pas des victimes passives des circonstances, et que les jeunes Africains sont des acteurs, et non des objets, du développement.

« Les jeunes veulent vivre dans la dignité et veulent des emplois dans la dignité. La libre circulation et des voies de migration sûres devraient être un droit humain qui permette aux jeunes de passer enfin à l'âge adulte » a précisé l'Envoyée pour la jeunesse de l'Union africaine.

La stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse pour la période 2019-2027, quant à elle, fait figurer la migration et l'intégration des réfugiés parmi ses thèmes prioritaires, compte tenu des multiples problèmes sociaux et d'inclusion qu'ont entraînés les nouveaux phénomènes migratoires.

Cette stratégie de l'UE est axée sur le respect des droits de tous les jeunes en Europe, y compris les plus marginalisés et exclus. Elle vise à aider les jeunes à être les architectes de leur propre vie, à favoriser leur développement personnel et leur progression vers l'autonomie, à renforcer leur résilience et à leur fournir les compétences essentielles leur permettant de faire face à un monde en pleine mutation. Elle vise aussi à encourager les jeunes, en leur procurant les ressources nécessaires, à devenir des citoyens actifs, des acteurs de la solidarité et du changement positif, inspirés par les valeurs et l'identité de l'UE. Elle a également pour but d'améliorer les décisions de politique générale qui ont une incidence directe sur les jeunes dans tous les secteurs – notamment l'emploi, l'éducation, la santé et l'inclusion sociale – et, enfin, de contribuer à l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et à l'élimination de tous les types de discrimination.

Les méthodes utilisées dans le domaine du travail socio-éducatif visent à favoriser l'intégration des jeunes migrants et réfugiés en situation régulière. Afin de tenir compte du rôle du travail socio-éducatif dans le domaine de l'intégration et

16 Plan d'action de l'Envoyée pour la jeunesse de l'Union africaine, disponible à l'adresse <https://auyouthenvoy.org/actionplan/> (consulté le 26 novembre 2019).

de soutenir les efforts déployés par les États membres, le Conseil européen a récemment adopté des conclusions où figurent plusieurs références à la promotion de la participation civique et politique.

Pour ce qui est de l'avenir, la nouvelle stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse prévoit la désignation d'un nouveau coordonnateur européen des activités relatives à la jeunesse, qui sera chargé de renforcer le dialogue avec les jeunes à tous les niveaux et dans tous les domaines d'action afin de leur permettre d'apporter leur contribution à l'élaboration de l'ensemble des politiques de l'UE.

L'UE s'est aussi engagée auprès de l'Union africaine par l'intermédiaire d'un Youth Cooperation Hub¹⁷ afin de favoriser la stabilité et la migration par des voies régulières. Le Hub vise à renforcer l'intégration des jeunes dans ce partenariat à tous les niveaux, comme ce fut le cas pour la participation de représentants de la société civile issus de la diaspora des jeunes au processus de La Valette qui a eu lieu à Addis-Abeba. Ces représentants ont aussi pris part aux séminaires sur des questions relatives à la migration et aux réfugiés, sur la base desquels seront formulées des recommandations destinées au prochain dialogue UE-Union africaine sur les droits humains d'ici la fin de l'année 2019.

Un autre organisme régional appuyant la mobilisation de la jeunesse est l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse¹⁸ (OIJ), composée de représentants des 21 ministères de la jeunesse de la région ibéro-américaine et qui a pour mission de renforcer la mobilisation des jeunes et leur participation aux programmes publics et politiques.

Le Secrétaire général de l'OIJ, Max Trejo Cervantes, a souligné l'importance du rôle des jeunes et de la manière dont ils peuvent apporter leur contribution, en particulier pour la réalisation des ODD. Il a recommandé d'identifier les jeunes, de leur donner les moyens d'agir, de renforcer leurs capacités sociales et numériques, d'améliorer leur accès aux connaissances et de faire en sorte qu'ils puissent jouer un rôle dans le développement durable.

Parmi les autres forums régionaux qui ont livré des réflexions sur le sujet figure en particulier le Migrant Forum in Asia¹⁹, un réseau régional d'organisations non gouvernementales (ONG), d'associations et de syndicats de travailleurs migrants ainsi que de partisans de cette cause en Asie qui s'emploient résolument à protéger et à promouvoir les droits et le bien-être des travailleurs migrants. Alexis Nadine Bautista, coordinatrice de projets dans le cadre de ce forum, a souligné la nécessité d'instaurer la confiance : « Tout se résume à la volonté de faire évoluer les mentalités, en adoptant une culture différente et en modifiant notre manière d'agir antérieure. Demander la participation de tous nécessite un

17 AU-EU Youth Cooperation Hub, disponible à l'adresse www.aueuyouthhub.org (consulté le 26 novembre 2019).

18 Plan ibéro-américain pour la jeunesse, disponible à l'adresse <https://oij.org/oij-2/> (consulté le 26 novembre 2019).

19 Migrant Forum in Asia, disponible à l'adresse <https://mfasia.org> (consulté le 26 novembre 2019).

sens aigu de la responsabilité. Cela implique la mobilisation et la participation de toutes les parties prenantes, des pouvoirs publics – y compris les autorités locales –, des institutions des Nations Unies, du secteur privé et de la société civile. »

Partenaires en matière de gouvernance des migrations

Conscients des progrès importants accomplis pour renforcer la visibilité des jeunes en tant qu'acteurs stratégiques, les représentants de nombreux pays aux sessions de New York et de Genève ont évoqué la nécessité d'intégrer le point de vue des jeunes au niveau local dans leurs politiques nationales, car ces politiques ont une plus grande probabilité de succès si elles sont ancrées dans la réalité.

Lors des deux sessions, des intervenants ont évoqué la nécessité d'élaborer des politiques qui favorisent l'intégration économique et sociale des jeunes, qui sont adaptées à leurs besoins dans leurs nouvelles communautés et qui les protègent des tentatives d'extorsion. Ces politiques peuvent être révisées et améliorées en organisant des rencontres fréquentes entre migrants et décideurs, afin de s'assurer que toutes les parties concernées sont bien consultées.

On observe des efforts de mobilisation des jeunes dans de nombreux pays, organisations et organismes régionaux. Le Conseil de la jeunesse du Premier ministre du Canada, par exemple, est un groupe de jeunes Canadiens qui donne des conseils au Premier ministre et au Gouvernement du Canada sur des questions qui les concernent et qui concernent l'ensemble des Canadiens. Il s'agit là d'un des mécanismes visant à favoriser le dialogue avec les jeunes. Par l'intermédiaire du Ministre de la jeunesse, le Premier ministre souhaite entendre directement les jeunes²⁰.

L'Union européenne, par ailleurs, a associé les jeunes à un grand nombre de ses programmes et a souligné à maintes reprises l'importance de la prise en compte des dimensions relatives à la jeunesse dans les politiques et les initiatives d'intégration.

Le Hamilton Immigration Partnership Council (Conseil du partenariat en immigration de Hamilton ; HIPC)²¹ a souligné (à la session de New York) que « les politiques et les processus de décision au plus haut niveau devraient considérer la voix des jeunes migrants comme la pièce manquante essentielle de ce dialogue, comme un droit trop longtemps dénié ».

20 Politique jeunesse pour le Canada, disponible à l'adresse www.canada.ca/content/dam/y-j/documents/YP-ENG.pdf.

21 Hamilton Immigration Partnership Council, disponible à l'adresse www.hamiltonimmigration.ca (consulté le 26 novembre 2019).

Les réseaux du Migrant Forum in Asia en République de Corée ou dans la province de Taiwan de la République populaire de Chine œuvrent de plusieurs façons à l'échelle locale en faveur du bien-être des jeunes migrants et de leur inclusion sociale, en élaborant des politiques locales destinées à assurer leur inclusion tout en reconnaissant l'importance de la diversité culturelle. Ces réseaux collaborent étroitement à l'élaboration de politiques locales qui assurent l'inclusion des jeunes migrants.

D'autres pays tels que le Guatemala et le Maroc ont aussi convenu de l'importance de lancer des initiatives destinées à mobiliser les jeunes, en les associant à l'élaboration des politiques de migration.

La Suisse et le Maroc ont souligné l'importance de mobiliser les autorités locales et de renforcer leurs liens avec la jeunesse afin de remédier aux vulnérabilités des jeunes migrants en milieu urbain et d'examiner les causes et les effets de la migration au niveau local.

Beaucoup d'autres pays comme le Liban et Madagascar, notamment lors de la session de Genève, ont largement évoqué la contribution de la diaspora – en particulier de la diaspora des jeunes – au développement local.

PORTRAITS inspirants

Ayant incarné et motivé le développement de la jeunesse mondiale au niveau international depuis l'âge de 21 ans, notamment à l'occasion d'initiatives de haut niveau des Nations Unies – dont la déclaration de la Journée mondiale des compétences des jeunes –, Jayathma Wickramanayake a aussi joué un rôle clé dans la transformation du secteur du développement de la jeunesse au niveau national, notamment par la création d'un vaste mouvement de mobilisation civique et politique des jeunes appelé « génération Hashtag ».

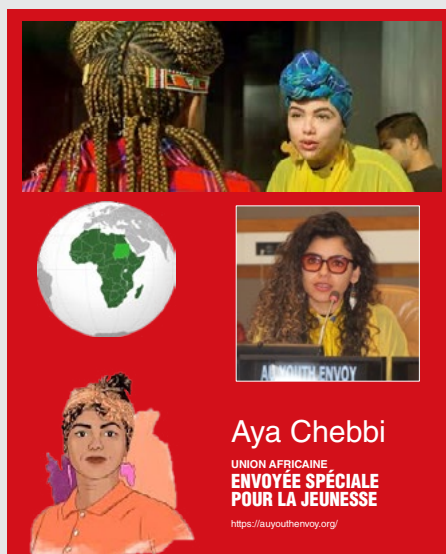
La sensibilisation est un appel à l'action !

Sa nomination comme deuxième Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse a constitué « un témoignage de ce qu'une jeune femme asiatique peut réussir si on lui en donne les moyens ».

Jayathma utilise sa propre fonction à responsabilité pour évoluer dans des espaces inaccessibles à d'autres et promouvoir un programme plus axé sur la jeunesse. Elle souhaite « créer une dynamique – un mouvement –, une génération de jeunes qui se préoccupent des ODD, se les approprient et agissent pour les mettre en œuvre dans leur communauté ». Selon elle, « la réussite du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dépend en grande partie de l'autonomisation des jeunes en tant que titulaires de droits, acteurs du changement et porte-drapeau ».

Comme elle le dit, « c'est l'opinion publique qui façonne les politiques. Et c'est là que les jeunes devraient, je le pense, jouer un rôle tout aussi important lorsque nous discutons du thème de la migration ».





Nommée en novembre 2018 Envoyée spéciale pour la jeunesse de l'Union africaine, Aya Chebbi a pour mandat de représenter et de défendre la voix et les intérêts des jeunes Africains auprès des organes de décision de l'Union africaine. Elle aspire à servir d'intermédiaire et à renforcer la confiance en resserrant les liens de la jeunesse africaine avec les États membres, les institutions régionales et l'Union africaine et en instaurant des dialogues intergénérationnels au sein de l'Union africaine.

Aya incarne la diversité géographique, linguistique et ethnique de l'Afrique. Elle exprime avec audace les aspirations et les frustrations des

jeunes marginalisés de son propre pays et de l'Afrique dans son ensemble. Elle a fait preuve d'un leadership au service d'autrui en portant à leur maximum les partenariats stratégiques et la mobilisation des ressources numériques et des ressources des membres pour créer l'un des plus grands mouvements panafricains dirigés par des jeunes en Afrique, l'Afrika Youth Movement.

Aya œuvre sans relâche à la création d'espaces où la jeunesse africaine peut faire entendre sa voix dans les discours régionaux et internationaux sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable.

Comme elle le dit, « nous devrions nous demander pourquoi des jeunes vont volontairement risquer leur vie et mourir en Méditerranée. Les perspectives d'emploi ne permettront pas à elles seules de remédier à la conscience aiguë de la marginalisation, à l'expérience de l'inégalité et au sentiment d'injustice. Les jeunes veulent vivre dans la dignité et exercer des emplois dignes. Dans leur diversité, ils expriment le souhait très légitime d'être associés à la conception de leur propre avenir. »

.....

**Les jeunes, partenaires clés
de la gouvernance des migrations**




Comprendre les **FACTEURS D'ATTRACTION ET DE RÉPULSION** de la migration

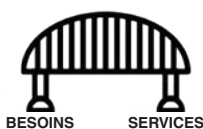


ÉCOUTER LA VOIX DES JEUNES, collaborer avec eux à des solutions constructives



Construire un discours qui **DONNE AUX JEUNES LES MOYENS** de transformer le discours négatif sur la migration et la polarisation politique



Comblent l'écart entre **BESOINS ET SERVICES** en donnant aux jeunes migrants accès à la santé, à l'éducation, aux services sociaux, etc..



Les **AUTORITÉS LOCALES** sont essentielles pour



- Identifier des stratégies d'inclusion
- Promouvoir la cohésion sociale
- Favoriser l'échange de connaissances
- Appuyer les retours



Mobiliser les jeunes pour promouvoir le rôle de la **DIASPORA** dans le développement

2. RECUEILLIR DES ÉLÉMENTS FACTUELS SUR LA MIGRATION DES JEUNES

Comme l'ont noté de nombreux participants aux deux sessions de l'IDM 2019, la principale difficulté qui se pose lors de l'évaluation de la migration des jeunes réside dans l'absence de définitions universellement acceptées de la jeunesse. De fait, pour surmonter cette difficulté, un autre consensus s'est dégagé durant ces deux sessions quant à la nécessité de créer des éléments factuels et des données de meilleure qualité. S'il existe une intention d'améliorer ou d'élaborer des engagements politiques et des mesures de financement, il est également nécessaire de recueillir des éléments factuels et des données. En l'absence d'une définition commune, les données sont indispensables pour identifier les jeunes, analyser et comprendre leur situation, et élaborer en conséquence des politiques qui répondent aux besoins des différents groupes. Les données permettent aussi de mieux sensibiliser toutes les parties prenantes, les pouvoirs publics et la société civile.

« Les chiffres dictent les politiques »²²

Mme Daniela Bas, directrice de la Division du développement social inclusif du DAES, a souligné qu'il importait de tenir compte des enjeux relatifs à la migration des jeunes, et notamment du fait que la définition de la jeunesse englobe à la fois les mineurs et les jeunes adultes (qui ont atteint l'âge de la majorité). Les données sont extrêmement importantes lorsqu'il s'agit de décider des politiques requises et d'analyser la façon dont les droits évoluent lorsque les migrants passent du statut d'enfant à celui de jeune adulte.

Selon Mme Bas, les éléments actuellement disponibles sur la migration des jeunes sont lacunaires et peuvent avoir des incidences négatives sur les politiques migratoires. En outre, il n'y a pas de consensus mondial sur la définition de la jeunesse. Pourtant, des données factuelles sur la migration des jeunes sont indispensables pour connaître les difficultés qu'ils rencontrent et les possibilités qui s'offrent à eux dans le contexte de la migration, ainsi que leur rôle et leur contribution à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 – notamment de l'ODD 4 (Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), de l'ODD 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue,

22 Extrait du discours de Mme Daniela Bas.

partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous) et de l'ODD 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre) – et leur contribution au développement des communautés d'origine et des sociétés d'accueil.

D'après les données disponibles²³, les jeunes représentent 11 % de l'ensemble des migrants internationaux et sont le groupe le plus mobile de tous (jusqu'à la moitié des personnes qui changent de domicile chaque année ont entre 18 et 29 ans), atteignant un total de 28 millions de personnes de 15 à 24 ans en 2017. De toute évidence, les jeunes migrants ne constituent pas un groupe homogène, et c'est pourquoi des données ventilées permettent de cerner les besoins des différents groupes et de veiller ainsi à ce que personne ne soit laissé pour compte. Si l'analyse est assez poussée, des travaux de recherche plus approfondis peuvent fournir des éléments supplémentaires permettant de comprendre qui sont ces jeunes migrants, quelles sont leurs aspirations, et quelles compétences générales sont requises (aptitude à communiquer, à diriger, à nouer des relations interpersonnelles, à comprendre d'autres cultures, à faire preuve d'esprit critique).

Leurs besoins dépendent directement des raisons qui les poussent à migrer (études, travail, regroupement familial, volonté de chercher refuge ou d'échapper à la pauvreté, etc.).

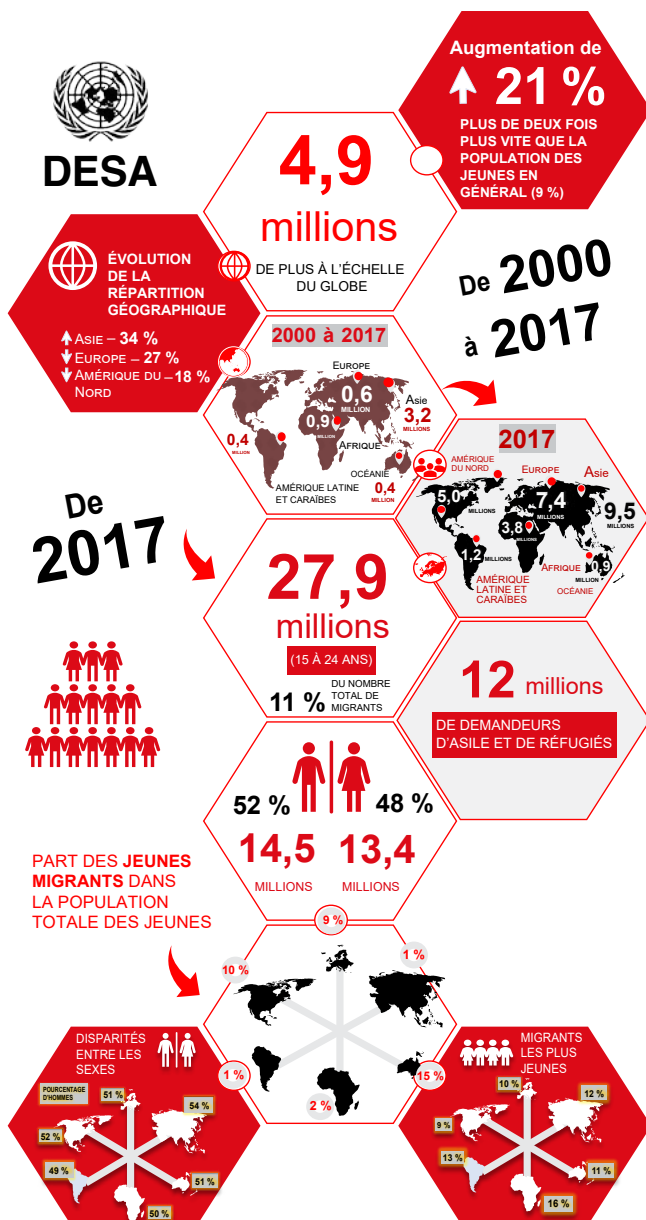
En l'absence d'une définition juridique universellement acceptée de la « jeunesse », il est difficile de trouver des données exactes sur les jeunes. De plus, les informations sur la migration sont recueillies dans le cadre des recensements de population ou d'enquêtes administratives, si bien qu'elles peuvent différer d'un pays à l'autre.

On manque de données sur les incidences de la migration sur les jeunes, alors même qu'il est essentiel, pour renforcer les processus d'élaboration des politiques, de fournir, à tous les stades, des données, des tendances et des informations fiables sur les jeunes et la migration. Il est très important de comprendre les facteurs d'attraction et de répulsion ainsi que les facteurs de migration, surtout si l'on considère que la plupart des migrations sont sûres, régulières et intrarégionales.

Comme l'a déclaré le Directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Ted Chaiban, lors de son intervention, « il est indispensable de disposer de données fiables, ventilées selon le sexe et l'âge, actuelles et accessibles pour identifier les besoins des jeunes migrants et y répondre avec efficacité ».

23 Nations Unies, World Youth Report : Youth and the 2030 Agenda for Sustainable Development (New York, Nations Unies, 2017), disponible à l'adresse www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2018/12/WorldYouthReport-2030Agenda.pdf.

JEUNES MIGRANTS FAITS ET CHIFFRES



Cela a été mis en évidence par l'UNICEF dans l'étude et la publication *Every Child's Right To Be Heard* (2018)²⁴, qui contient une analyse portant sur 4 000 migrants et réfugiés âgés de 14 à 24 ans. Dans ce cas, la ventilation des données a mis en lumière certains aspects relatifs aux jeunes filles qui permettraient de protéger ces dernières de la discrimination; les données permettraient également de déterminer les facteurs sexospécifiques de la migration.

Il est nécessaire d'en savoir davantage sur les jeunes et les enfants touchés par la migration et les déplacements, la traite d'êtres humains, l'accès à l'éducation, à la santé, à la nutrition et à d'autres services essentiels, les conditions de protection sociale et le statut migratoire. L'étude de l'UNICEF confirme aussi qu'il existe non seulement des facteurs de répulsion qui incitent à la migration – tels que les conflits, le climat, l'instabilité ou l'injustice – mais aussi des facteurs d'attraction tels que les possibilités offertes.

Il importe de mener des études aussi bien qualitatives que quantitatives. Il faut en particulier déceler les lacunes en matière de données afin d'avoir une vision plus complète de la migration des jeunes et de son incidence réelle sur la société actuelle.

Pour remédier à l'insuffisance criante de données disponibles et aux inégalités en matière de données entre et dans les pays, il faudra renforcer considérablement les capacités, consentir d'importants investissements financiers et suivre des approches novatrices en matière de collecte, d'utilisation et de diffusion de données exactes et actuelles, surtout dans les pays les moins avancés. À cet égard, la coopération entre pays d'origine, de transit et de destination peut contribuer à améliorer la collecte de données et de statistiques.

Il est également nécessaire de faire un meilleur usage des données existantes et d'élaborer de nouvelles normes, pratiques et approches novatrices concernant le partage de données entre secteurs et organismes, ce qui encouragera également la mise en commun à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale. Parmi les nouvelles initiatives visant à prendre en compte des données mondiales figure le portail sur les données migratoires²⁵, qui comprend une nouvelle page thématique sur les enfants et les jeunes migrants²⁶ où sont compilées des données migratoires ventilées par âge aux fins d'analyse de la dynamique liée à l'âge des populations de migrants. Pour les enfants migrants, les données ventilées par âge et par sexe et les informations indiquant si les enfants sont accompagnés ou non par l'un de leurs parents, un membre de la famille, un tuteur ou un parrain sont particulièrement importantes pour déterminer les niveaux potentiels de vulnérabilité et les mesures de protection nécessaires pendant le transit et à l'arrivée.

24 UNICEF, *Every Child's Right To Be Heard* (Londres, UNICEF, 2011), disponible à l'adresse www.unicef.org/files/Every_Childs_Right_to_be_Heard.pdf.

25 Portail sur les données migratoires, Une perspective globale, disponible à l'adresse https://migrationdataportal.org/fr/data?i=stock_young_perc&3Bt=2017&t=2019 (consulté le 26 novembre 2019).

26 Portail sur les données migratoires, Enfants et jeunes migrants, disponible à l'adresse <https://migrationdataportal.org/fr/themes/child-and-young-migrants> (consulté le 26 novembre 2019).

Mégadonnées : des sources non traditionnelles

Les données et statistiques traditionnelles peuvent cependant présenter des limites et des lacunes qui empêchent les utilisateurs d'acquérir une compréhension complète et à jour des mouvements. La qualité des données ou les incohérences des sources vont souvent de pair avec des modes d'agrégation inadaptes ou l'impossibilité de déceler des tendances transitoires²⁷.

Mme Sara Grubanov-Boskovic, du Centre commun de recherche (CCR)²⁸ de l'UE, a présenté une nouvelle perspective axée sur des sources de données non traditionnelles, qui vise à compléter les sources traditionnelles en y ajoutant de nouvelles informations, y compris, mais pas exclusivement, l'idée que se fait le public de la migration. Elle a également mentionné diverses initiatives relevant du domaine de la migration et évoqué la manière dont les mégadonnées peuvent servir à combler certaines lacunes en matière d'information.

De fait, l'amélioration des données sur les migrations au moyen de sources de données non traditionnelles est une possibilité que le CCR explore activement, compte tenu de son expérience pratique en matière d'extraction de données et de mégadonnées relatives aux migrations. Cela est d'autant plus important que l'amélioration des données sur les migrations est une priorité majeure du Pacte mondial et se révèle essentielle pour la gouvernance des migrations, comme le prévoit le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'ODD 10.7 visant à « faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées ».

Les sources de données non traditionnelles relatives à la migration comprennent les données de téléphone mobile, les données relatives aux passagers aériens, ou encore les données des médias sociaux (Facebook, Instagram, Messenger, LinkedIn, Twitter, etc.). Parmi ces nouvelles sources de données, les médias sociaux sont particulièrement utiles concernant les jeunes, compte tenu de leur fort taux de pénétration dans ce groupe d'âge. Les plateformes de médias sociaux sont en effet leur moyen privilégié de communiquer et de produire et échanger des contenus. Rien que dans les 28 pays membres de l'UE, selon Eurostat, près de 60 % des jeunes adultes de 15 à 29 ans utilisent quotidiennement les médias sociaux, contre 27 % des adultes de 35 à 49 ans²⁹.

L'initiative « Big Data for Migration Alliance » (BD4M)³⁰ est une initiative mondiale ambitieuse visant à exploiter le potentiel des mégadonnées pour la migration.

27 Centre de connaissances en matière de migration et de géographie. Centre commun de recherche, Commission européenne, disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/knowledge4policy/migration-demography_en (consulté le 26 novembre 2019).

28 Centre commun de recherche de l'UE, disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/jrc/en> (consulté le 26 novembre 2019).

29 Eurostat, données extraites le 10 octobre 2019, disponibles à l'adresse <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> (consulté le 26 novembre 2019).

30 Big Data for Migration Alliance (BD4M), disponible à l'adresse <https://bluehub.jrc.ec.europa.eu/bigdata4migration/bd4m> (consulté le 26 novembre 2019).

Cette initiative est pilotée par le CCR et par le Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) de l'OIM. Depuis son lancement, plusieurs résultats sur l'utilisation des données non traditionnelles aux fins d'élaboration de politiques ont été obtenus, notamment : a) l'utilisation de données de téléphone portable à des fins d'intégration pour l'étude de la ségrégation sociale et comportementale en milieu urbain; b) l'utilisation de données LinkedIn pour l'analyse du niveau d'instruction des migrants récemment arrivés; c) l'utilisation de données relatives aux passagers aériens pour l'analyse de la mobilité et de ses liens avec les politiques de migration et de visas; d) l'utilisation de données Facebook pour anticiper et compléter les statistiques officielles sur les populations de migrants. La plateforme publicitaire de Facebook permet en effet d'estimer la population d'expatriés dans divers pays en donnant aux annonceurs la possibilité de sélectionner les caractéristiques de leur public cible, telles que l'âge et le sexe, sans fournir de données à caractère personnel et en respectant ainsi la vie privée et de la confidentialité.

Les données non traditionnelles peuvent aussi permettre de recueillir des informations sur la migration circulaire et la migration irrégulière qui sont hors de portée des données traditionnelles. Cependant, étant donné que les mégadonnées sont principalement recueillies par le secteur privé, des questions telles que la propriété des données, la durabilité technologique et les coûts peuvent entraver l'accès à de telles données.

Remettre en question les discours

Les discours négatifs favorisés par les infox ou les « chambres d'écho »³¹ devraient être au cœur des préoccupations dans la recherche d'éléments factuels. Dans son exposé fondé sur ses travaux de recherche, Carlo Rasmus Schwarz, doctorant à l'Université de Warwick (Royaume-Uni)³², a évoqué la nécessité de sensibiliser à la façon dont les médias sociaux contribuent au discours négatif sur les minorités et les migrants, conduisant à des propos haineux et à de fausses informations. Des éléments factuels montrent qu'il existe un lien entre les attaques violentes et l'effet clivant des médias sociaux; l'existence de chambres d'écho et l'absence d'échanges entre différentes communautés renforcent les images négatives, la xénophobie et la radicalisation.

Des stratégies efficaces doivent prévoir des solutions ciblant les espaces en ligne et hors ligne. Des mesures doivent être prises pour accroître les interactions de ces communautés cloisonnées, notamment en multipliant les analyses et les données qui permettent de démentir les discours négatifs.

31 Chambre d'écho : environnement dans lequel seuls des articles exprimant des convictions et des opinions qui coïncident avec celles de l'internaute sont présentés, si bien que ses points de vue sont renforcés, et les idées différentes ignorées.

32 K. Müller, « Fanning the Flames of Hate: Social Media and Hate Crime », disponible à l'adresse https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3082972 (consulté le 1^{er} décembre 2019).

Le nouveau Rapport sur la migration en Afrique – présenté à la session de Genève et en attente de publication – constitue un exemple de cette remise en question des discours négatifs. Ainsi, il remet en question les idées erronées sur la migration africaine, généralement présentée comme un exode massif et irrégulier de jeunes Africains qui cherchent à gagner d'autres régions du monde en traversant la Méditerranée ou en empruntant d'autres voies irrégulières.

Ce rapport répond à la nécessité de construire un nouveau discours sur la migration en Afrique, nuancé et fondé sur des éléments factuels, afin de faire évoluer la façon dont cette migration est perçue.

Lors de la présentation du Rapport sur la migration en Afrique, Nanjala Nyabola, corédactrice de ce rapport, et Walusungu Ngulube, ancienne membre du Corps des Jeunes Volontaires de l'Union africaine et jeune migrante, ont l'une et l'autre fait remarquer que, comme le montre l'analyse des données, la plupart des migrants africains ne sortent pas d'Afrique et que, si les femmes représentent près de la moitié de la population de migrants, elles restent relativement près de leur lieu d'origine, tandis que les hommes voyagent plus loin. Le rapport souligne que les jeunes Africains non seulement jouent un rôle important dans le débat sur l'évolution de la migration sur le continent, mais aussi qu'ils contribueront de manière déterminante à son succès.

« Ne leur demandez rien, donnez-leur les moyens d'agir »³³

S'agissant des jeunes migrants, il faut les considérer comme un groupe vulnérable et trouver les moyens de les protéger et d'assurer leur autonomie.

La mise à disposition de données sur la migration des jeunes permet d'améliorer les politiques et les programmes destinés à la jeunesse, et de lutter en outre contre les inégalités en faisant apparaître, grâce aux données, des éléments qui ne sont pas visibles. Les jeunes migrants font face à des risques qui sont aggravés par leur âge, leur sexe, leur statut migratoire ou leur identité culturelle. Les politiques doivent tenir compte des conditions, des risques et des vulnérabilités propres aux jeunes migrants, en prenant en considération leur résilience et leur capacité d'adaptation.

Recueillir des éléments factuels sur la migration des jeunes permet de placer ces derniers au centre des politiques et des processus et de réduire la probabilité qu'ils deviennent marginalisés et vulnérables.

33 Extrait de l'intervention de Mme María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en réponse à la demande formulée à l'occasion de la réunion du groupe des jeunes lors de la conférence chargée d'adopter le Pacte mondial qui s'est tenue à Marrakech (Maroc) en 2018.

M. Felipe González Morales, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants³⁴, a souligné que des progrès ont été accomplis en matière de normes et d'évolution de la communauté internationale pour ce qui concerne la protection des jeunes migrants, mais que beaucoup reste encore à faire dans ce domaine.

D'autres participants ont abordé la question de la mise à disposition de données améliorées pour établir de meilleures correspondances en matière de travail, en associant les compétences des jeunes migrants avec les pays qui pourraient les accueillir, afin d'accroître leur productivité et leur développement. À cet égard, lors de la session de New York, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est inquiétée du manque de données institutionnelles sur les pénuries de main-d'œuvre par niveau de qualification sur le continent africain, qui limite la capacité des pays africains à exploiter le potentiel de la migration afin de favoriser la transformation structurelle.

De nombreux intervenants ont donné des exemples concrets de bonnes pratiques montrant les aspects positifs de la migration liés au renforcement de l'autonomie des jeunes. Les enfants et les jeunes adultes, s'ils en ont la possibilité, s'adaptent plus vite et s'intègrent mieux. S'ils disposent des moyens nécessaires, ils peuvent apporter une contribution utile à l'économie, au développement et à la cohésion des pays d'origine et de destination.

Fondée en 2006, l'association Immigrants Rising³⁵ s'occupe de jeunes migrants dépourvus de documents aux États-Unis afin de leur donner la possibilité d'accéder à l'éducation, de poursuivre une carrière et de construire un avenir meilleur pour eux-mêmes et leur communauté. Elle s'efforce de transformer leur vie en proposant des services juridiques à ceux qui sont les plus touchés par l'inégalité d'accès aux possibilités, aux droits et aux ressources, et en apportant des solutions dans l'intérêt d'une amélioration de la situation de tous. L'association considère que les jeunes dépourvus de documents peuvent être des leaders forts qui nouent des partenariats à long terme avec des alliés engagés et compétents aux fins de réalisation d'objectifs communs. Enfin, elle offre un exemple de la manière dont les données peuvent permettre de mettre au jour des chiffres qui ne sont pas apparents, ainsi que de la façon de venir en aide aux groupes les plus vulnérables.

34 Felipe Gonzalez Morales, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, disponible à l'adresse www.ohchr.org/EN/Issues/Migration/SRMigrants/Pages/FelipeGonzalezMorales.aspx (consulté le 1^{er} décembre 2019).

35 Immigrant Rising, disponible à l'adresse <https://immigrantsrising.org> (consulté le 1^{er} décembre 2019).

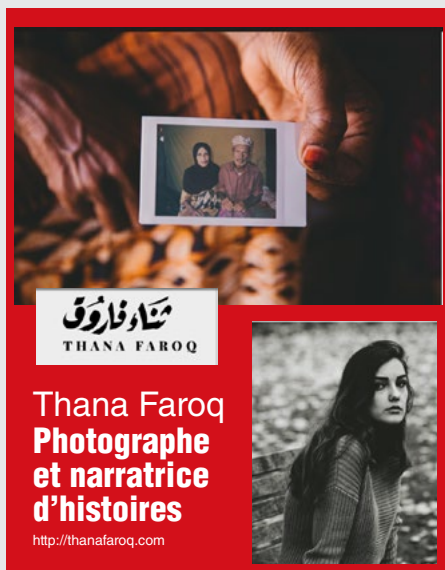


La création de l'Observatoire africain des migrations au Maroc montre l'importance que le pays accorde aux données migratoires. Cet observatoire axera son action sur l'analyse et la production de données et d'éléments factuels sur la migration qui pourraient éclairer l'élaboration de politiques aux niveaux local, régional ou mondial.

À la première session, le représentant du Ghana a présenté l'initiative prise par le Gouvernement, en concertation avec l'OIM, en vue du lancement d'une politique nationale en matière de migration et d'un plan de mise en œuvre donnant la priorité à des activités telles que la collecte et la diffusion de données sur la migration, la mise en place d'un cadre institutionnel cohérent et la mobilisation de ressources.

Enfin, comme l'ont déclaré des intervenants aux deux sessions, il importe d'assurer la promotion des discours positifs des jeunes migrants et de leurs contributions partout dans le monde, en recueillant ces récits directement auprès d'eux. Selon Rya Kuewor, fondateur et directeur général de RIO (Refugee Integration Organization) au Ghana, « même les plus modestes réussites des migrants peuvent grandement contribuer à façonner les opinions et les politiques relatives à la migration, pour peu que ces récits soient intelligemment partagés afin de s'assurer qu'ils parviennent aux bons endroits et aux bonnes personnes ».

Faire évoluer les mentalités en rapportant des histoires



Thana Farooq est une photographe documentaire et narratrice d'histoires yéménite établie aux Pays-Bas. En 2016, elle a obtenu une bourse « Break the Silence » qui lui a permis de suivre un master en photographie documentaire et photojournalisme à l'Université de Westminster, à Londres.

Son travail consiste à réaliser un reportage personnel portant sur les thèmes de la mémoire, des frontières et de la violence. Elle mène des projets de narration collaboratifs relatant des anecdotes personnelles de déplacement et de migration.

Auparavant, Thana a collaboré avec diverses ONG internationales au Yémen pour rapporter des histoires de déplacement forcé de femmes et d'enfants, en décrivant les souffrances endurées et en mettant en lumière la crise oubliée dans ce pays. Ses travaux ont été évoqués dans plusieurs médias, dont Al Jazeera, World Press Photo, la BBC, le Huffington Post et CNN. Dernièrement, Thana a reçu une bourse de l'Open Society Foundations et a pu ainsi organiser une exposition sur son projet en cours, intitulé The Passport.

« Qui sait, je survivrai peut-être ! »

Dans son dernier projet, Thana insiste sur l'importance de faire entendre la voix des gens – non seulement des récits de réussite, mais aussi et surtout des récits d'échec.

Thana estime que, grâce à ses photographies, elle peut établir un lien avec les personnes, puisqu'elle est à la fois l'auteur de sa propre histoire et le témoin de celle des autres.

Son travail est un combat qu'elle livre pour supprimer les étiquettes et traiter tout le monde sur un pied d'égalité – pour faire comprendre aux autres quelle est la vie des migrants, quels sont leurs sentiments, à quelles difficultés ils sont confrontés. Elle explique à quel point il est important de faire comprendre la réalité – « comprendre et visualiser le traumatisme » – ainsi que la phase d'incertitude et d'espoir qui caractérise la vie des migrants. Ou encore la « phase déconcertante de l'intégration, pendant laquelle ils essaient de s'adapter et s'efforcent de plaire à la société qui les accueille ». Pour qu'à la fin, nous arrivions à la conclusion que nous regardons des visages non pas de migrants, mais de personnes animées des mêmes sentiments que nous.

En racontant leurs histoires, Thana espère libérer leur potentiel en leur donnant voix au chapitre, en laissant de côté les étiquettes de réfugié, de migrant ou de demandeur d'asile; en brisant les barrières et en créant des ponts qui favorisent l'inclusion sociale par ces moyens qui nous rendent égaux. En révélant ces points communs qui nous unissent, comme la passion, la curiosité et l'empathie.

Selon Thana, pour parvenir au changement, il faut commencer par apprendre à connaître l'inconnu, essayer d'en savoir plus long sur l'autre, ne pas se limiter à l'apprentissage de la langue, rapprocher les cultures et aider les gens à adopter un nouveau mode de vie qui leur permette de jouer un rôle moteur et d'être des acteurs du changement. À cet égard, les initiatives sociales, culturelles et artistiques peuvent contribuer à favoriser l'inclusion et à briser les barrières.

«

Je voudrais que nous entendions davantage de récits concernant ceux qui n'ont pas réussi, qui en sont toujours au point zéro. Nous avons besoin d'espoir, mais nous devons aussi tenir compte de la réalité de ceux qui ont échoué...

Pour parvenir au changement, il faut commencer par apprendre à connaître l'inconnu, par rapprocher les cultures et par aider les gens à adopter un nouveau mode de vie leur permettant de jouer un rôle moteur et d'être des acteurs du changement.

»



Renforcer la base d'éléments factuels sur la migration des jeunes



1

DONNÉES FIABLES

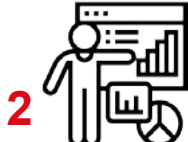
Faire un meilleur usage des données existantes et élaborer de nouvelles normes et pratiques concernant le partage de données entre secteurs et organismes

Renforcer le processus d'élaboration de politiques en fournissant des données, des tendances et des informations fiables sur les jeunes et la migration



3

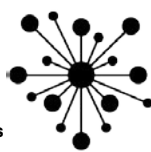
PARTAGE DES DONNÉES



2

DAVANTAGE DE DONNÉES

Investir dans la collecte, la diffusion et l'analyse de données sur les migrants jeunes et adolescents



4

DONNÉES NON TRADITIONNELLES

6



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Renforcer les capacités institutionnelles permettant de recueillir des données spécifiques sur la santé, l'éducation et la protection sociale et de mettre en œuvre des politiques et programmes pertinents



5

ÉGALITÉ DES SEXES

Inclure des données ventilées par sexe pour assurer des services de protection et d'appui



7

DONNÉES QUALITATIVES ET QUANTITATIVES

Favoriser des recherches qualitatives et quantitatives sur l'expérience, la situation, les besoins et les aspirations des jeunes migrants

Utiliser des données aux fins d'une meilleure adéquation des compétences professionnelles des jeunes migrants et accroître les capacités ciblées dans les pays d'origine

ADÉQUATION DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES



8



9

BONNES PRATIQUES

Identifier, diffuser et reproduire les bonnes pratiques pertinentes



10

REMETTRE EN QUESTION LES RÉALITÉS

Remettre en question les réalités et les discours et sensibiliser le public

11



NARRATION D'HISTOIRES

La narration d'histoires, un moyen de lutter contre les stéréotypes et de rapprocher les cultures, tout en luttant contre les infox et les chambres d'écho

3. PROMOUVOIR L'INTÉGRATION SOCIALE ET L'AUTONOMISATION

La vulnérabilité a été l'un des grands thèmes de la première session du Dialogue international sur la migration, qui s'est tenue à New York, et cette question a ensuite été approfondie à Genève. Comme de nombreux orateurs l'ont déclaré, des efforts doivent être faits pour s'attaquer aux vulnérabilités des jeunes migrants, en renforçant leur protection et en les autonomisant.

Des mesures propres à protéger les droits des migrants et à assurer des migrations dans la sécurité et la dignité permettront aux jeunes migrants de ne pas être vulnérables à l'exploitation et aux abus.

Étant donné que les jeunes migrants constituent un groupe très hétérogène, il n'existe pas de solution universelle à leurs difficultés, si bien que les interventions doivent être conçues sur mesure. D'où l'importance de faire la distinction entre les besoins particuliers des jeunes migrants et les besoins généraux de la population migrante.

De nombreux participants ont signalé la nécessité d'élaborer des stratégies nationales de protection de l'enfance et d'autonomisation de la jeunesse ainsi que des plans d'action qui intègrent les besoins des jeunes. Placer les jeunes migrants au centre des politiques et des processus peut diminuer la probabilité que des jeunes marginalisés soient laissés pour compte quand ces politiques sont mises en œuvre.

Une attention spéciale doit être portée aux enfants et aux adolescents non accompagnés, ainsi qu'aux jeunes femmes et aux filles, qui sont particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation pendant le voyage de migration.

Il est important de reconnaître les éléments à leur désavantage et la triple marginalisation dont sont souvent victimes les jeunes femmes et les filles migrantes, qui découle de leur condition de femmes, de leur statut de migrantes et de leur jeune âge. Des mesures spéciales doivent être prises pour garantir leur protection, assurer l'égalité entre les sexes et autonomiser les jeunes femmes, parallèlement à des efforts visant à comprendre les facteurs sexospécifiques de la migration. Même quand des politiques sont en place, elles ont tendance à être indifférentes aux sexospécificités, bien que les femmes constituent un groupe hautement vulnérable.

Éléments aux fins d'intégration sociale

En tant que titulaires de droits, les jeunes migrants ont besoin d'un environnement qui favorise leur intégration économique et sociale et qui les protège contre l'exploitation. La création d'un tel environnement nécessite un dialogue direct entre les parties prenantes, les décideurs et les jeunes. Écouter la voix des jeunes migrants eux-mêmes et leurs opinions peut permettre d'éclairer les politiques migratoires.

Lors de la session intitulée « Les jeunes en tant qu'agents de l'intégration et de la cohésion sociale », M. Mpumelelo Wonderboy Phungula, des services de protection des consommateurs, a insisté sur l'importance des interactions culturelles et de la compréhension des autres cultures chez les jeunes pour parvenir à la cohésion sociale.

Les Philippines ont souligné que les risques de vulnérabilité étaient aggravés lorsque les jeunes étaient isolés, exclus, victimes de discrimination et non protégés : « Au cours de la migration, ils peuvent perdre leurs liens ou réseaux sociaux, et se trouver privés des membres de leur famille qui en temps normal s'occuperaient d'eux et leur assureraient des systèmes de soutien. Des actions doivent être menées pour renforcer les mécanismes d'information qui permettent aux migrants de connaître leurs droits, notamment le droit à une éducation appropriée et de qualité, le droit de faire des choix éclairés, ou encore le droit à la protection de l'enfance, à l'égalité et à la non-discrimination, ainsi que leur participation aux processus décisionnels. Protéger leurs droits les aidera à développer leur potentiel, et à augmenter les contributions qu'ils peuvent apporter à leurs communautés de destination et d'origine. »

De même, l'Allemagne a insisté sur le fait que chaque pays est responsable au premier chef de ses ressortissants et de ses jeunes, et qu'aucune coopération ne saurait se substituer à cette responsabilité. Elle a ajouté qu'il était cependant possible d'aider les pays à élaborer des programmes éducatifs pouvant répondre aux demandes de scolarisation et de formation professionnelle des jeunes dans leur pays, afin que la migration soit un choix et non pas une nécessité. Les jeunes constituent un groupe très hétérogène qui comprend des enfants ayant besoin de soins, d'une protection et d'une éducation. La représentante de l'Allemagne a souligné que les jeunes constituaient une ressource potentielle pour la prospérité de leur société, mais que ce potentiel ne pouvait se matérialiser que s'il était dûment encouragé.

D'autres participants, aux sessions de New York et de Genève, ont également évoqué la nécessité de mettre en œuvre des réformes et des mesures pour aider les jeunes migrants à atteindre leurs objectifs éducatifs et professionnels. Dans leurs nouvelles communautés, les jeunes migrants risquent d'être marginalisés socialement et de rencontrer des difficultés et des restrictions en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi, à la protection sociale et à d'autres

droits fondamentaux. Dans le même temps, toutefois, ils sont extrêmement résilients, déterminés, forts et inventifs face aux défis et aux crises. Leur voix et leurs compétences sont précieuses pour leurs communautés d'origine et de destination, et facilitent la recherche de solutions aux problèmes.

Sexe et âge

L'UNICEF a énoncé cinq axes prioritaires concernant l'assistance aux jeunes filles migrantes :

- (a) Comprendre les facteurs sexospécifiques de la migration – le mariage forcé pour les filles ou le recrutement pour les garçons – et tenter de remédier à ces problèmes dans les pays d'origine ;
- (b) Nécessité pour les services de protection et de soutien de prendre en compte les besoins sexospécifiques – lutte contre la violence sexiste, gestion de l'hygiène menstruelle et autres – en veillant à ce que ces aspects soient intégrés dans les services offerts aux migrants et aux jeunes en particulier ;
- (c) Disposer de données ventilées pour comprendre qui migre et pourquoi, en les analysant en fonction de l'âge et du sexe ;
- (d) Examiner les aspects propres aux filles en matière de discrimination, dans les pays d'origine, de transit ou de destination – tels que l'enregistrement des naissances, la transmission de nationalité et l'accès à l'éducation et à la justice ;
- (e) Écouter la voix des jeunes femmes migrantes et s'assurer que cette voix est entendue, tout comme celle des jeunes garçons.

L'Irlande a également souligné que 130 millions de filles dans le monde entier étaient déscolarisées. Les disparités entre les sexes en matière d'éducation constituent un problème majeur, et des mesures de grande ampleur doivent être prises par la communauté internationale pour y remédier.

Le Pacte mondial a énuméré plusieurs mesures en vue de concevoir des interventions qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes et du handicap ou des politiques migratoires qui prennent en compte les questions liées à l'âge. Il fournit aussi des orientations sur la manière de réduire la vulnérabilité des enfants migrants.

Certains participants au Dialogue ont déclaré qu'il fallait prendre en compte le passage à l'âge de la majorité. Quand les adolescents deviennent légalement des adultes, à 18 ans, conformément au droit international applicable, ils perdent certains droits et certaines protections dont ils bénéficiaient en tant qu'enfants, comme l'accès à l'aide sociale, à l'éducation, aux soins de santé, à l'aide au logement, et dans certains cas, la protection contre la détention et l'expulsion.

À l'heure actuelle, il n'existe pas d'instruments juridiques destinés à protéger ces migrants et à les accompagner dans leur passage à l'âge adulte. De plus, les participants ont souligné la nécessité de tenir compte de l'ensemble des aspects culturels, moraux, politiques et socioéconomiques, et de placer les jeunes et les adolescents au cœur de ces considérations.

L'éducation, premier pas vers la réussite

De nombreux orateurs ont déclaré que les gouvernements des pays d'origine devaient accroître leurs investissements dans une éducation de qualité, en coordonnant leurs efforts avec d'autres acteurs du secteur privé, afin d'offrir des sources d'emploi et de formation en cours d'emploi plus inclusives et respectueuses de la dignité des personnes, tout en promouvant la création de plateformes qui mettent en relation les migrants qualifiés et ceux qui ont besoin d'aide.

Il est reconnu que l'école est le premier lieu d'intégration des jeunes migrants et peut faire le lien avec la jeunesse locale en facilitant le dialogue, la compréhension mutuelle et la cohésion. Dans le contexte de l'Europe et de la Méditerranée, TandEM, un projet régional visant à construire des ponts entre les migrants et la jeunesse locale, montre comment promouvoir l'intégration et faire évoluer les perceptions à partir du milieu d'apprentissage. En Italie, Rola Issa est une jeune migrante qui participe au programme de tutorat de l'Université La Sapienza, à Rome, et Alessia Falorni est membre du comité étudiant du programme TandEM, à l'Université de Pise. Toutes deux ont souligné la nécessité d'apporter aux étudiants migrants le soutien dont ils ont besoin. Ce soutien est mieux accueilli s'il émane d'étudiants locaux, et s'avère à son tour bénéfique tant pour les étudiants migrants que locaux. Rola Issa a expliqué que le programme l'aidait pour de multiples aspects du processus de migration.

De l'autre côté de l'océan Atlantique, au Brésil, des programmes spécifiques s'adressent aux réfugiés et aux migrants vulnérables au niveau de la licence, dans diverses universités publiques et privées. L'Université fédérale du Paraná a non seulement mis en place des conditions d'admission spéciales mais a aussi élaboré le projet « Un nouveau départ est possible » (*Recomeços são possíveis*), afin d'accueillir et d'intégrer les jeunes migrants et réfugiés en tant que nouveaux étudiants.

Les jeunes migrants doivent bénéficier d'un meilleur accès à l'éducation et à l'emploi, afin de pouvoir acquérir les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour devenir de futurs dirigeants et entrepreneurs. Les compétences requises sont tout à la fois techniques et non techniques, comme l'indique l'ODD 4 (Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), ce qui englobe l'apprentissage tout au long de la vie.



TandEM (Towards Empowered Migration Youth in Southern Europe) est un projet régional, financé par le Fonds asile, migration et intégration de l'Union européenne et mis en œuvre par l'OIM, en partenariat avec l'Association européenne des universités et la Communauté religieuse islamique italienne.

TandEM entend jeter des ponts entre les jeunes migrants et la jeunesse locale pour promouvoir le dialogue, la compréhension mutuelle et la cohésion en Espagne, en Italie, à Malte, en Grèce, en Croatie et à Chypre.

Le projet s'appuie sur un réseau d'universités qui, étant des espaces de socialisation et d'intégration, sont le lieu idéal pour concevoir une réponse dirigée par les jeunes aux discriminations et aux discours toxiques sur la migration. Il encourage la participation active des jeunes migrants, tout en donnant à la jeunesse en général la possibilité de se faire entendre et de définir sa propre identité.

Le projet comporte quatre objectifs majeurs : a) renforcer l'éducation tout en cherchant à mettre en évidence les besoins des étudiants étrangers et les obstacles qui les empêchent d'avoir accès à l'enseignement supérieur ; b) favoriser la compréhension pour promouvoir le dialogue interreligieux et interculturel par des conférences et des réunions ; c) encourager la communication, en donnant aux jeunes les moyens de définir leur propre discours ; et d) favoriser l'intégration par des programmes de tutorat.

Des activités nationales et régionales spécifiques, mises en œuvre de janvier 2018 à décembre 2020, s'attachent à atteindre ces objectifs.

Le Ministre de la jeunesse de la Sierra Leone, M. Mohamed Bangura, a souligné qu'une éducation gratuite et de qualité, dans le primaire et le secondaire, était un élément déterminant de la réussite d'une nation. Si les personnes peuvent espérer avoir un avenir dans leur propre pays, elles n'auront pas envie de partir. En Sierra Leone, bénéficier d'une éducation de qualité n'est plus un privilège mais un droit. « La priorité doit être donnée aux jeunes ; les jeunes ne sauraient en aucun cas être considérés comme une charge, au contraire, ils créent des possibilités lorsqu'ils sont investis de responsabilités et retrouvent la confiance dans la gouvernance. »

Pour lutter contre la marginalisation et permettre aux jeunes migrants de réaliser tout leur potentiel, des investissements à long terme, principalement dans l'éducation. Comme l'a fait observer le représentant de l'Irlande, une éducation de qualité peut jouer un rôle décisif non seulement pour l'intégration des migrants, mais aussi pour leur pays d'origine.

Il est important de réfléchir à la manière d'adapter le système éducatif à un environnement hétérogène et changeant, et de surmonter les obstacles culturels et linguistiques grâce à un système qui favorise l'existence d'une société caractérisée par la diversité culturelle pour les jeunes migrants, et qui soit respectueuse de leur propre patrimoine. C'est dans cet esprit que l'Irlande a introduit, en 2010, sa première stratégie d'éducation interculturelle³⁶, qui reconnaît la nécessité d'accueillir pleinement une société plus interculturelle.

Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)³⁷ montre que l'Irlande est l'un des trois pays de l'Union européenne où les enfants nés à l'étranger ont un taux de déscolarisation inférieur à celui des enfants nés en Irlande. L'Irlande a aussi lancé une nouvelle politique en vue de la mise en œuvre de la Stratégie d'éducation au développement d'*Irish Aid*³⁸, qui fait de l'éducation des filles une priorité.

Le Brésil accorde une grande attention à l'inclusion des jeunes migrants dans le système éducatif national. En vertu de la loi fédérale 9.394/1996, qui pose les fondements du système scolaire brésilien (connue sous le nom de *Lei de Diretrizes e Bases da Educação*), les enfants qui ont effectué une partie de leur scolarité hors du Brésil, y compris les enfants migrants, peuvent être inscrits au niveau d'éducation qu'ils ont atteint grâce à des mécanismes d'accès spéciaux, s'ils n'ont pas de preuve de leur scolarisation antérieure (art. 5°, § 5°).

36 Disponible à l'adresse www.education.ie/en/Schools-Colleges/Information/Intercultural-Education-Strategy/mig_intercultural_education_strategy.pdf.

37 Disponible à l'adresse <https://fr.unesco.org/gem-report/taxonomy/term/210> (consulté le 1^{er} décembre 2019).

38 Disponible à l'adresse www.irishaid.ie/media/irishaid/allwebsitesmedia/20newsandpublications/publicationpdfsenglish/Development-Education-Strategy-2017-2023.pdf.

Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019³⁹ de l'UNESCO, quant à lui, a pour thème « Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs ». Il explique clairement à quel point il est plus efficace d'investir dans l'éducation préscolaire, plutôt que d'essayer de rattraper des retards à un stade ultérieur, lorsque les enfants et les jeunes ont manqué plusieurs années de scolarité. Il s'agit là d'une approche globale – éducation, formation professionnelle et accès au travail – visant à faire en sorte que les jeunes aient un avenir dans leur propre pays si tel est leur souhait, et partant, à examiner les possibilités existantes et les aspects relatifs à la sécurité sociale, et à leur offrir les perspectives dont ils peuvent avoir besoin.

La représentante du Migrant Forum in Asia, Mme Alexis Nadine Bautista, a donné des exemples de programmes qui garantissent l'accès des enfants migrants à une éducation de qualité (aux Philippines ou au Japon), qui répondent aux besoins des enfants apatrides (en Malaisie et en Thaïlande), ou qui se concentrent sur les enfants et les jeunes abandonnés (dans des pays d'origine tels que le Népal, les Philippines et le Bangladesh).

De même, le Gouvernement du Mexique lance un programme appelé « Les jeunes construisent leur avenir⁴⁰ » qui entend permettre aux jeunes d'acquérir des compétences en étudiant ou en travaillant. À cette fin, le programme accorde une subvention mensuelle aux jeunes qui y participent, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 2 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

La Suisse a également fait valoir que l'éducation est un outil important pour mesurer les vulnérabilités et y remédier. Ainsi, l'accès à une éducation de qualité est crucial dans les situations de déplacement, tout comme le fait de travailler avec les enseignants, de les former et de leur donner les outils nécessaires pour assumer des charges supplémentaires et répondre à des besoins spécifiques, en particulier lorsqu'ils doivent faire face à un afflux massif de personnes venant d'autres pays. Il importe également de faire le lien entre l'éducation, la formation professionnelle et l'accès au travail.

39 Disponible à l'adresse https://en.unesco.org/sites/default/files/2019_gemr_migration_4_dec.pdf.

40 Disponible à l'adresse <https://jovenesconstruyendoelfuturo.stps.gob.mx> (consulté le 1^{er} décembre 2019).

Comblen les besoins par des services

Comblen l'écart entre les besoins et les services et investir dans la fourniture de services à l'échelle nationale permet de créer davantage de possibilités pour les jeunes migrants, qui sont alors intégrés dans les systèmes nationaux et peuvent ainsi bénéficier des systèmes de santé, de protection sociale ou d'éducation. La création de liens entre l'éducation et l'emploi est essentielle à une bonne intégration, et répond à l'ODD 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous) concernant les jeunes et les jeunes migrants.

L'histoire de M. Khaled Karri, réfugié syrien à Rome, met en lumière les difficultés que rencontrent les jeunes migrants pour s'intégrer, apprendre la langue locale et subvenir à leurs besoins, autant d'aspects qui peuvent conduire à l'inclusion (voir la coopérative *Hummus Town* à la page 45).

Obtenir un emploi peut s'avérer particulièrement difficile, surtout du fait de leur statut migratoire. Souvent, ils n'ont guère d'autre choix que d'exercer un travail informel et dégradant. Des possibilités de travail décent pour les jeunes peuvent non seulement faciliter l'inclusion sociale et l'intégration dans le marché du travail, mais aussi prévenir les risques d'abus et d'exploitation.

Des problèmes subsistent néanmoins concernant la reconnaissance automatique des qualifications, la rationalisation des critères de recrutement et la recherche de normes internationales communes. Ces facteurs sont importants pour la migration des jeunes car ils favorisent une discrimination bienveillante, promeuvent des normes de travail minimums, encouragent la rémunération des jeunes travailleurs migrants pour le travail effectué et reconnaissent le niveau d'éducation atteint et les compétences acquises.

La Norvège a soulevé la question de la manière d'associer le secteur privé, et en particulier les entreprises clés – les employeurs – à ces discussions, afin de mieux définir les politiques pour que des programmes d'éducation, y compris des formations professionnelles, soient en place dans les pays d'origine pour répondre aux besoins et aux demandes du marché de l'emploi dans les pays de destination.

L'éducation, y compris la formation professionnelle et le développement du secteur privé, compte parmi les cinq domaines d'action prioritaires de la Norvège en ce qui concerne la coopération au service du développement.

Le secteur privé est le mieux placé pour créer ces types d'emploi, surtout dans les pays où le gouvernement n'a pas la capacité de le faire.



Coopérative *Hummus Town*

Malgré un voyage pénible depuis la République arabe syrienne jusqu'en Italie et un processus d'intégration difficile, M. Khaled Karri a trouvé sa voie grâce à une association qui aide les migrants à créer leur propre entreprise.

En 2017, Khaled a fondé à Rome la coopérative *Hummus Town*, qui offre un service de traiteur proposant des plats syriens dans toute la ville. Il fournit ainsi un moyen de subsistance et une formation à des réfugiés syriens, et contribue de ce fait à la réalisation de l'ODD 8 et à l'intégration de ses travailleurs dans la société italienne. Cette activité renforce leurs capacités et leur apprend la langue du pays, ce qui les aide à devenir financièrement indépendants. *Hummus Town* noue également des partenariats avec des entreprises et des organisations sociales italiennes.

Les difficultés rencontrées par Khaled lors de son voyage l'ont convaincu de la nécessité de sensibiliser aux obstacles culturels et sociaux, tant sur le plan physique que psychologique. Il entend bâtir des ponts entre les cultures italienne et arabe en renforçant la compréhension réciproque, notamment par l'apprentissage de la langue locale et la suppression des idées fausses au sein de la communauté d'accueil, favorisant ainsi l'intégration. Les nouveaux locaux permettront aussi de construire un lieu de réunion où accueillir les citoyens.

« Les moments les plus importants sont ceux où les gens interagissent avec les réfugiés, car ceux-ci ont alors un nom, un visage et une identité bien réelle », déclare-t-il.



©OIM 2019

Le Secrétaire aux affaires étrangères du Bangladesh et actuel président de la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes, M. Shahidul Haque, a fait part de sa préoccupation quant à la manière dont les gouvernements des pays à faible revenu peuvent promouvoir la création d'emplois nécessaires au XXI^e siècle. Selon lui, le rôle du gouvernement doit consister à promouvoir un environnement qui permet l'innovation et la créativité aux fins de création d'emplois. « De nombreuses multinationales viennent au Bangladesh et ouvrent ainsi de telles perspectives pour de nouveaux entrepreneurs, et pour des emplois nouveaux, innovants et variés. » a-t-il expliqué.

De même, il convient de mettre en œuvre des activités qui facilitent l'accès des Vénézuéliens, y compris des jeunes migrants, aux formations sur l'entrepreneuriat et aux possibilités génératrices de revenu. La coopération entre l'OIM Brésil et World Vision est un bon exemple à cet égard. Les deux organisations ont contribué à la création d'ateliers consacrés au renforcement des capacités et au développement du soutien technique à l'entrepreneuriat en faveur des migrants vénézuéliens et des membres des communautés d'accueil. Dans le cadre de cette initiative, des subventions ont aussi été accordées aux projets d'entrepreneuriat sélectionnés.

Le service national de formation commerciale du Brésil⁴¹, en partenariat avec l'OIM Brésil, a facilité l'accès aux formations professionnelles, afin d'augmenter le niveau de qualification des migrants. En partenariat avec l'OIM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations promeuvent des « ateliers créatifs » (actuellement à leur troisième

41 Cultura Inglesa, « Professional development and the surge in vocational training », disponible à l'adresse www.the-report.com/reports/brazil/education-in-brazil/professional-development-and-the-surge-in-vocational-training/ (consulté le 1^{er} décembre 2019).

édition) visant à renforcer les compétences des migrants et des réfugiés, puis à les mettre en relation avec des entreprises, afin qu'ils puissent postuler à des emplois.

La CNUCED a évoqué une publication conjointe avec l'OIM intitulée *Migration and Youth Challenges and Opportunities*⁴², qui souligne la nécessité d'une reconnaissance plus large des qualifications pour permettre aux jeunes migrants d'obtenir des emplois correspondant à leurs compétences et à leur éducation. À cet égard, les accords commerciaux sont un outil utile pour faciliter la reconnaissance des compétences, des qualifications et des compétences.

L'Organisation internationale du Travail (OIT), quant à elle, a adopté une stratégie mondiale visant à aider les États à créer des emplois pour les jeunes⁴³, y compris les travailleurs migrants, de manière à garantir leur protection dans les pays de destination. Dans ce contexte, l'OIT promeut l'intégration des jeunes migrants, y compris de ceux qui se trouvent en situation irrégulière, afin de contribuer à l'amélioration de leur situation grâce à une augmentation des possibilités d'éducation, de formation professionnelle ou d'emploi.

Pour citer M. Binod Khadria, professeur d'économie et de pédagogie à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi (Inde), ce qu'il faut, c'est un « engagement intelligent » de la jeunesse hautement qualifiée du monde dans la gestion mondiale des migrations, afin de préserver la stabilité des choix éducatifs, professionnels et migratoires des jeunes hautement qualifiés, et de contribuer à endiguer la fuite des cerveaux en favorisant le retour temporaire des jeunes plutôt que leur migration temporaire.

L'autonomisation, un enjeu local

De nombreux pays ont souligné l'importance de mobiliser les pouvoirs publics locaux et les communautés d'accueil pour créer des espaces de cohésion sociale. En Mauritanie⁴⁴, « la cohésion sociale est extrêmement importante car elle contribue à la création d'une vie collective qui permet aux personnes de s'épanouir », a déclaré M. Mohamed Ould Abdi, Secrétaire général du Ministère du travail, de la jeunesse et des sports. Les mesures mises en place dans le pays pour promouvoir la cohésion s'inscrivent dans une approche globale intégrant les questions humanitaires, une politique de dialogue, un vaste programme en matière d'inclusion sociale des plus défavorisés, la justice sociale et une prise en considération des sexospécificités afin de prévenir les discriminations envers les femmes. Le succès de ce programme repose sur la conclusion de compromis

42 Disponible à l'adresse https://globalmigrationgroup.org/system/files/23._Key_Messages_and_Policy_Recommendations.pdf.

43 Disponible à l'adresse www.ilo.org/global/topics/youth-employment/databases-platforms/global-initiative-decent-jobs/lang--fr/index.htm.

44 *Mauritania : Transforming Youth Trajectory for Vulnerable Youth* – Banque mondiale, disponible à l'adresse <http://documents.worldbank.org/curated/en/273741523281729489/pdf/125059-WP-PUBLIC-22369-Mauritania-Youth-Policy-Note-EN.pdf>.

acceptables, la création de formations ciblées et une attention particulière portée à l'employabilité des jeunes.

Dans le droit fil de cette initiative, l'Envoyée de l'Union africaine pour la jeunesse a présenté certaines des initiatives en cours visant à autonomiser les jeunes dans le cadre de l'Union africaine. Elle a notamment cité l'initiative du Président de la Commission de l'Union africaine, S. E. Moussa Faki, qui entend favoriser une participation constructive des jeunes dans des domaines clés tels que l'emploi, l'entrepreneuriat, l'éducation et la mobilisation. Par ailleurs, le Programme du Corps des jeunes volontaires de l'Union africaine recrute, forme et déploie de jeunes professionnels⁴⁵ qui doivent servir pendant un an dans des pays africains autres que le leur. Une consultation de la jeunesse à l'échelle nationale, régionale et continentale a été menée, notamment, auprès du Secrétariat de l'Architecture africaine de gouvernance⁴⁶ et du programme Youth4Peace⁴⁷ du Département Paix et Sécurité, afin de veiller à ce que le point de vue et la voix des jeunes soient pris en compte au sein des Communautés économiques régionales. Enfin, un programme conjoint portant sur la main-d'œuvre et la migration étudie ces deux aspects sous l'angle de la transférabilité des compétences, afin de tirer profit des mouvements de jeunes qui migrent en apportant leurs qualifications et leur éducation.

Au Brésil, pour autonomiser les jeunes par le sport, World Vision et l'UNICEF ont soutenu l'initiative d'un enseignant local visant à faciliter des entraînements de football pour les enfants et les jeunes migrants hébergés dans des abris locaux dans l'État de Roraima. À l'échelle locale, diverses activités sont mises en œuvre par les institutions brésiliennes, les organismes des Nations Unies, les ONG et les organisations de la société civile, avec pour objectif d'autonomiser les jeunes migrants et réfugiés.

Aux Philippines, un programme commun sur l'emploi et la migration des jeunes (2009–2013)⁴⁸ soutenu par le Fonds pour la réalisation des OMD (F-OMD) a contribué à la formulation du Plan d'action national sur l'emploi et la migration des jeunes. Ce plan établit des liens et des complémentarités avec les plans et les cadres de développement nationaux existants, et s'attache plus particulièrement à atteindre deux résultats : a) améliorer la cohérence et la mise en œuvre des politiques relatives à l'emploi et à la migration des jeunes, et b) renforcer l'accès des jeunes hommes et femmes pauvres à un emploi décent par des partenariats public-privé plus inclusifs, portant sur l'éducation de base, les compétences de la vie courante et l'orientation professionnelle, y compris concernant la migration sûre, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat.

45 Disponible à l'adresse <https://au.int/fr/volontaire/union-africaine-corps-jeunes-volontaires>.

46 Disponible à l'adresse <http://aga-platform.org> (consulté le 1^{er} décembre 2019).

47 Disponible à l'adresse www.youth4peace.info (consulté le 1^{er} décembre 2019).

48 Disponible à l'adresse <http://mdgfund.org/program/alternativesmigrationdecentjobsfilipinoyouth>.

Réduire les inégalités

L'ODD 10 parle de réduire les inégalités. Les jeunes doivent faire face aux difficultés de la migration et des déplacements à un stade de développement cognitif, physique et social intense.

Certains pays ont souligné l'importance de s'atteler aux facteurs de migration dans les pays d'origine, afin de lutter contre des problèmes tels que le manque de possibilités. Comme l'a déclaré Mme Daniela Bas (DAES), le monde en général est déjà entré dans la quatrième révolution industrielle, alors même que certains pays en sont encore à la deuxième (agricole). Si les jeunes migrent, c'est notamment pour pouvoir acquérir ces compétences techniques qui ne sont peut-être pas accessibles dans leur pays d'origine.

La réduction des inégalités doit tenir compte non seulement des inégalités entre pays d'origine et de destination, mais aussi de celles existant à l'intérieur des pays. À ce sujet, Mme Bas a précisé que « même dans des pays qui en sont au stade de la quatrième révolution industrielle, des jeunes ont du mal à se mettre à niveau et à acquérir les compétences techniques sans cesse nouvelles qu'exigent les emplois. Cette situation ne fait qu'aggraver les inégalités. »

D'un autre côté, l'intégration sociale et l'autonomisation des jeunes passent par la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination, qui doit être érigée en priorité. L'un des principaux défis en matière d'intégration consiste à faire comprendre à la population locale ou aux nationaux que, bien intégrés, les réfugiés et les migrants apportent des avantages à l'économie et à la société.

À cet égard, les médias sociaux et les campagnes peuvent être de puissants outils, en portant la voix des migrants et en promouvant la participation de la jeunesse. Étant donné l'habileté numérique des jeunes et leur connaissance essentielle des nouvelles technologies, ils doivent être associés à la production et à la diffusion de contre-discours fondés sur des données factuelles, capables d'éclairer des politiques migratoires adaptées.

TandEM, par exemple, est très présent sur les médias sociaux, en particulier Facebook et Instagram, afin de créer une approche entre pairs qui vise à faire pièce aux préjugés. Les liens établis entre des personnes de différentes cultures permettent aux participants de connaître l'histoire, les rêves et les difficultés des autres, et ainsi d'apporter des éclairages nouveaux et de faire évoluer l'idée que se font les étudiants des migrants.

Outre le rôle essentiel que doivent jouer les gouvernements dans la lutte contre la discrimination et la xénophobie, les jeunes peuvent aussi agir utilement en étant les meilleurs porte-parole d'un contre-discours fondé sur des éléments factuels pour éclairer les politiques migratoires.

De nombreux participants ont expliqué que la réduction des inégalités impliquait la prise en compte des besoins de protection des jeunes migrants. L'énorme stress psychologique et les immenses traumatismes auxquels ils risquent d'être exposés durant le processus migratoire, associés à l'impact négatif de problèmes préexistants, peuvent peser gravement sur leur santé mentale et leur bien-être général. C'est pourquoi les politiques et stratégies visant à soutenir les jeunes migrants doivent être attentives à leur santé mentale et à leur bien-être, et tenir compte de leurs expériences et contributions.

Une attention particulière doit être apportée aux besoins de protection des plus vulnérables, comme les enfants et les jeunes migrants, ou les mineurs non accompagnés.

D'après l'UNICEF, quatre aspects doivent être pris en compte lorsqu'il s'agit de protéger des migrants et des réfugiés⁴⁹ : a) faire en sorte, dans la mesure du possible, que les enfants non accompagnés soient protégés et que leur famille soit retrouvée ; b) améliorer l'accès aux services selon leurs besoins ; c) fournir des alternatives au placement en centre de détention ; et d) identifier et prendre en charge les besoins spécifiques des plus vulnérables, comme les filles, les minorités et les personnes présentant un handicap.

La question des mineurs non accompagnés au Brésil est abordée dans la décision exécutive 197/2019, qui autorise les enfants et les adolescents non accompagnés qui sont séparés de leurs parents, quelle que soit leur nationalité, à demander le droit de séjour au Brésil. Les permis de séjour sont valables jusqu'à ce que les enfants aient atteint l'âge de 18 ans. Au-delà, ils peuvent demander une prolongation du droit de séjour s'ils le souhaitent, pour une période indéterminée. En attendant, ils sont juridiquement représentés et assistés par le Bureau du défenseur public fédéral.

Nous devons également tenir compte des besoins en matière de protection des jeunes qui migrent en raison du changement climatique et chercher à savoir comment les modifications de l'environnement aggravent la pauvreté. Les déplacements dus au changement climatique sont un autre cas de figure particulier qui place les personnes dans une situation de grande vulnérabilité et de grand danger.

Réseaux permettant de lutter contre les vulnérabilités

Le stress physique et psychosocial, le stress post-traumatique et d'autres problèmes de santé mentale ou handicaps exigent une assistance et une attention particulières. L'objectif doit être d'identifier les craintes qui inhibent les jeunes migrants et les empêchent de participer à leur nouvelle communauté et de s'y intégrer. Des programmes de bien-être particuliers doivent prévoir

49 UNICEF, *A Right To Be Heard : Listening to Children and Young People on the Move* (New York, 2018), disponible à l'adresse www.unicef.org/publications/index_103433.html (consulté le 1^{er} décembre 2019).

un accompagnement psychologique tout en facilitant le processus administratif et l'accès aux soins de santé. Un soutien psychosocial fondé sur une approche d'ensemble s'intéresse à la personne sous tous ses aspects, y compris culturels, religieux et sociaux, et contribue à une intégration réussie.

La Suisse a mis en place une pratique efficace pour lutter contre ces vulnérabilités. Cette pratique repose sur la création de réseaux destinés à protéger les enfants concernés par la mobilité et les jeunes migrants, constitués en partenariat avec la société civile et les gouvernements en Afrique de l'Ouest⁵⁰. Les enseignements tirés de cette expérience ont débouché sur trois recommandations qui peuvent contribuer de manière déterminante à la protection des enfants et des jeunes migrants :

- (a) Créer des liens opérationnels avec la société civile et les organismes gouvernementaux, ainsi qu'entre les gouvernements. Il est important de connaître les organismes responsables dans les pays pour mieux comprendre leur situation et protéger l'intérêt supérieur de l'enfant.
- (b) Adopter une procédure opérationnelle permanente et des principes pour disposer d'un ensemble commun de procédures, notamment en matière de soutien et de besoins, pour les mineurs non accompagnés. Ces principes ont été définis en collaboration étroite avec les organismes gouvernementaux et la société civile, et ont également reçu l'approbation politique de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de ses États membres, et été soutenus par un processus politique de la CEDEAO en tant qu'organisation régionale.
- (c) S'attacher à renforcer les capacités : savoir quels sont les capacités et les besoins, puis axer le soutien sur les acteurs qui participent à ce réseau.

Dans cet esprit, le Maroc a créé, dans onze régions du pays, des services locaux de renforcement des capacités destinés aux migrants de retour, ainsi qu'aux migrants qui transitent par le Maroc pour se rendre dans un autre pays.

De même, la Stratégie de réinstallation adoptée par le Brésil⁵¹ face à l'afflux de Vénézuéliens dans le pays mobilise l'OIM et le HCR pour coordonner conjointement les mouvements de Vénézuéliens depuis l'État frontalier de Roraima, en proie à la pauvreté et où les perspectives d'intégration sont extrêmement limitées, vers plusieurs centres urbains dans tout le pays. La stratégie de réinstallation favorise le regroupement familial et l'accès à l'emploi en veillant à ce que les compétences des migrants correspondent aux possibilités

50 CEDEAO, Procédures de prise en charge et standards de la CEDEAO pour la protection et la réintégration des enfants vulnérables concernés par la mobilité et des jeunes migrants, disponible à l'adresse www.ssi-suisse.org/sites/default/files/2017-06/04001_ecowas_content_FR_03_7_0.pdf.

51 Organisation internationale pour les migrations, *Relocation, Integration Support for Venezuelans in Brazil*, disponible à l'adresse www.iom.int/news/relocation-integration-support-venezuelans-brazil (consulté le 1^{er} décembre 2019).

offertes par le marché du travail dans d'autres États du Brésil. Les jeunes migrants ou réfugiés peuvent être réinstallés à des fins de regroupement familial ou pour avoir accès à un emploi dans d'autres États du Brésil.

En conclusion, des solutions intégrées sont nécessaires pour garantir la cohésion sociale et l'intégration. En fait, la cohésion sociale est un processus permanent qui nécessite une approche multidimensionnelle mais centrée sur les jeunes, consistant à élaborer des politiques publiques ; à donner les moyens d'agir en garantissant une représentation et une inclusion à tous les niveaux ; à renforcer la résilience grâce à l'éducation, aux soins de santé et au dialogue social ; à donner de la valeur ajoutée à l'apprentissage par les pairs ; et à créer des possibilités de mentorat ainsi que des synergies « avec l'autre » afin de mettre fin à la stigmatisation et de contribuer à la réduction des inégalités.

Renforcer l'adaptation et la résilience

Les jeunes migrants doivent affronter les difficultés de la migration et des déplacements à un moment crucial de leur développement émotionnel, cognitif, physique et social. Les facteurs de stress auxquels ils sont exposés peuvent engendrer des problèmes psychologiques et nuire à leur bien-être général.

Bien que les jeunes de plus de 18 ans n'aient pas accès à certains droits et services, et qu'il n'existe pas d'instruments juridiques destinés à les protéger et à les accompagner dans leur passage à l'âge adulte, à mesure qu'ils prennent connaissance de leurs droits en tant que citoyens, il existe des pratiques, des politiques et des stratégies efficaces permettant de faire face à ces difficultés et qui s'attachent en particulier à renforcer l'adaptation et la résilience des jeunes, tout en libérant leur potentiel afin de favoriser leur épanouissement au sein de leur communauté. Ces stratégies relèvent des efforts déployés pour atteindre l'ODD 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge).

L'éducation doit aborder des questions telles que la gestion des tensions sociales, en particulier de la violence au sein de la famille et de la communauté, ou des problèmes tels que le mariage précoce ou l'absence d'espace de participation. Mais surtout, le soutien psychologique et psychosocial apporté aux jeunes migrants permet d'identifier les peurs qui les inhibent et les empêchent de participer à la société, de s'intégrer ou d'utiliser leurs compétences.

Ces peurs sont souvent liées à un sentiment d'impuissance, de désorientation, d'abandon, de trahison, voire de non-existence. Elles peuvent détruire une personne et sont encore plus préjudiciables lorsqu'elles touchent des jeunes. Le soutien psychosocial et psychologique permet d'identifier ces peurs et de les surmonter.

Hestia Hellas⁵² est une ONG qui s'occupe des populations vulnérables, notamment les enfants qui présentent des besoins particuliers, les adolescents et les adultes qui rencontrent des problèmes de santé mentale et les populations minoritaires à Athènes (Grèce). Elle donne aussi aux familles de migrants les moyens de participer à la société grecque, contribuant ainsi à leur réintégration.

Parmi les recommandations visant à renforcer l'adaptation et la résilience des jeunes formulées par Mme Ourania Kirka, coordonnatrice de l'équipe chargée du soutien psychosocial de Hestia Hellas, citons les suivantes :

- (a) Créer des espaces de dialogue ouverts afin d'écouter les jeunes ;
- (b) Leur offrir un accès facile et immédiat à des soins de santé gratuits lorsqu'ils entrent dans le pays ;
- (c) Mettre en place des processus plus rapides permettant aux mineurs non accompagnés de quitter les camps et d'être transférés dans des centres prévus pour les mineurs ;
- (d) Mettre en place des processus plus rapides pour le regroupement familial (qui prend actuellement entre un an et un an et demi, voire plus) et pour les demandeurs d'asile s'ils sont appelés à rester dans le pays ;
- (e) Leur donner accès à l'éducation et à un soutien approprié par des cours d'intégration, des activités culturelles ou des activités sportives dans les écoles publiques ;
- (f) Organiser des activités de bien-être et de soutien psychosocial pour les aider à surmonter leurs traumatismes selon une approche globale ;
- (g) Garantir des financements pour que les abris soient opérationnels et dotés de personnel formé, ainsi que pour les organisations qui assurent un soutien psychosocial et une aide à la réintégration.

Un autre exemple d'action visant à renforcer l'adaptation et la résilience a été évoqué par Mme Nadia Khouri, Directrice adjointe de Tahaddi, une ONG libanaise qui tente de relever les défis multidimensionnels de la pauvreté en facilitant l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux services psychosociaux. Les activités de l'ONG sont menées essentiellement dans les zones d'installation informelles qui accueillent les groupes les plus vulnérables, dont les migrants.

Lors de sa présentation, Mme Khouri a souligné l'importance de mettre l'accent sur l'éducation pour promouvoir l'intégration de manière globale, en s'intéressant non seulement à l'enseignement primaire de base mais aussi à la formation professionnelle et à la formation en cours d'emploi. Comme elle l'a expliqué : « Un système qui cible non seulement les mineurs mais aussi aux

52 Hestia Hellas, disponible à l'adresse www.hestiahellas.org (consulté le 1^{er} décembre 2019).



Soutien psychosocial à base communautaire

Hestia Hellas est un centre de bien-être psychosocial à base communautaire qui fournit des soins psychologiques et physiques aux familles dans le besoin.

Son action est axée sur la durabilité, l'intégration et les compétences de la vie courante, et comprend des conseils psychosociaux, une formation portant sur les moyens de subsistance et une assistance juridique. Le centre accompagne des familles afin de renforcer leur résilience, de favoriser les mécanismes d'adaptation sains et d'encourager la scolarisation des enfants par :

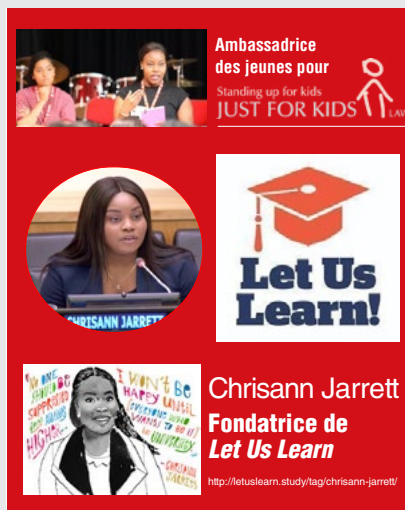
- Des groupes de soutien familial et des ateliers personnalisés, des thérapies adaptées, notamment sur la parentalité positive, la nutrition, l'atténuation du stress, le développement du jeune enfant ou le renforcement des capacités, facilitant la participation à la communauté Hestia.
- Des conseils psychologiques pour les enfants, les adolescents et les adultes.
- La promotion des compétences sociales/émotionnelles chez les jeunes enfants afin qu'ils puissent participer à la communauté.
 - Des thérapies de groupe créatives basées sur l'art, la musique, le théâtre et la danse.
 - Des thérapies axées sur le corps et l'esprit, comme le yoga, les arts martiaux, la pleine conscience, le sport, la physiothérapie et la réflexologie.
- Des espaces adaptés aux enfants : développement des compétences sociales et émotionnelles, techniques d'autorégulation, environnements d'apprentissage sûrs.

jeunes mères de moins de 25 ans, prévoyant des services de garde d'enfants, et des horaires flexibles pour les jeunes hommes soutien de famille, afin qu'ils puissent bénéficier de services éducatifs. En résumé, il s'agit de mettre en place un environnement sûr et protecteur, qui étend son filet de sécurité aux familles et aux communautés. »

Il convient d'insister tout particulièrement sur l'adaptation et la résilience dans le cadre de la prise en charge des mineurs non accompagnés, et de prévoir un soutien spécifique pour faire en sorte qu'ils puissent surmonter leurs traumatismes et s'intégrer avec succès. Dans un tel contexte, l'intelligence émotionnelle et les soins de santé mentale sont essentiels ; il est crucial de donner à ces enfants les moyens d'agir.

M. Steve McGlynn, Ministre conseiller à la Mission permanente de l'Australie à Genève, a exposé les enseignements que son pays a tirés de son expérience et expliqué que les services sont désormais dispensés en fonction des besoins. L'Australie propose des programmes spéciaux pour les mineurs non accompagnés, l'orientation culturelle ou les zones d'installation humanitaires. Le pays aide les jeunes migrants à s'intégrer en leur fournissant des orientations et des informations leur permettant de se repérer dans le système, en les aidant dans la phase de transition afin de promouvoir la cohésion sociale, en les informant de leurs droits et de leurs responsabilités, et en leur offrant un soutien psychosocial et des conseils le cas échéant.

PORTRAITS inspirants



En 2013, Chrisann Jarrett, âgée de 19 ans, brillante étudiante et présidente des élèves de la *Clapton Girls' Academy*, était ravie de se voir offrir une place à la *London School of Economics* (LSE) pour étudier le droit. Mais sa joie s'est vite transformée en colère lorsqu'elle s'est rendu compte qu'en raison de son statut migratoire, elle ne serait pas acceptée comme étudiante du pays et devrait payer 16 000 livres sterling de frais de scolarité par an, sans bénéficier d'aucune aide financière accordée aux étudiants.

Chrisann Jarrett est arrivée au Royaume-Uni en provenance de la Jamaïque à l'âge de huit ans. Elle a grandi et a acquis son éducation au Royaume-Uni.

Elle voulait s'inscrire à la faculté de droit de la LSE mais, du fait de son statut migratoire (autorisation discrétionnaire de rester), n'était pas admissible à l'aide

financière aux étudiants. Même si elle connaissait son statut au regard de l'immigration, elle ne savait pas qu'elle devrait s'acquitter des frais de scolarité appliqués aux étudiants étrangers.

« La couleur de mon passeport, ma nationalité, ma citoyenneté, et surtout mon identité ont été remises en question. Je n'ai pas pu aller à l'université cette année-là parce que ma famille ne pouvait pas payer les frais de scolarité. Pendant cette année sabbatique forcée, j'ai obtenu un stage à *Just for Kids Law*, une organisation caritative qui défend, soutient et aide les jeunes en difficulté. Là, j'ai rencontré d'autres jeunes migrants qui avaient connu le même sort que moi. J'ai appris que j'étais l'une des 2 000 jeunes migrants qui ne pouvaient poursuivre leur formation chaque année. »

Heureusement, lorsque Chrisann a informé la LSE de sa situation, l'université lui a offert une bourse complète, qui lui a permis de suivre son cursus.

Let us learn

Son expérience l'a incitée à aider d'autres adolescents migrants qui se trouvaient dans la même situation. Avec un groupe d'autres jeunes militants, elle a créé *Let us Learn*, un projet visant à sensibiliser et à offrir un réseau de soutien aux jeunes qui ne peuvent avoir accès à l'enseignement supérieur.

La campagne a réussi à organiser et à mobiliser plus de 1 000 jeunes ayant émigré au Royaume-Uni lorsqu'ils

étaient enfants. « Nous avons mené des campagnes qui ont obtenu des changements à l'échelle nationale, en influant sur la législation et en créant un contre-discours face à l'environnement hostile à l'égard des migrants au Royaume-Uni. La plupart de ces jeunes gens sont ici depuis un très jeune âge », explique-t-elle. « Ils ne sont pas retournés dans leur pays d'origine, et il est très important pour eux de concrétiser leurs aspirations éducatives, qui ont été façonnées par les institutions britanniques. Nous voulons diffuser ce message. Nous voulons qu'ils aillent à l'école et nous voulons sensibiliser le public au problème. »

Influer sur les politiques

Je suis actuellement détachée auprès de l'Autorité du Grand Londres en tant que conseillère en politiques auprès du de l'adjointe au maire de Londres pour l'intégration sociale, et suis plus particulièrement chargée des jeunes Londoniens qui sont dépourvus de documents ou ont un statut précaire.

Cette possibilité m'a été offerte dès ma sortie de l'université, mais il est important de savoir qu'avant 2016, ce bureau, ce fauteuil que j'occupe à présent à l'hôtel de ville, n'existait pas. Il a été créé dès

le départ pour que les voix telles que la mienne soient représentées. J'ai fourni des conseils sur le Brexit, l'avenir du système d'immigration du Royaume-Uni, fait des propositions au Ministère de l'intérieur sur des questions relatives aux Londoniens européens, aux jeunes Londoniens ayant un statut précaire et aux ressortissants du Commonwealth de la génération *Windrush* et mis en garde contre les effets potentiels des changements juridiques prévus.

Mon expérience m'a appris trois choses : a) la possibilité qui m'a été donnée m'a permis d'influencer et de représenter les jeunes ; b) la proximité, à la fois des décideurs mais aussi du sujet sur lequel je dispense des conseils ; et c) elle m'a permis d'influencer et de représenter les jeunes, dans la mesure où j'avais vécu la même expérience qu'eux. Prendre acte des lacunes existantes, s'entourer de personnes qui ont le même but que vous, et se battre. Si vous êtes personnellement concerné par la cause que vous défendez, ne sous-estimez pas le pouvoir de votre propre histoire.

Twitter : @LetUs_Learn

Courriel : LetUsLearn@justforkidslaw.org



Lutter contre les vulnérabilités des jeunes migrants en renforçant la protection et l'autonomisation des jeunes

Protéger



Autonomiser

AUCUNE SOLUTION NE RÉPOND À TOUS LES BESOINS

**Élaborer des réponses sur mesure
qui s'attachent à :**



**Promouvoir des
voies de
migration sûres**

**Prévenir les
risques d'abus et
d'exploitation**



**Prévenir l'exclusion
socioéconomique et
réduire le risque de
marginalisation**

Offrir une protection spécifique



**aux enfants et
adolescents
non accompagnés**



**aux jeunes qui
migrent à cause
du changement
climatique**

**Lutter contre le
racisme, la
xénophobie et la
discrimination**



**Sensibiliser à la
migration sûre**



**Donner les moyens aux
femmes de lutter pour
l'égalité entre les sexes
et contre les risques
sexospécifiques**



**Le bien-être des jeunes
migrants passe aussi
par un soutien à la
santé mentale**



**Une éducation de qualité
et des possibilités
d'emploi contribuent à
lutter contre les inégalités**

**Encourager le dialogue
pour accroître la
résilience et renforcer le
sentiment d'inclusion**



**Promouvoir la diversité
culturelle, l'intégration
sociale et les réponses
innovantes**

4. ASSOCIER LES JEUNES À L'ÉLABORATION ET À LA CONCEPTION DE STRATÉGIES RELATIVES À LA MIGRATION

La nécessité de mobiliser la diaspora pour autonomiser les jeunes tout en collaborant avec les jeunes de la diaspora afin d'instaurer une coopération et de créer des liens durables a été évoquée de façon récurrente aux différentes sessions.

Les groupes de la diaspora peuvent jouer un rôle important dans le développement de leurs pays d'origine et de destination. Bien qu'ils soient souvent vus comme une perte pour leur pays d'origine, on s'accorde de plus en plus à reconnaître qu'une diaspora mobilisée peut être un atout. Outre le fait qu'ils envoient de l'argent, lequel peut se transformer en investissements dans leur pays d'origine, ils sont des vecteurs du transfert de technologies et de connaissances.

Si les fonds rapatriés par les jeunes migrants jouent un rôle croissant dans l'économie de nombreux pays en développement, ils ne peuvent permettre à eux seuls de relever les défis que pose le développement. Des solutions globales doivent tenir compte d'autres aspects, comme le soutien entre pairs, les changements politiques tels que l'octroi du droit de vote ou du droit à la nationalité, ainsi que l'élaboration de programmes appropriés en vue de l'intégration et de l'échange d'expériences entre la diaspora et les pays d'origine.



Dans sa publication intitulée *Le développement économique en Afrique – Rapport 2018 : Les migrations au service de la transformation structurelle*⁵³, présentée par la CNUCED à la session de New York, l'organisation insiste sur la manière dont les membres de la diaspora qui maintiennent des liens avec leur pays d'origine s'emploient en général activement à promouvoir le commerce grâce à leur réseau et à leur connaissance de leur pays d'origine. Les politiques doivent encourager les retours afin de renforcer les capacités de production dans les pays d'origine, car les migrants de retour apportent avec eux les connaissances qu'ils ont accumulées, l'expérience qu'ils ont acquise et les réseaux qu'ils ont bâtis.

Outre les rapatriements de fonds, la CNUCED a fait valoir que l'engagement de la diaspora peut aussi renforcer le rôle des jeunes migrants, dans l'intérêt des pays d'origine et de ceux de destination, en accroissant le commerce bilatéral. Les membres de la diaspora peuvent être des passeurs actifs de savoir dans leur communauté d'origine en fournissant des informations sur le travail, les affaires, les possibilités éducatives, les financements, l'identification des obstacles au commerce et la réduction des coûts liés aux échanges commerciaux. La mobilisation des réseaux de la diaspora permettra d'augmenter les flux de fonds rapatriés, tout en soutenant les jeunes migrants.

De même, l'Envoyée de l'Union africaine pour la jeunesse a expliqué que les groupes de la diaspora ont déjà apporté un soutien aux pays d'origine, non seulement sous la forme d'investissements et de rapatriements de fonds, mais aussi par un apport de connaissances. Reste à présent à les associer à la vie politique et au développement et à les inciter à être actifs dans des réseaux tels que *Youth Migrant Voices*, à l'échelle régionale ou mondiale, afin qu'ils puissent participer à l'échange d'idées et à l'évolution des points de vue. Le dialogue intergénérationnel pourrait aussi être un atout à cet égard.

Par ailleurs, l'Australie a reconnu que la diaspora offre une aide précieuse pour l'intégration des nouveaux arrivants, et a fait part de son expérience avec les enfants et les jeunes adultes, qu'elle considère comme des facilitateurs transversaux, capables d'apprendre et de s'adapter rapidement, tout en conservant des liens avec leur communauté d'origine.

D'après l'expérience du pays, les jeunes migrants ont une faculté d'adaptation et de résilience incroyable, et peuvent être des agents du changement tout en jouant un rôle central pour stimuler le dialogue interculturel et la compréhension mutuelle. Ils contribuent de manière déterminante à l'édification de sociétés pacifiques et inclusives.

53 Disponible à l'adresse https://unctad.org/en/PublicationChapters/edar2018_ch5_en.pdf.

La diaspora comme agent clé du changement

Les jeunes de la diaspora contribuent à leurs pays d'origine, de transit et de destination en rapatriant des fonds, en transférant des connaissances et des compétences, en reliant les personnes et les ressources, ou en transmettant leur culture et en comprenant celle des autres, ce qui permet de briser les stéréotypes négatifs et néfastes.

S'appuyant sur sa longue expérience de la diaspora, Mme Pascale Dahrouj, Conseillère principale du Ministre des affaires étrangères et des émigrés du Liban, a formulé plusieurs recommandations visant à assurer une mobilisation utile et réussie, appelant à :

- (a) Rassembler des connaissances solides sur ce groupe, en évaluant ses besoins, sa taille ou la contribution qu'elle est prête à apporter ;
- (b) Mettre en place des moyens appropriés pour communiquer avec elle ;
- (c) Favoriser un environnement permettant de la mobiliser grâce à la formulation de politiques portant notamment sur le droit à la nationalité ou le droit de vote ;
- (d) Nouer des partenariats stratégiques entre l'État, des organisations internationales et la société civile afin d'élaborer des cadres visant à mettre en relation les jeunes et la diaspora ;
- (e) Créer des politiques de rapprochement et de partenariat afin de la mobiliser : de nombreux exemples montrent son rôle essentiel dans la gestion des crises ; et, enfin,
- (f) Renforcer les politiques nationales et de formuler conjointement une stratégie nationale en matière de migration.

Les actions de mobilisation de la diaspora libanaise comprennent des initiatives telles que *Lebanon Connect*⁵⁴, l'*Academy of Youth* et d'autres programmes, comme ceux qui promeuvent le droit de vote ou de se présenter comme candidat à des élections (devant être mis en œuvre en 2020).

Il existe également des programmes qui visent à écouter les besoins des jeunes, et des réseaux, parmi la population locale et la diaspora, destinés à simplifier les procédures d'acquisition de la nationalité pour les jeunes de la diaspora de la troisième et quatrième génération. S'inspirant de l'expérience irlandaise, ils construisent un pôle sous la forme d'un musée, appelé « Village de la diaspora ».

Un fonds de la diaspora a aussi été créé pour permettre et rendre visible les contributions de la diaspora au développement des communautés par le financement d'initiatives de jeunes. Les investissements de la diaspora dans des projets permettront de créer des emplois et un marché du travail.

54 *Lebanon Connect*, disponible à l'adresse <https://lebanon-connect.com> (consulté le 2 décembre 2019).

Le Maroc a exposé les actions de sensibilisation mises en place sur la contribution que les jeunes de la diaspora peuvent apporter à leur pays d'origine en instituant des réseaux qui renforcent les compétences et les connaissances locales.

Dans le même esprit, le représentant de l'Argentine a présenté *Raices* (Racines), un programme mis en place pour favoriser les liens avec les Argentins du monde entier, afin de créer de nouveaux réseaux et d'encourager les retours par l'octroi de subventions pour la recherche par le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la culture et des sciences.

La Tunisie a fait part de son expérience particulière concernant le soutien apporté au pays par la diaspora pendant la période de transition, qui a permis d'établir une relation de confiance et de créer un sentiment d'appartenance (12 % des ressortissants vivent à l'étranger, principalement en Europe). La nouvelle stratégie du pays relative à la migration inclut le droit de vote, et 18 représentants ont été élus à l'étranger. Le pays entretient également des liens avec la diaspora par l'intermédiaire du Forum des Tunisiens à l'étranger, et élabore une plateforme de partage de connaissances et de savoir-faire et de mise en réseau, en vue de mettre en place des partenariats public-privé.

Le Mali, pays qui reçoit 15 % de son PIB de la diaspora, a lui aussi mis sur pied des réseaux en Europe, aux États-Unis et ailleurs, qui lui permettent d'écouter la voix des jeunes Maliens résidant à l'étranger. Le pays mène également un programme de collaboration avec de jeunes scientifiques maliens vivant à l'étranger, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement.

La manière dont Sri Lanka a réussi à mettre à profit les connaissances de la diaspora dans le pays est apparue lors du tsunami de 2004 et du relèvement qui a suivi, auquel la diaspora a contribué de manière déterminante. De nombreux Sri-Lankais sont rentrés au pays pour participer à son développement et rétablir sa résilience et sa stabilité. Même si la plupart des membres de la diaspora (3 millions de personnes, vivant principalement aux États-Unis, en Australie et en Europe) restent peu qualifiés, ils n'en acquièrent pas moins des connaissances et des compétences dont peut bénéficier le pays, notamment pour aider les plus vulnérables.

Certaines des activités menées actuellement visent à établir des liens avec la communauté restée au pays, à lutter contre les discours de haine et à permettre à des familles ou des villages de s'adapter en pratiquant des activités artisanales traditionnelles afin de nouer des liens avec la diaspora.

Les jeunes de la diaspora

Dejan Bojanic, Directeur général de Save the Children Youth Suède et Vice-Président du Forum européen de la jeunesse, la plus grande plateforme d'organisations de jeunes au monde, a insisté sur le droit des jeunes au développement et sur leur droit de migrer, et sur la contribution que peuvent apporter leurs compétences et les connaissances qu'ils ont acquises aux communautés d'accueil comme à celles d'origine.

Le Népal promeut des programmes d'auto-entrepreneuriat et des conférences scientifiques associant la diaspora, afin d'encourager l'échange de connaissances.

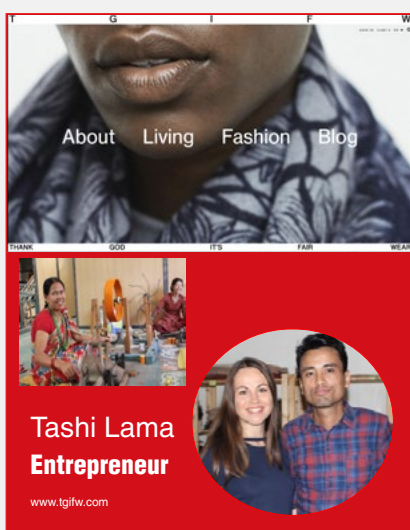
TGIFW – *Thank God It's Fair Wear* – est un de ces programmes. Tashi Lama, un jeune népalais vivant en Suisse depuis 2006, a créé une entreprise en partenariat avec un designer suisse et en collaboration avec des entreprises népalaises, pour promouvoir la confection de vêtements par des femmes dans des conditions équitables au Népal. Les produits sont conçus en Suisse et destinés aux acheteurs suisses.

La jeunesse de la diaspora peut contribuer de façon décisive à l'autonomisation des jeunes, au développement des communautés d'origine et à la collaboration et au développement dans les communautés d'accueil.

Le Programme à l'intention des jeunes de la diaspora malgache, mis en œuvre par le Gouvernement de Madagascar en partenariat avec l'OIM, est un exemple de pratique couronnée de succès qui met en relation des jeunes volontaires de la diaspora malgache et des communautés locales pour faciliter le transfert de compétences, de connaissances et d'expériences. Une telle collaboration permet de battre en brèche les stéréotypes, de faire tomber les barrières et de créer des liens.

À la session de Genève, la représentante de la mission permanente de Madagascar à Genève a souligné l'importance de définir un cadre de participation comprenant des dispositions de protection de la diaspora et des mécanismes de coordination, selon une approche centrée sur l'individu.

Le programme a renforcé les interactions entre la diaspora et la population locale, brisant ainsi les stéréotypes. Les jeunes de la diaspora apportent leur pierre dans les secteurs du pays qui ont besoin d'être développés, notamment l'agriculture, et ont pu comprendre les réalités des communautés locales, tandis que ces dernières ont compris l'engagement des jeunes visant à les aider et à contribuer à leur développement par l'échange de connaissances et de compétences. Cet exemple pourrait être poursuivi, amélioré, et même reproduit ailleurs.



TGIFW – *Thank God It's Fair Wear*

Design suisse, équitable et socialement viable, articles produits au Népal.

TGIFW est un label suisse *Fair Fashion and Living* de Saint-Gall, fruit d'une collaboration entre des designers suisses et des entreprises népalaises, alliance d'un artisanat traditionnel et d'une conception moderne suisse.

Le couple formé par Carmen et Tashi Lama dirige ensemble la SARL TGIFW. Originaire du Népal et établi en Suisse depuis le printemps 2016, Tashi offre un exemple de collaboration entre le pays d'origine et le pays de destination dans l'intérêt de l'un comme de l'autre.

Le modèle commercial de TGIFW repose sur la conception d'une ligne contemporaine adaptée au marché suisse et créant un impact direct au Népal par l'entrepreneuriat des femmes.

Tous les vêtements sont confectionnés au Népal à partir de matières naturelles par trois petits fabricants, selon une approche centrée sur les personnes qui garantit une production équitable d'articles tels que des écharpes tissées à la main, des vêtements faits de matières naturelles, des bijoux ou encore des tapis de créateurs noués à la main.

L'entreprise affecte 10 % de ses bénéfices à la formation de personnes qui ont des idées mais ne possèdent pas les compétences entrepreneuriales nécessaires. Elle entend promouvoir l'indépendance économique des femmes au Népal en investissant dans des modèles commerciaux durables, en permettant l'accès au microcrédit et en formant les femmes à la création et à la gestion d'entreprises.

Lors de la présentation du programme, l'une des volontaires, Mme Hariniaina Ranjoro, a déclaré que les jeunes ont un rôle majeur à jouer en collaborant et en créant des réseaux de la diaspora afin de contribuer au développement de leur pays d'origine. Cette collaboration permet aussi de battre en brèche les stéréotypes, de faire tomber les barrières et de créer des liens.

Mme Harivola Mirana Ravokatrasonlofo, Attachée à la Mission permanente de Madagascar à Genève, a souligné à quel point le programme a permis de renforcer les interactions entre la diaspora et la population locale. Ces échanges ont contribué à briser les stéréotypes. Mme Ravokatrasonlofo a recommandé que ce type de programmes soit poursuivi, amélioré et reproduit.

Des représentants d'autres pays, tels que le Guyana, ont évoqué cette expérience pour souligner l'importance de créer des liens avec les jeunes de la diaspora afin qu'ils n'oublient pas leurs origines.

La jeunesse défend la cause des jeunes migrants

Il est également essentiel d'établir un dialogue entre les jeunes, migrants et non-migrants.

Les contacts interpersonnels et les échanges entre les jeunes migrants et leurs pairs favorisent la compréhension mutuelle et font échec aux préjugés et aux stéréotypes, contribuant ainsi à des sociétés plus inclusives. Il est avéré qu'une coexistence satisfaisante est possible entre les membres d'une communauté locale et les réfugiés et les migrants qu'elle accueille, dès lors que des solutions d'intégration économique associant tous les groupes et profitables à tous sont élaborées ensemble. Les projets qui sont conçus et mis en œuvre conjointement par la communauté locale et les réfugiés et migrants ont tendance à mieux fonctionner et à déboucher, à terme, sur davantage de projets d'intégration économique.

Investir dans la jeunesse est également dans l'intérêt social et économique du Canada, a déclaré M. Nathaniel Erskine-Smith, député au Parlement canadien, lors de son exposé à la session de New York. Le Gouvernement canadien est d'avis que la multiplicité de points de vue améliore les processus décisionnels et l'élaboration des politiques en encourageant l'innovation, la créativité et le changement, et que les jeunes migrants doivent eux aussi être consultés. Il est entendu que l'économie du Canada dépend de la participation des jeunes, et qu'en leur donnant les moyens d'y participer, on la rendra plus diverse, plus concurrentielle et plus durable.

Servir son pays d'origine





**Hariniaina Ranjoro,
Des volontaires
sont arrivés à
Madagascar**

<http://madagascar-unesco.com/loharano2.pdf>

Renforcer les liens et servir son pays d'origine

Hariniaina Ranjoro a fait partie du premier groupe de volontaires qui ont passé trois mois à Madagascar durant l'été 2019. Pour sa première édition, le programme a sélectionné 15 jeunes volontaires parmi toutes les candidatures reçues de Malgaches résidant en France, au Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg), en Suisse, aux États-Unis et au Canada.


Ce programme—le premier en son genre—entend créer et développer un espace d'échange et d'interaction entre la diaspora malgache et les acteurs institutionnels à Madagascar, et encourager une collaboration constructive entre la diaspora et la population malgache en général.

Hariniaina et les autres volontaires ont vécu dans des familles d'accueil de communautés rurales, participant à leur vie quotidienne et partageant leurs expériences et leurs connaissances respectives. Ils ont pu comprendre quels étaient les besoins et les possibilités de développement. S'appuyant sur leur expérience dans des pays développés, ils ont pu contribuer aux priorités de développement locales.


Dans un monde caractérisé par une mobilité croissante, une dynamique de migration et la mondialisation, les diasporas sont des acteurs du développement de plus en plus pertinents et importants. Avec une diaspora comptant entre 75 000 et 200 000 personnes selon les estimations, Madagascar dispose d'un potentiel humain considérable, qu'elle peut mettre à profit pour se développer de manière durable.

POLITIQUE JEUNESSE DU CANADA
UN ENGAGEMENT ENVERS LES JEUNES CANADIENS


Le Gouvernement du Canada se fondera sur les principes suivants :



les jeunes ont le droit d'être entendus et respectés



les jeunes ont le droit à un accès équitable aux possibilités et aux soutiens



lorsque les jeunes atteignent leur plein potentiel, tous les Canadiens en profitent

Le Gouvernement du Canada :

créera des possibilités intéressantes pour permettre aux jeunes voix de se faire entendre et respecter

fournira des mesures de soutien accessible qui satisfont aux besoins en évolution des jeunes

tout en tenant compte des priorités identifiées par les jeunes :

Leadership et impact	Santé et bien-être	Innovation, compétences et apprentissage
Emploi	Vérité et réconciliation	Environnement et lutte contre les changements climatiques

Tous les quatre ans, le gouvernement du Canada s'engagera à la diffusion d'un rapport sur l'état de la jeunesse avec un accent sur les jeunes autochtones.

www.canada.ca/content/dam/y-j/documents/youth_policy_one_pager_EN.pdf

En outre, le fait d'associer les jeunes aux processus politiques contribuera à renforcer la confiance dans les institutions démocratiques, ce qui protégera la démocrate canadienne⁵⁵.

Créer des liens entre les diasporas

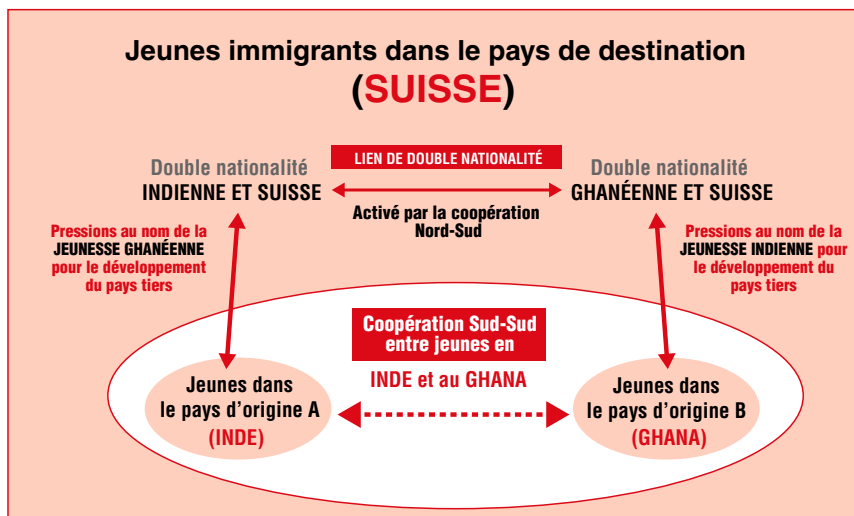
Les participants ont souligné l'importance de prendre en compte la voix de la jeunesse et des jeunes de la diaspora afin d'intégrer leurs points de vue et contributions dans les processus d'élaboration des politiques à l'échelle nationale et locale, dans leur pays d'origine comme dans leur société d'accueil.

Les jeunes de la diaspora peuvent contribuer au développement en comblant les besoins grâce au transfert de compétences et de connaissances, mais aussi en donnant l'exemple, de manière à battre en brèche les perceptions négatives, et en respectant les lois et les règles.

⁵⁵ Conseil jeunesse du Canada, disponible à l'adresse www.canada.ca/fr/campagne/conseil-de-la-jeunesse-du-premier-ministre.html (consulté le 2 décembre 2019).

**INNOVATION POUR L'AUTONOMISATION ET L'ENGAGEMENT
SOCIAL DES JEUNES**
par une coopération entre diasporas dans les pays de destination
aux fins du développement de pays tiers

Par Binod Khadria



Le développement à l'échelle locale peut être assuré en constituant des réseaux entre les diasporas⁵⁶. Le professeur Khadria parle de « créer des liens entre diasporas afin de soutenir le développement de pays tiers » et avance des idées telles que « la création, avec la diaspora, d'une force de maintien de la santé pouvant aider de nombreux pays grâce à l'échange de connaissances et de pratiques ».

Comme l'illustre le graphique, il a évoqué la nécessité d'une « coopération entre les diasporas qui crée des groupes de pression à l'appui d'autres jeunes aux fins de développement de pays tiers ». L'âge, les salaires et l'expérience pourraient permettre la neutralisation du vieillissement de la main-d'œuvre locale, la réduction du coût du travail grâce à la moindre masse salariale des jeunes migrants, et l'accumulation de connaissances de pointe incarnées dans les jeunes migrants.

Dans le même esprit, le *Hamilton Immigration Partnership Council*⁵⁷, au Canada, réunit des membres de la diaspora, afin de repérer et de former de jeunes dirigeants.

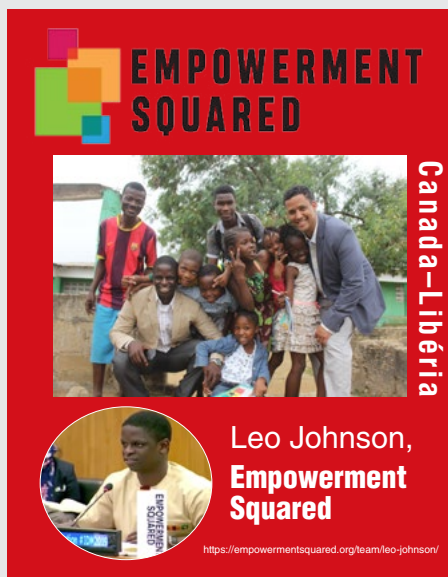
56 Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH Migration and Development Sector Project, *Building bonds for migration and development: Diaspora engagement policies of Ghana, India and Serbia*, disponible à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00820771/file/building-bonds-for-migration-and-development.pdf>.

57 Disponible à l'adresse www.hamiltonimmigration.ca (consulté le 2 décembre 2019).

La coopération Sud-Sud profite à tous

La *Organization* (RIO) est un exemple de coopération Sud-Sud qui favorise l'intégration des réfugiés au Ghana et au Brésil. Les enseignements tirés de cette expérience montrent que les principales difficultés qui se posent en matière d'intégration ne tiennent pas tant aux conditions dans lesquelles les réfugiés et les migrants coexistent qu'à la mise en place de mécanismes qui stimulent le dialogue entre les communautés d'accueil et les migrants, et permettent ainsi aux communautés d'accueil de comprendre que les réfugiés et les migrants peuvent être bénéfiques pour leur économie et leur société.

L'exemple du Ghana vise l'élaboration conjointe de solutions d'intégration économique et l'instauration d'un dialogue entre les deux groupes (réfugiés et communautés d'accueil). La préparation et la mise en œuvre de projets en commun peuvent contribuer à faire tomber les murs. L'expérience a montré qu'à long terme, ces projets donnaient naissance à des entreprises durables, favorisant ainsi l'intégration économique et l'obtention de résultats positifs pour tous.



«

J'ai décidé que je pouvais soit garder une mentalité de victime, soit embrasser les possibles.

»

commencé à faire du volontariat pour des organisations qui travaillaient auprès de jeunes des villes et de familles défavorisées. Et là, j'ai ressenti une certaine forme de dignité. Je pouvais contribuer à la société et non pas toujours mendier pour survivre. »

« Malgré les difficultés rencontrées au début, j'ai pu mettre à profit mon expérience pour influencer directement sur la vie de milliers de jeunes réfugiés et migrants au Canada. J'ai alors décidé de consacrer ma vie à rechercher les meilleurs moyens d'amener les jeunes migrants à jouer le rôle de catalyseurs d'un développement positif dans leur pays d'origine, depuis leur pays de destination. »

Pendant que la plupart des adolescents surfaient sur le web, regardaient *Friends* et apprenaient à conduire, Leo Johnson – né au Libéria en 1983 – a passé huit ans dans des camps de réfugiés, après avoir fui une décennie de guerre civile, de souffrances humaines et de mort en 1998.

« Je suis arrivé au Canada en 2006 comme mineur non accompagné dans le cadre d'un programme en faveur des réfugiés parrainé par le Gouvernement, après avoir passé neuf ans dans des camps de réfugiés en Côte d'Ivoire et au Ghana, séparé de ma famille. Lorsque j'étais jeune, j'ai vécu la guerre dans mon pays d'origine, le Libéria, puis dans deux camps de réfugiés. J'ai vu que des décisions étaient prises et des discussions avaient cours concernant mon avenir, sans que j'aie voix au chapitre.

« Après trois mois au Canada, j'ai

À l'université, Leo a partagé sa vision d'une organisation qui transformerait les communautés par l'éducation, l'engagement des jeunes, la formation de dirigeants et la création de véritables partenariats entre communautés. Motivées par son message et son parcours, plusieurs personnes l'ont contacté à l'issue de son exposé. Elles lui ont proposé leur aide, et *Empowerment Squared* a vu le jour peu après, en 2008, avec pour objectif de mobiliser des ressources et de stimuler la capacité des personnes de trouver des solutions à la crise des jeunes migrants et de l'immigration.

Aujourd'hui, *Empowerment Squared* construit un monde où chacun dispose des outils et des possibilités nécessaires pour prospérer et contribuer à la société. À cette fin, nous donnons aux nouveaux arrivants, ainsi qu'à la jeunesse et aux communautés marginalisées au Canada et dans le monde entier, les moyens de réussir par le mentorat, l'accès à l'enseignement postsecondaire, l'éducation à l'information, le sport et les activités récréatives.

Leo a rejoint le *Hamilton Immigration Partnership Council*, à l'initiative de la ville d'Hamilton, pour faciliter les partenariats communautaires afin de parvenir à des effets collectifs, et de renforcer ainsi la coordination et la fourniture de services aux nouveaux arrivants et aux immigrants. Cette initiative a également rassemblé des parties prenantes afin d'influer sur les politiques et les décisions selon une approche fondée sur des éléments factuels, en intégrant les contributions des immigrants et des nouveaux arrivants, y compris des jeunes migrants. En 2008, Leo a été l'un des lauréats du *Top 40 under 40* du *Hamilton Spectator*, qui célèbre les 40 personnalités exceptionnelles de moins de 40 ans qui impriment leur marque dans la ville d'Hamilton.

Leo partage à présent son temps entre le Canada et le Libéria. Son projet actuel est de mettre sur pied le *Liberian Learning Centre*, un établissement polyvalent à la pointe de la modernité qui accueillera la première bibliothèque publique du pays depuis 1989, année où la guerre a éclaté, ainsi qu'un centre d'innovation communautaire et un réseau de jeunes professionnels qui, permettra d'avoir un impact collectif.

Leo a noué des partenariats, dirigé des organisations qui ont permis aux étudiants de communautés défavorisées d'avoir accès à l'éducation, et fait pression sur les politiciens et les organisations en faveur de l'autonomisation des jeunes. Ce parcours a commencé quand il avait 15 ans et été contraint de fuir son Libéria natal. « Mon expérience m'a appris que lorsque la communauté se porte mieux, nous réussissons tous de manière durable. »

.....

Renforcer la coopération avec la diaspora

Mobilisation de la diaspora :



1

ÉVALUER

Rassembler des connaissances solides sur sa taille, ses besoins, sa participation



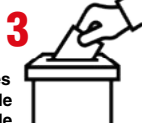
2

COMMUNIQUER

Mettre en place des moyens pour communiquer avec elle



La mobiliser grâce à la formulation de politiques portant notamment sur le droit à la nationalité ou le droit de vote



3

CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Nouer des partenariats stratégiques avec les organisations internationales, la société civile et le secteur privé



4

NOUER DES PARTENARIATS



5

GESTION DES CRISES

Associer la diaspora à la gestion des crises



6

Formuler conjointement une stratégie nationale en matière de migration

FORMULATION CONJOINTE

Solutions globales :

Mobiliser les jeunes de la diaspora pour autonomiser les jeunes du pays d'origine



1

AUTONOMISER LES JEUNES

Travailler avec les jeunes de la diaspora à créer des réseaux, partager les connaissances et les compétences, et lutter contre les perceptions erronées



CRÉER DES RÉSEAUX

2

LUTTER CONTRE LES IDÉES FAUSSES



3

INTÉGRATION

Les enfants, les adolescents et les jeunes adultes des pays de destination sont une source de soutien précieuse pour l'intégration de proches et de membres de leur communauté



4

JEUNESSE LOCALE

Les jeunes nationaux peuvent être les meilleurs avocats de la cause des jeunes migrants

Encourager les recherches qualitatives et quantitatives sur l'expérience, la situation, les besoins et les aspirations des jeunes migrants



5

COOPÉRATION ENTRE DIASPORAS

Possibilités pour la promotion et l'intégration des réfugiés et instauration de relations profitant à tous avec les communautés d'accueil



6

COOPÉRATION SUD-SUD

5. RENFORCER LA COOPÉRATION AVEC LA JEUNESSE

Pour concrétiser les objectifs de développement durable tels qu'ils sont exposés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faut impérativement que tous les jeunes participent concrètement et activement aux processus décisionnels relatifs à la gouvernance des migrations.

Les lois, les règlements, les politiques et les programmes en rapport avec la migration ne peuvent être mis en œuvre sans la participation des individus sur lesquels ils auront une incidence. Les solutions auxquelles les jeunes migrants sont associés bénéficient généralement à tous les groupes de la population. Les projets qui sont conçus et mis en œuvre conjointement par la communauté locale et les réfugiés et les migrants ont tendance à mieux fonctionner et à déboucher à terme sur davantage de projets d'intégration économique.

Le parlementaire canadien Nathaniel Erskine-Smith a mis en avant que les gouvernements doivent comprendre « avec qui nous collaborons » et « comment nous collaborons ». Il faut donc tout d'abord s'efforcer d'identifier les jeunes ayant une expérience de la migration, et leur montrer ensuite le pouvoir de la politique comme moteur du changement ou comme moyen de s'attaquer aux problèmes de manière concrète, qu'il s'agisse de préoccupations liées à la migration, de la coopération internationale ou du changement climatique, pour ne citer que ces quelques exemples.

Selon M. Erskine-Smith, « l'autonomisation des jeunes sans expérience de la migration contribuera non seulement à les sensibiliser aux avantages de la migration (sans la migration, le Canada manquerait de main-d'œuvre), mais permettra aussi de lutter contre le récit négatif sur la migration : c'est une question d'équité et de compassion ». Le Conseil consultatif jeunesse du Canada⁵⁸ discute directement avec des jeunes de leur expérience de la migration pour s'assurer que leurs voix sont prises en compte lors de l'élaboration des politiques migratoires.

58 Disponible à l'adresse <https://plancanada.ca/youth-advisory-council> (consulté le 2 décembre 2019).

Approche axée sur les jeunes

Santiago Javier Chavez Pareja, Vice-Ministre de la mobilité humaine de l'Équateur et Président du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) en 2019, a attiré l'attention sur les efforts considérables que le pays avait déployés pour intégrer des jeunes migrants dans le système éducatif et mettre en place une table ronde thématique sur la migration et les jeunes au sein du dispositif Mobilité humaine⁵⁹, conformément au FMMD. S'agissant de la crise vénézuélienne, le processus de Quito⁶⁰ a accordé la priorité aux groupes les plus vulnérables, en particulier les enfants et les adolescents, en les associant à l'assistance fournie.

De même, le Gouvernement mexicain recherche des possibilités d'intégrer les jeunes. Le représentant du Mexique a insisté sur le fait que le Pacte mondial est le meilleur espace dont les jeunes disposent pour défendre leurs intérêts et faire entendre leur voix dans les débats ayant trait à la migration internationale. Il est de la responsabilité des États Membres d'écouter cette voix. Le Mexique a intégré des jeunes dans sa délégation pour leur permettre d'échanger des pratiques et d'apprendre au contact d'autres personnes, en espérant que leur expérience contribuera à l'élaboration des politiques une fois de retour au pays.



L'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour la jeunesse a insisté sur le fait que « la transformation de l'Afrique par la jeunesse » n'est plus une possibilité mais une réalité. « Cela n'est peut-être pas aussi visible, mais ce sont les jeunes qui sont le moteur du changement sur le continent. Ils gèrent les solutions fiscales,

59 Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine, Plan national de mobilité humaine, disponible à l'adresse www.cancilleria.gob.ec/wp-content/uploads/2018/06/plan_nacional_de_movilidad_humana.pdf.

60 Refugees International, Quito III : What Regional Governments Must Do to Help Displaced Venezuelans, disponible à l'adresse www.refugeesinternational.org/reports/2019/4/5/quito-iii-what-governments-must-do-to-help-displaced-venezuelans (consulté le 2 décembre 2019).

procèdent à la transformation numérique des institutions, modifient le paysage en Afrique, non seulement sur le plan démographique mais aussi politique et économique⁶¹. »

Les exemples sont nombreux, mais l'un des outils les plus visibles est très probablement l'importante Charte africaine de la jeunesse⁶², adoptée par l'Union africaine en 2006. Cette charte est tout à la fois un document politique et juridique qui appuie les mesures et les programmes ciblés sur les jeunes et sert de cadre à la jeunesse, et un document important et progressiste conçu en collaboration avec les jeunes.

L'Agenda 2063 de l'Union africaine est également un document progressiste « axé sur les populations », en particulier sur les femmes et les jeunes. Le prochain défi consistera à associer les jeunes à l'élaboration des politiques relatives à la migration en tenant compte de leur diversité, de sorte qu'ils prennent part à la conception de leur propre avenir et qu'ils puissent s'exprimer sur les aspects qui les touchent.

En outre, l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour la jeunesse a souligné l'importance de faire évoluer le discours politique : « Au lieu de se focaliser sur les statistiques négatives concernant de jeunes Africains ou sur l'image de violence, de radicalisation ou d'extrémisme qui leur est associée, il faut montrer un nouveau visage de la jeunesse comme moteur du changement, comme composante de la solution et non du problème. Ce serait une première étape pour autonomiser les jeunes, ce qui leur permettrait de créer des débouchés et pas seulement de les rechercher... Si nous changeons le discours, nous pouvons leur donner les moyens de faire plus. »

Il n'est pas possible de parler de manière abstraite de la migration des jeunes, car leur vécu, les services auxquels ils accèdent et la place qui peut leur être accordée varient grandement selon le contexte qu'ils découvrent à leur arrivée ou qu'ils retrouvent à leur retour.

Malgré les nombreux problèmes rencontrés, le militantisme des jeunes s'est révélé un catalyseur des réformes et des changements concernant l'accès à l'éducation et le droit à disposer d'un document d'identité, comme c'est le cas aux États-Unis où des migrants dépourvus de documents acquièrent le statut d'immigrants.

Mme Alexandra Délano Alonso, Professeure associée et Présidente des études internationales à l'université The New School (États-Unis), a communiqué les conclusions qu'elle a formulées dans son ouvrage intitulé *From here and there* :

61 Union africaine, Division de la jeunesse, disponible à l'adresse <https://au.int/en/youth-division> (consulté le 2 décembre 2019).

62 Disponible à l'adresse <https://au.int/en/treaties/african-youth-charter> (consulté le 2 décembre 2019).

*Diaspora policies, integration, and social rights beyond borders*⁶³. Il s'agit d'un projet de recherche consacré aux jeunes migrants aux États-Unis, notamment aux jeunes dépourvus de documents dont certains s'organisent pour parvenir à un accès équitable à l'éducation, en militant, par exemple, en faveur de la loi DREAM (loi sur le développement, l'aide et l'éducation pour les mineurs étrangers) ou d'autres droits, comme l'accès aux permis de conduire. Le projet tire d'autres enseignements sur fond d'éloignement des jeunes ou de leur retour dans leur pays d'origine, en particulier le Mexique, où ils sont victimes de discrimination.


Mme Délano Alonso a indiqué qu'il est important de se doter d'une approche axée sur les jeunes, qui tienne compte de l'ensemble du processus migratoire ainsi que des conditions d'expulsion, d'éloignement, de retour et de réintégration. Pour le comprendre, il faut visualiser l'ensemble du processus, de sorte que « le même migrant qui est perçu à un moment comme faisant partie des jeunes issus de la diaspora peut ensuite devenir un migrant de retour », ajoute-t-elle. Même si les besoins peuvent changer, le processus d'intégration, d'inclusion et d'égalité des chances doit se produire par-delà les frontières. Pour s'attaquer à ces questions, elle formule notamment les recommandations suivantes :

- (a) L'établissement de liens transnationaux entre les gouvernements, les acteurs de la société civile et les institutions internationales peut contribuer au processus d'intégration.
- (b) Il faut aider les jeunes à créer des espaces à eux, car ce processus doit être à double sens. En outre, les jeunes doivent définir ce qu'ils entendent par intégration/inclusion pour faire valoir leur propre point de vue.
- (c) Il convient d'élaborer des programmes d'action élargis, qui comprennent plusieurs acteurs et instaurent un dialogue et des partenariats horizontaux. Les jeunes obtiennent de meilleurs résultats lorsqu'ils ont le sentiment d'être des partenaires à part entière, et qu'ils façonnent et élaborent le programme d'action en collaboration avec les fonctionnaires gouvernementaux, les ONG, les universitaires et le secteur privé.
- (d) Il faut écouter les jeunes non seulement lors de la conception des politiques, mais aussi pendant leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation.
- (e) Il est également crucial d'associer des jeunes non migrants. Il est essentiel de tenir compte de questions clés telles que l'accès à l'éducation, à la santé et aux structures de prise en charge des problèmes de santé mentale, mais aussi d'intégrer les jeunes migrants dans les écoles et les environnements de travail au sein de leurs communautés.

63 A. Délano Alonso, *From Here and There: Diaspora Policies, Integration, and Social Rights Beyond Borders* (New York, Oxford University Press, 2018).

- (f) Il faut nouer des partenariats intergénérationnels avec les dirigeants de communautés de migrants, le fil rouge étant qu'un même jeune qui, à un moment, fait partie de la diaspora peut devenir un migrant de retour le moment suivant. Cette réflexion doit être menée en tenant compte non seulement de la première génération de migrants, mais aussi de la deuxième et de la troisième générations.

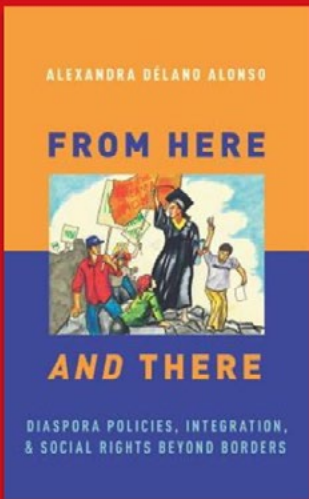
From Here and There: diaspora policies, integration, and social rights beyond borders



Alexandra Delano Alonso
From Here and There

Pour protéger les droits des migrants au statut précaire vivant aux États-Unis, le Mexique et d'autres pays d'origine latino-américains offrent de plus en plus souvent un enseignement, des soins de santé et des cours d'anglais par l'intermédiaire de leurs représentations consulaires.

L'ouvrage propose une évaluation critique de ces programmes, qui constituent un domaine rarement débattu de la gouvernance des migrations, ainsi que de leurs effets sur les émigrants, en particulier ceux qui sont dépourvus de documents ou dont le statut juridique est précaire. Il s'intéresse en outre aux initiatives de collaboration entre gouvernements et groupes de la société civile sur lesquelles ces programmes reposent.



Conformément aux recommandations formulées par Mme Délano Alonso, l'Union européenne a lancé en 2017 l'initiative « Young Mediterranean Voices » (Les jeunes voix de la Méditerranée)⁶⁴, autre exemple illustrant comment des jeunes de tout le pourtour méditerranéen ont contribué à l'élaboration de politiques européennes et à la conception de programmes par leurs contributions, leurs analyses et leurs idées. Ces jeunes sont devenus un organe consultatif de fait, dont l'un des principaux sujets de préoccupation est la migration.

Conscient des contributions économiques, sociales et culturelles positives des migrants dans les pays d'origine comme dans les pays de destination, le

64 EU Neighbours, « Le programme "Young Mediterranean Voices", soutenu par l'UE, lance des forums de dialogue national dans huit pays du sud de la Méditerranée », disponible à l'adresse www.euneighbours.eu/fr/south/stay-informed/news/le-programme-young-mediterranean-voices-soutenu-par-lue-lance-des-forums (consulté le 2 décembre 2019).

Panama a aussi lancé un Plan stratégique interinstitutionnel pour les jeunes⁶⁵ conçu spécialement pour garantir une plus grande participation des jeunes à la prévention et à la sécurité, avec l'appui d'acteurs non traditionnels, de la société civile et du secteur privé, afin de motiver et de mobiliser les jeunes leaders.

Le soutien apporté en faveur de l'inclusion peut consister à encourager la diversité culturelle dans les sociétés d'accueil, à faciliter l'inclusion sociale des nouveaux venus (notamment par l'apprentissage de la langue, l'égalité d'accès aux services et la jouissance des droits), à stimuler le dialogue à l'échelle communautaire et à lutter contre la xénophobie et la discrimination.

Revenant sur la question des vulnérabilités, ONU-Femmes a souligné qu'il ne faut pas se contenter de parler des jeunes femmes migrantes, mais qu'il faut les intégrer aux discussions, écouter leurs histoires et tirer des enseignements de leurs témoignages et de leurs expériences : « Il convient de mettre en place des lois, des politiques, des règlements et des programmes en matière de migration qui tiennent compte des dimensions sexospécifiques de la migration pour aider et protéger les femmes en prenant en considération leurs vulnérabilités⁶⁶. »

De même, le Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2015 a fait apparaître que les jeunes sont un groupe qui est souvent cité dans les débats, mais qui n'y participe généralement pas. Les moyens permettant de mobiliser les jeunes ont été mis en évidence dans le Pacte pour les jeunes dans l'action humanitaire et présentés par Nina Birkeland, Conseillère sur les déplacements liés aux catastrophes et le changement climatique au Conseil norvégien pour les réfugiés. Ces moyens ont été synthétisés en cinq principes :

- (a) Considérez les jeunes comme des atouts (qui poussent les gouvernements à agir, par exemple) ;
- (b) Permettez-leur de participer concrètement (il ne suffit pas de les associer de manière symbolique) ;
- (c) Donnez-leur un réel pouvoir (les personnes plus âgées doivent céder une partie de leur pouvoir aux jeunes) ;
- (d) Maintenez la solidarité ; et
- (e) Maintenez un véritable engagement.

65 Panama, « Gobierno presenta Plan Estratégico Interinstitucional de Juventudes », disponible à l'adresse www.mides.gob.pa/gobierno-presenta-plan-estrategico-interinstitucional-de-juventudes/ (consulté le 2 décembre 2019).

66 ONU-Femmes, « Making Gender-Responsive Migration Laws », disponible à l'adresse www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2017/policy-brief-making-gender-responsive-migration-laws-en.pdf?la=en&vs=5143 (consulté le 2 décembre 2019).

Favoriser la participation

Favoriser la participation des jeunes et des adolescents qui migrent à la vie des communautés de destination et aux processus d'élaboration des politiques est crucial pour protéger leurs droits, faciliter leur intégration et renforcer la cohésion sociale. Il est important de mettre à profit les connaissances, le dynamisme, les idées novatrices et l'expertise des jeunes pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques de la jeunesse.

La participation active des jeunes au dialogue politique – sur des sujets tels que la bonne gouvernance, la justice sociale, l'inclusion et la cohésion sociale – de manière déterminante à identifier des solutions viables et durables. Plusieurs exemples montrent que des politiques élaborées avec le concours de jeunes débouchent sur une approche plus inclusive, plus intégrée et plus novatrice.

De nombreuses voix ont relevé la nécessité de mettre en place et de renforcer les capacités des organisations de jeunes pour que les jeunes migrants ne se retrouvent pas isolés, qu'ils aient accès au marché du travail et/ou à des activités de sensibilisation et qu'ils soient pris en considération et écoutés.

Le Hamilton Immigration Partnership Council (HIPC)⁶⁷ est un bon exemple. Cette initiative menée par la ville de Hamilton au Canada a été créée pour promouvoir des partenariats communautaires visant à encourager les efforts collectifs déployés par des jeunes migrants et leurs communautés d'accueil pour faciliter la fourniture de services destinés aux nouveaux venus et aux immigrants. Ce projet reconnaît que des partenariats communautaires forts qui favorisent des communautés réceptives, accueillantes et inclusives et mettent en place des moyens continus d'échange de connaissances apportent un soutien aux nouveaux venus et aux immigrants.

Le HIPC a influé sur les politiques et les décisions selon une approche fondée sur des éléments factuels, en intégrant les contributions des immigrants et des nouveaux venus, y compris des jeunes migrants. L'un des enseignements tirés de cette initiative est que le fait de discuter de la migration des jeunes avec des membres d'autres diasporas renforce leur sentiment d'inclusion dans le pays d'accueil.

Faciliter la coopération et l'innovation

Pour favoriser un environnement propice à la coopération entre pays d'origine, de transit et de destination, il y a lieu notamment d'améliorer la collecte de données et de statistiques, de créer des plateformes mettant en relation les migrants qualifiés et ceux qui ont besoin d'aide, d'assurer la reconnaissance des qualifications et le perfectionnement des compétences et de permettre la constitution de réseaux.

67 Disponible à l'adresse www.hamiltonimmigration.ca (consulté le 2 décembre 2019).

Comme exemple de coopération, on peut citer la stratégie continentale lancée par l'Union africaine en avril 2019, intitulée « 1 million d'ici 2021 »⁶⁸ qui vise à orienter les investissements vers un million de jeunes Africains dans les domaines de l'emploi, de l'entrepreneuriat, de l'éducation et de l'engagement, en tirant parti de partenariats et des possibilités offertes par le secteur privé.

De son côté, l'Organisation internationale du Travail encourage la création de start-up et la mise en place de stages et d'apprentissages destinés à développer les compétences de direction parmi les jeunes. Promouvoir et encourager la participation active des jeunes migrants en tant qu'innovateurs sociaux et entrepreneurs sociaux peut permettre d'augmenter les investissements et de développer les programmes en faveur de l'entrepreneuriat et de l'innovation chez les jeunes.

La Côte d'Ivoire, par exemple, encourage les jeunes migrants à retourner chez eux et est consciente des contributions que ces migrants peuvent apporter au pays. Certains jeunes sont nommés à des postes clés au sein du Gouvernement pour insuffler des idées nouvelles et mettre en place des approches innovantes dans le pays. Le Gouvernement a signé un accord avec le Fonds fiduciaire africain de solidarité⁶⁹ afin d'aider financièrement les jeunes qui en auront besoin à leur retour pour démarrer une nouvelle vie.

Les jeunes dans les villes et dans les zones rurales

Concernant l'ODD 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), ONU-Habitat a fait valoir que l'intégration se déroule principalement dans les villes, où les autorités locales jouent un rôle essentiel dans la création d'espaces de cohésion sociale et l'aide aux jeunes entrepreneurs. Ce soutien pourrait consister à rechercher des possibilités d'associer les jeunes migrants à la gouvernance des migrations, à s'attaquer aux problèmes spécifiques auxquels les jeunes se heurtent et à leur donner les moyens d'avoir une plus grande influence dans la conception des politiques ayant une incidence sur leur vie. À cette fin, il convient de renforcer les capacités permettant aux autorités locales de dialoguer avec la jeunesse.

Quant aux zones rurales, elles doivent faire face à l'exode de leurs jeunes, qui laissent derrière eux des champs vides. Lors de la session de New York, la représentante sénégalaise a évoqué à ce sujet l'initiative élaborée par son Gouvernement avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour amener les jeunes de son pays à travailler dans l'agriculture en offrant des possibilités d'emploi plus intéressantes aux jeunes ruraux. L'objectif est de créer une agriculture communautaire et de faire revenir les jeunes à la terre dans un pays qui dépend beaucoup de

68 Disponible à l'adresse <https://auyouthenvoy.org/1mby2021/> (consulté le 2 décembre 2019).

69 Disponible à l'adresse www.fao.org/africa-solidarity-trust-fund/fr/ (consulté le 2 décembre 2019).

l'agriculture. L'idée est de proposer des solutions aux jeunes chez eux, de sorte que la migration devienne un choix, et non une obligation⁷⁰.

Cette initiative a donné naissance à Senagriculture, qui est devenu un portail de référence pour le secteur agroalimentaire dans la région et a permis d'établir des liens avec la diaspora.

Relever les défis environnementaux

Des interventions du Togo, de la Gambie, du Costa Rica, du Zimbabwe, du Mali et de la Commission internationale catholique pour les migrations ont aussi porté sur les pratiques exemplaires à adopter et les défis à relever pour faire face à l'exode des jeunes, notamment des jeunes ruraux, lié au changement climatique, ainsi que sur les stratégies visant à encourager les jeunes à rester et à travailler dans l'agriculture. La migration est une stratégie permettant d'améliorer les moyens de subsistance et de réduire les risques dans le Sahel occidental, eu égard, en particulier, aux rendements agricoles incertains.

Des travaux de recherche ont également mis en évidence les corrélations entre, d'un côté, les effets du changement climatique sur les moyens de subsistance dépendant des ressources naturelles et, de l'autre, les tensions, les conflits et la mobilité.

Les défis environnementaux, notamment la dégradation de l'environnement, et les catastrophes naturelles sont deux facteurs souvent ignorés qui contribuent aux déplacements de population et aux migrations. Des changements environnementaux complexes et interconnectés, comme les sécheresses et les inondations, la surexploitation des ressources et le changement climatique, contribuent également à la mobilité rurale-urbaine et cyclique à l'intérieur des pays et de part et d'autre des frontières dans la région.

La crise climatique est un problème mondial qui touche tout le monde, mais ses conséquences sont plus graves pour les personnes les plus vulnérables au sein des communautés : les femmes, les peuples autochtones, les minorités ethniques, les personnes présentant un handicap et les pauvres.

De nombreux participants ont convenu de l'importance d'associer les jeunes aux activités de réduction des risques de catastrophe et de sensibiliser la population jeune vivant dans les communautés vulnérables. Entre autres exemples d'initiatives d'aide au renforcement des capacités, on peut citer les programmes de l'OIM axés sur les écoles, qui visent à améliorer les moyens d'action et la prise de conscience en matière de réduction des risques de catastrophe (Sierra Leone), et les exercices de préparation en cas de catastrophe (Timor-Leste et Myanmar). Le programme CADRE d'adaptation au climat, de réduction des

70 Disponible à l'adresse www.fao.org/rural-employment/resources/detail/ar/c/1120663/ (consulté le 2 décembre 2019).

risques de catastrophe et d'éducation, élaboré par l'OIM, intègre la réduction des risques de catastrophe dans les programmes scolaires (États fédérés de Micronésie).

La réduction des risques de catastrophe présente indéniablement un intérêt particulier pour les jeunes. L'adolescente suédoise Greta Thunberg est probablement l'une des figures les plus connues de la lutte contre le changement climatique pour avoir été à l'initiative des grèves scolaires appelées « Vendredis pour l'avenir » qui se sont répandues dans le monde entier. Son message aux autres jeunes est le suivant : « Je ne veux pas que vous soyez plein d'espoir. Je veux que vous paniquiez. Je veux que vous ayez peur. Je veux que vous ayez peur tous les jours, et ensuite, je veux que vous agissiez. »

Les populations d'Asie du Sud et les communautés des îles du Pacifique sont particulièrement exposées aux catastrophes à évolution lente et aux catastrophes soudaines liées aux aléas naturels et au changement climatique. Cependant, l'accès de ces communautés aux ressources, au pouvoir et aux connaissances, ainsi que le contrôle qu'elles en ont sont insuffisants, alors que trois personnes sur quatre vivant dans ces zones dépendent des ressources agricoles et naturelles pour survivre.

La région Asie et Pacifique compte plus d'un milliard de personnes âgées de 10-24 ans, soit plus de la moitié de la population des jeunes dans le monde. Ces jeunes doivent prendre part à des activités d'élaboration de politiques, de sensibilisation et de protestation pour aider nos communautés vulnérables à réduire les risques de catastrophe auxquels elles sont exposées.

Des mesures doivent être prises pour adopter des approches davantage centrées sur les jeunes visant à lutter contre le changement climatique, à placer les jeunes au centre des activités de sensibilisation, à les mobiliser et à leur donner les moyens de contribuer à l'action publique pour en améliorer la compréhension, la planification et la coordination à l'échelle locale, régionale et internationale.

Les communautés du Pacifique ont fait preuve d'une grande capacité d'innovation et d'une forte résilience face aux effets des catastrophes, et cette résilience transparaît dans la façon dont les jeunes se sont mobilisés, qui illustre la capacité remarquable des membres de ces communautés à rebondir au lendemain des catastrophes.

Zakiyyah Ali, étudiante à l'Université du Pacifique Sud et militante pour le climat, attire l'attention sur les recommandations suivantes destinées aux gouvernements, qui sont essentielles à ses yeux :

- (a) Il faut mettre en place des espaces de dialogue et d'échange de connaissances, car ces espaces sont souvent limités entre les personnes exposées aux risques et celles qui décident des politiques.
- (b) Il faut placer les jeunes au cœur des débats et de l'élaboration des politiques. Il faut donner aux jeunes, par la représentation et l'inclusion, les moyens de prendre des décisions avisées.
- (c) Il faut associer les jeunes au renforcement de la résilience face aux effets du changement climatique sur les communautés locales.
- (d) Pour que l'action collective soit efficace, il faut une mobilisation réfléchie, de la patience et de la compréhension, et il faut être à l'écoute des besoins des communautés touchées.
- (e) Il faut prendre en compte le point de vue de la jeunesse pour parvenir à la justice et à l'équité climatiques, en permettant aux jeunes, en particulier les jeunes femmes et les filles, d'améliorer leur résilience et de devenir des acteurs positifs de la transformation.

Comme le veut la maxime, et comme nous le rappelle Zakiyyah : « Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants. »

« C'est notre génération, et celles qui suivront, qui vivront avec les conséquences de nos actions et de notre inaction. Aujourd'hui, notre existence même dans le Pacifique est menacée. Partant du constat que les jeunes générations ont tout à perdre, nous exigeons un monde plus équitable et plus juste. »



Zakiyyah Ali, étudiante à l'Université du Pacifique Sud et militante pour le climat, a participé à plusieurs projets visant à sensibiliser et à trouver des solutions pour relever les défis environnementaux qui se posent dans le Pacifique.

En tant que membre du partenariat Project Survival Pacifique (PSP, projet pour la survie dans le Pacifique), son rôle consiste à collaborer avec les coordonnateurs, l'équipe du secrétariat et les jeunes membres du PSP pour sensibiliser le grand public. Elle a également représenté le PSP lors d'une table ronde de la plateforme Future Pasifika sur la santé des océans organisée par la Banque mondiale à l'Université du Pacifique Sud.

Zakiyyah a effectué un stage au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et a été l'une des porte-parole des jeunes lors de la réunion inaugurale sur la résilience dans le Pacifique. Elle a également participé à une table ronde réunissant des jeunes et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies António Guterres pour attirer l'attention sur l'inclusion des femmes et des jeunes dans les espaces de décision sur les politiques climatiques.

Elle préconise des interventions globales, comme celle menée dans le petit village fidjien de Nokonko, qui a subi les effets du cyclone tropical Winston. L'une des raisons pour lesquelles ce village a été qualifié d'« exemple brillant pour la Croix-Rouge dans le Pacifique » tient à la résilience affichée par ses jeunes, mobilisés comme premiers intervenants en première ligne de la gestion de la catastrophe.

Zakiyyah maintient que le fait d'associer davantage les jeunes permet une plus grande innovation. Leur mobilisation constructive procède d'une forte détermination à défendre leur droit futur à une planète propre et saine. « C'est comme cela que nous, les jeunes, envisageons le développement pour le Pacifique : un développement durable et résilient », affirme-t-elle.



Ibrahim Faye, Directeur général et Fondateur de **Senagriculture**, entend créer une nouvelle façon d'utiliser l'agriculture au Sénégal et dans la région pour renforcer la résilience des jeunes face au changement climatique.

Après avoir vécu au Canada, Ibrahim est retourné au Sénégal et a découvert une approche moderne de l'agriculture qui permet aux jeunes d'être autonomes, éveille leur intérêt et leur donne accès à un système moderne.

À son retour, il a fondé Senagriculture, une plateforme en ligne qui offre des solutions nouvelles en matière d'agriculture et d'élevage durable en proposant un point de vue différent. La plateforme offre également des formations et aide les communautés à reproduire ce qu'elles ont appris. Elle éveille l'intérêt des jeunes pour l'agriculture, en s'écartant de l'image de secteur vulnérable associée à celle-ci. La plateforme s'est attaché les services d'un journaliste qui se consacre à la rédaction d'articles sur l'agriculture, en établissant des liens avec d'autres domaines de recherche qui contribuent à créer d'autres types d'emplois et de postes pour les jeunes dans toute la chaîne de valeur.

«

Il est absolument nécessaire de faire participer les jeunes, de sensibiliser, de mobiliser la diaspora, d'exploiter les connaissances et de faire en sorte que les jeunes agriculteurs aient accès aux informations clés pour qu'ils apprennent à se perfectionner et à faire part de leurs préoccupations.

»

Senagriculture collabore étroitement avec des responsables communautaires et des chefs religieux pour garantir l'accès à la terre dans le cadre d'un système autofinancé, créé avec l'aide de partenaires et d'entités locales et internationales, associant des migrants établis au Canada et en Europe, qui utilisent leurs propres réseaux et les élargissent localement, racontent leur histoire et partagent leur expérience avec des jeunes du pays.

Les deux principales raisons de son succès sont :

- Le recours aux technologies pour promouvoir l'agriculture auprès des jeunes et relier l'offre rurale à la demande urbaine.
- La mobilisation de la diaspora sénégalaise pour lutter contre le chômage grâce à des activités de communication, de formation et d'aide mises en place en collaboration avec des jeunes pour promouvoir l'entrepreneuriat.

Dans le secteur agricole, les technologies et l'innovation jouent un rôle essentiel. Il est important de communiquer avec la diaspora et les jeunes d'autres régions pour nouer des liens et sensibiliser aux activités agricoles et aux partenariats d'exportation qui peuvent être conclus. Dans le cadre d'initiatives communautaires, le portail propose des applications pouvant être utilisées dans toute l'Afrique de l'Ouest afin d'aider les jeunes à créer leur entreprise dans cette région. Il publie également des bulletins météorologiques dans plusieurs langues et dialectes pour permettre aux utilisateurs connaître les prévisions.

D'après M. Faye, l'un des enseignements de cette expérience est que, pour mobiliser les jeunes, il est important d'utiliser leurs moyens de communication, de leur montrer une agriculture moderne qui peut les intéresser, de leur faire découvrir l'ensemble du processus et de leur proposer des postes qui peuvent aller d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur, en les aidant financièrement.

Pour aider les jeunes à accéder à des financements, le Sénégal a mis en œuvre un projet de partage des richesses, dans le cadre duquel les populations locales investissent dans un système d'actionnariat participatif qui aide aussi les étudiants à terminer leurs études dans des domaines connexes. Les bénéfices sont partagés avec la communauté.

Étant donné que les effets du changement climatique sur les jeunes en Afrique sont la deuxième cause de déplacement, après les guerres, M. Faye estime important que les gouvernements prennent des mesures radicales consistant, par exemple, à favoriser la commercialisation et la distribution des produits locaux face à la concurrence des produits importés, à promouvoir le retour au pays et à offrir des aides suffisantes pour démarrer une nouvelle activité liée à l'agriculture.

.....

Coopération constructive et active avec les jeunes



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

17 OBJECTIFS POUR SAUVER LE MONDE

Pour réaliser le Programme 2030, une participation constructive et active des jeunes est nécessaire

1



Maintenir une approche centrée sur les jeunes, qui tienne compte de l'ensemble du processus migratoire ainsi que des conditions d'expulsion et des besoins en matière de retour et de réintégration.

APPROCHE CENTRÉE SUR LES JEUNES

2



Mettre en place et renforcer les capacités des organisations de jeunes pour que les jeunes migrants ne se retrouvent pas isolés.

ORGANISATIONS DE JEUNES

Promouvoir la participation des jeunes et des adolescents à l'élaboration des politiques est essentiel à la protection de leurs droits, à l'intégration et à la cohésion sociale.



3

ÉLABORATION DES POLITIQUES

Encourager la participation des jeunes migrants en tant qu'innovateurs sociaux et entrepreneurs en augmentant les investissements et en renforçant le soutien qui leur est apporté.



4

INNOVATION ET ENTREPRENEURIAT

5



Utiliser les idées novatrices des jeunes pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques de la jeunesse.

ÉLABORATION DES POLITIQUES

6



Promouvoir le travail décent par la sensibilisation, l'information, l'élaboration de politiques, la fourniture de conseils techniques et le renforcement des capacités.

TRAVAIL DÉCENT

Intervenir dans les villes, où a lieu l'essentiel de l'intégration, et dans les zones rurales, qui sont confrontées à l'exode.



7

EXODE ET INTÉGRATION



Améliorer la résilience des communautés locales face aux effets du changement climatique avec la participation de la diaspora.



8

AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE

9



ÉQUITÉ

La participation des jeunes nécessite la justice et l'équité pour les personnes les plus vulnérables, afin de renforcer leur résilience.

10



MESURES COLLECTIVES

Les mesures collectives nécessitent une mobilisation réfléchie, de la patience, de la compréhension et l'écoute des besoins des communautés touchées.

6. LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION AU SERVICE DES JEUNES ET DE LA MIGRATION

La transformation de notre monde s'accélère. Les marchés du travail mutent sous l'effet des nouvelles technologies et des nouvelles exigences, les communautés doivent gérer un renouvellement rapide de la population, et les chocs extérieurs (découlant de conflits, de l'instabilité, de catastrophes naturelles ou du changement climatique à évolution lente) sont de plus en plus fréquents.

La technologie est entrée dans nos vies comme une force transformatrice renfermant de nombreux défis et possibilités. La cinquième génération de technologies mobiles (5G) devrait connecter les individus, les objets, les données, les applications, les systèmes de transports et les villes dans des environnements de communication connectés et intelligents. Elle devrait permettre le transfert d'importants volumes de données bien plus rapidement, connecter de façon fiable un très grand nombre d'appareils et traiter de grandes quantités de données en un temps très court.

L'intensification et la mondialisation des technologies soulèvent de nombreux défis, tels que l'inégalité et les écarts entre les pays et les sociétés ; un discours négatif sur les minorités et les migrants, que renforcent les médias sociaux qui promeuvent les propos haineux et la xénophobie ; ou la tendance à l'automatisation, qui pourrait remplacer les emplois peu qualifiés par des robots et donc compromettre l'avenir du travail de nombreuses personnes.

D'un autre côté, les technologies s'accompagnent de nombreuses possibilités, offrant de nouvelles solutions et des améliorations en matière d'éducation, de liens sociaux, de mise en réseau et d'expansion et de développement des marchés. En effet, la connectivité numérique que permettent les téléphones mobiles influe sur tous les aspects de la migration : elle donne accès à des informations avant la migration, pendant le voyage et dans les pays de destination, facilite les rapatriements de fonds et permet aux migrants de rester en contact avec leur famille.

Dans les pays de destination, les jeunes migrants peuvent se développer en tirant parti des possibilités de formation, de mise en réseau ou d'acquisition de compétences pour répondre à leurs besoins. Les jeunes migrants peuvent trouver dans la technologie un moyen de se connecter et de s'intégrer. Dans

les pays d'origine, les technologies permettent d'accéder aux connaissances et aux compétences pertinentes pour les secteurs locaux et qui ne sont pas disponibles dans le pays d'origine, et elle ouvre des possibilités de participation à la communauté mondiale, ce qui contribue à la découverte de solutions de développement innovantes et répond au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La technologie en tant que catalyseur numérique

Lors des sessions de New York et de Genève, la technologie a été mise en avant comme un catalyseur numérique. Certaines voix ont fait valoir que l'accès à la technologie et les compétences numériques ne sont pas disponibles de manière égale pour tous. De fait, comme l'a souligné Mme Daniela Bas (DAES), cette inégalité n'existe pas seulement entre les pays – certains vivant la quatrième révolution industrielle (technologique) tandis que d'autres en sont toujours à la deuxième (agricole) – mais aussi au sein d'un même pays au stade de la quatrième révolution industrielle.

« Ces différences créent un fossé énorme dont les victimes sont souvent les jeunes », a précisé M. Shahidul Haque, Secrétaire aux affaires étrangères du Bangladesh et alors Président de la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes.

De même, M. Houlin Zhao, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications (UIT), a souligné que près de la moitié de la population mondiale n'est pas encore connectée à Internet. L'amélioration de la connectivité est nécessaire pour garantir l'intégration de la jeunesse à l'échelle mondiale. La normalisation des services numériques et financiers est également indispensable. M. Zhao a insisté sur le fait que les nouveaux défis technologiques s'accompagnent de responsabilités qui nécessitent des discussions multipartites sur le recours à l'intelligence artificielle à l'avenir, afin que le nécessaire soit fait pour que les avancées technologiques ne fassent pas de laissés-pour-compte.

Les nouvelles technologies offrent de nouvelles chances et possibilités, et figurent à ce titre au Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'ODD 17 définit un certain nombre de cibles relatives aux transferts, aux investissements et aux échanges en matière de technologie, visant à stimuler les investissements dans les pays en développement d'une manière qui favorise le développement durable⁷¹.

Les technologies sont un vecteur d'accès et de compréhension qui permet de changer de modèles, de remettre en question les discours, d'améliorer l'éducation et de renforcer les compétences. Elles peuvent être un catalyseur de

71 Nations Unies, Rapport mondial sur la jeunesse : « Youth and the 2030 Agenda for Sustainable Development » (New York, Nations Unies, 2017), disponible à l'adresse www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2018/12/WorldYouthReport-2030Agenda.pdf.

l'intégration des enfants et des jeunes et contribuer à l'innovation en connectant les pays d'origine et de destination et en sortant des modèles grâce à des solutions nouvelles.

Comprendre, remettre en question et apprendre

La technologie offre de nombreuses possibilités d'accéder aux données et de comprendre les mouvements grâce à des sources traditionnelles et non traditionnelles.

Le Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM), une plateforme dirigée par l'OIM⁷², propose une approche intégrée des données sur la migration. Ce centre a été créé pour répondre aux demandes de meilleures données et analyses sur les migrations internationales, étant donné que les données actuelles sur la migration sont souvent limitées, ce qui rend difficile l'élaboration de politiques efficaces par les décideurs.

Afin de tirer avantage des technologies, des organisations se sont tournées vers des sources non traditionnelles. Le Knowledge Centre on Migration and Demography, qui fait partie du Centre commun de recherche de la Commission européenne⁷³, a eu recours aux mégadonnées en utilisant, par exemple, des données de téléphone portable pour évaluer la ségrégation dans les villes, des données LinkedIn pour analyser le niveau d'instruction des migrants récemment arrivés, des données relatives aux passagers aériens pour analyser la mobilité et ses liens avec les politiques de migration et de visas, et des données Facebook pour anticiper et compléter les statistiques officielles sur les populations de migrants. Ce centre estime que les données des médias sociaux donnent des informations sur des indicateurs socioéconomiques qui ne sont pas recueillies par les statistiques officielles, notamment les intérêts personnels, les compétences, le niveau d'instruction et le secteur d'emploi, autant d'informations pouvant servir d'indicateurs d'alerte précoce dans le cadre de diverses politiques publiques.

L'utilisation de sources non traditionnelles en est encore à ses premiers stades et présente de nombreux écueils relatifs à la propriété, à la viabilité et aux coûts ; mais elle n'en suscite pas moins un intérêt.

Dans la droite ligne de ces efforts, le Forum international sur les statistiques migratoires – une plateforme mondiale consacrée à l'amélioration des données sur la migration sous tous ses aspects, et gérée par l'OIM, l'Organisation de coopération et de développement économiques et le DAES – devait, à l'occasion de sa deuxième grande manifestation tenue en Égypte à la fin de janvier 2020, examiner des moyens novateurs de mesurer la mobilité des populations et de

72 Disponible à l'adresse <https://gmdac.iom.int> (consulté le 1^{er} décembre 2019).

73 Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/knowledge4policy/organisation/kcmd-knowledge-centre-migration-demography_en (consulté le 1^{er} décembre 2019).

produire des statistiques actuelles. Son approche multidisciplinaire rassemble des spécialistes en statistiques, en économie, en démographie, en sociologie, en sciences géospatiales et en technologies de l'information⁷⁴.

L'accès aux données, qu'elles proviennent de sources traditionnelles ou non traditionnelles, est toutefois nécessaire pour prendre des décisions fondées sur des éléments factuels, et devient plus important encore lorsqu'il s'agit de populations vulnérables, car les données donnent une visibilité aux populations qui sont le plus dans le besoin. La ventilation des données, qui est l'une des recommandations de l'UNICEF dans le cadre de l'élaboration du rapport intitulé « Right to Be Heard »⁷⁵, rend mieux visibles les besoins particuliers des femmes et des filles. La Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM⁷⁶ et le centre d'activité sur la migration mixte (Mixed Migration Hub)⁷⁷ sont d'autres exemples de collaboration en matière de données visant à identifier les besoins des plus vulnérables.

La technologie est utilisée par les autorités publiques, à bon ou à mauvais escient, dans le cadre de l'administration et de la gestion des migrations. Les gouvernements s'appuient beaucoup sur la technologie pour traiter le statut des migrants, réguler les passages aux frontières et organiser le passage et l'installation des migrants et des réfugiés. Les technologies biométriques font partie des principales technologies utilisées. Elles sont pleinement respectueuses des lois applicables en matière de protection de la vie privée et des données à caractère personnel, et peuvent constituer un outil efficace pour améliorer la gestion des migrations et autonomiser les migrants.

L'utilisation de la reconnaissance automatique des personnes sur la base de caractéristiques physiques et comportementales améliore la fiabilité des vérifications. La fourniture d'une protection ou d'une assistance rapide et efficace à des bénéficiaires dépend souvent de la capacité d'identifier les personnes et d'empêcher des irrégularités relatives à leur identité. L'utilisation de la biométrie dans les procédures d'enregistrement peut permettre de recueillir des données visant à identifier des individus vulnérables qui pourraient avoir besoin d'une assistance supplémentaire. La biométrie est aussi très importante pour faciliter et accélérer la mobilité transfrontalière régulière et sûre, et son utilisation responsable renforce la sécurité des processus de gestion des migrations et des frontières.

74 Forum international sur les statistiques migratoires, Deuxième conférence, Égypte, 2020, disponible à l'adresse <https://gmdac.iom.int/iom-oecd-undesa-organise-second-international-forum-migration-statistics> (consulté le 1^{er} décembre 2019).

75 UNICEF, *A Right To Be Heard : Listening to Children and Young People on the Move* (New York, 2018), disponible à l'adresse www.unicef.org/publications/index_103433.html (consulté le 1^{er} décembre 2019).

76 Disponible à l'adresse <https://displacement.iom.int> (consulté le 1^{er} décembre 2019).

77 Centre d'activité sur la migration mixte (Mixed Migration Hub), disponible à l'adresse www.mixedmigrationhub.org (consulté le 1^{er} décembre 2019).



Réfugiés syriens se prêtant à un enregistrement biométrique auprès de fonctionnaires canadiens dans le cadre de leur procédure de demande de réinstallation au Canada. ©OIM 2016/Muse MOHAMMED

Remettre en question les réalités

La technologie a amené une révolution en matière de démocratisation de l'accès aux données; cependant, la réalité montre que les médias sociaux contribuent à un discours de haine à l'égard des minorités et des migrants. Le volume de fausses informations diffusées sur les médias sociaux alimente une polarisation qui présente un lien avec des attaques violentes.

Dans son étude intitulée « *Fanning the Flames of Hate: Social Media and Hate Crime* », Carlo Rasmus Schwarz, de l'Université de Warwick⁷⁸, explique que les chambres d'écho des médias sociaux contribuent à une radicalisation de la jeunesse par l'absence de toute remise en question des idées, ce qui nourrit les discours extrêmes et conduit à une augmentation des actes violents. D'après lui, pour s'attaquer à ces problèmes en appliquant une stratégie efficace, il est essentiel d'inclure des solutions qui ciblent à la fois les réalités en ligne et hors ligne.

La narration d'histoires ou la réalisation d'études fondées sur des données, telles que le Rapport sur la migration en Afrique, sont des moyens de lutter contre les idées fausses et d'abattre les barrières. Rapporter des histoires en donnant la parole aux migrants par l'intermédiaire des médias sociaux est un moyen positif de mobiliser les jeunes en dessinant des perspectives, en rapprochant

78 C.S. Schwarz et K. Müller, « *Fanning the Flames of Hate: Social Media and Hate Crime* » (Université de Warwick, 19 février 2018), disponible à l'adresse <https://warwick.ac.uk/fac/soc/economics/staff/crschwarz/fanning-flames-hate.pdf>.

des cultures par l'identification de problèmes simples partagés par tous, tels que la tristesse de perdre une grand-mère, comme l'a expliqué M. Nadir Nahdi, fondateur de BENI.

BENI⁷⁹ est une plateforme de narration d'histoires sur YouTube créée pour transformer l'influence sociale en substance, inspiration et aventure. Elle promeut le multiculturalisme en s'intéressant à la vie quotidienne de jeunes migrants. Avec plus de 1,7 million d'utilisateurs, c'est aussi une expérience remarquable de lutte contre les chambres d'échos et de contact avec des migrants de la deuxième ou troisième génération.

Éducation et développement des compétences

Les technologies ont joué un rôle déterminant dans l'accélération observée dans le domaine de l'éducation, tout comme dans d'autres secteurs. Dans une étude menée par l'UNICEF sur les effets des TIC sur l'apprentissage, intitulée « Raising Learning Outcomes: The opportunities and challenges of ICT for learning »⁸⁰, l'organisation recommande l'utilisation des TIC dans le cadre de politiques éducatives devant cibler en priorité les populations les plus pauvres et les plus marginalisées.

Le Rapport mondial sur la jeunesse⁸¹ traite aussi de la nécessité de favoriser l'utilisation des technologies dans le cadre des programmes d'apprentissage spéciaux pour ceux qui ont le plus de difficultés d'accès. Le projet STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), qui entend renforcer les capacités des filles à poursuivre leurs aspirations scientifiques et à s'engager dans cette voie, est un bon exemple.

D'après l'UNESCO, la technologie favorise l'accès à des programmes particuliers d'apprentissage et de renforcement des capacités et à des bourses d'études. D'ici à 2020, le nombre de bourses d'études aura considérablement augmenté dans les pays en développement, principalement dans l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle et les programmes techniques, scientifiques et en matière d'ingénierie et de technologies de l'information et de la communication, dans les pays développés et dans d'autres pays en développement.

Dans le cadre de l'Alliance Afrique-Europe, de nombreux engagements ont été pris en vue de développer des voies légales qui permettent aux étudiants l'échange et la reconnaissance des qualifications dans le cadre de projets pilotes, par exemple entre la Lituanie et le Nigéria dans le secteur des TIC, entre la

79 BENI, disponible à l'adresse www.youtube.com/watch?v=tt7_YyRyyH8 (consulté le 2 décembre 2019).

80 UNICEF, « Raising Learning Outcomes: the opportunities and challenges of ICT for learning », disponible à l'adresse www.unicef.org/esaro/UNICEF-AKF-IU-2018-ICT-Education-WCAR-ESAR.pdf.

81 Nations Unies, Rapport mondial sur la jeunesse : « Youth and the 2030 Agenda for Sustainable Development » (New York, Nations Unies, 2017), disponible à l'adresse www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2018/12/WorldYouthReport-2030Agenda.pdf.

Belgique ou l'Espagne et le Maroc, et entre la France et le Maroc, l'Égypte et la Tunisie. Erasmus Plus est un autre exemple de programme ouvert aux étudiants et organisations en dehors de l'UE. L'Alliance s'est engagée à octroyer des bourses d'études à 35 000 étudiants africains pour 2020, tandis que les universités africaines comptent plus de 4 000 chercheurs confirmés. Elle a aussi créé la fonction de garantie pour la jeunesse, devant permettre à ceux qui sortent prématurément du système éducatif de trouver une issue, grâce à la création de profils de compétences.

D'après l'UNICEF, « la technologie numérique a augmenté les possibilités d'apprentissage comme jamais auparavant, notamment en promettant des possibilités de formation en ligne et des services de mise en adéquation de l'offre et de la demande d'emploi. Cependant, les avantages de l'ère numérique sont loin d'être partagés de manière égale. Environ 29 % des jeunes (15-24 ans) du monde entier, soit près de 346 millions de personnes, ne sont pas connectés. Les fractures numériques reflètent les fossés économiques existants, renforçant les avantages des enfants les plus aisés sans offrir de nouvelles possibilités pour les plus pauvres. Ainsi, les jeunes d'Afrique sont les moins connectés : environ 60 % d'entre eux n'ont pas accès à Internet, contre seulement 4 % en Europe. Étant donné que l'accès à la technologie et l'habileté numérique deviennent, de plus en plus, des déterminants de l'égalité des chances, ce sont là des aspects essentiels pour tous les enfants, adolescents et jeunes, où qu'ils vivent. Pour ceux qui sont dépourvus d'éducation formelle, les possibilités d'apprentissage en ligne, en particulier dans des cadres informels tels que des centres de formation professionnelle, offrent une chance d'acquérir des compétences informatiques. Pour certains, il peut s'agir de la seule et unique possibilité de manier les TIC »⁸².

La protection des données continue de poser des difficultés, mais la confiance dans la technologie et la sécurité exige aussi une meilleure connaissance des compétences numériques.

82 UNICEF, « The future of learning », disponible à l'adresse <https://blogs.unicef.org/blog/future-of-learning/> (consulté le 2 décembre 2019).

Intégration des enfants et des jeunes

L'appui qu'offrent les technologies commence avant le voyage, par une sensibilisation aux voies de migration régulières. Mme Natalia Alvarez, Vice-Ministre du travail et de la sécurité sociale, chargée du domaine social, du Costa Rica, a expliqué comment le pays a mis en place un centre d'appel qui fournit des informations aux individus souhaitant migrer et aide ceux qui sont en transit. Il promeut également des applications comme MigApp⁸³ afin de rassembler les informations nécessaires en préparation du voyage.

La technologie peut être un allié de poids pour l'adaptation et l'intégration. Comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'UIT, « la technologie aide les jeunes à s'adapter à de nouveaux endroits et leur permet de saisir de meilleures chances ».

L'acquisition de contacts et la constitution d'un réseau de soutien forment une part essentielle de l'adaptation des enfants et jeunes migrants. Dans ce contexte, le Migrant Forum in Asia⁸⁴ a créé des réseaux qui agissent au niveau local et recherchent le bien-être et l'inclusion sociale des jeunes migrants. La participation à la communauté permet d'établir des liens et des relations tout en luttant contre les chambres d'écho.

Des plateformes comme la RIO (*Refugee Integration Organization*), au Ghana, montrent comment une coopération Sud-Sud peut créer des liens par l'acquisition de nouvelles compétences et le transfert de connaissances dans les secteurs locaux pertinents, tout en favorisant l'intégration.

Sur la base de l'expérience de la RIO, des recommandations ont été formulées en vue de favoriser l'intégration des migrants :

- (a) Faciliter l'accès des migrants à la technologie, afin qu'ils puissent entrer en contact avec leur pays d'origine ;
- (b) Promouvoir l'importance d'une participation active à la société, ce qui est source de répercussions positives ;
- (c) Encourager les discours positifs fondés sur les histoires dont ils ont connaissance et sur leur contribution à leur communauté.

Le fait d'avoir migré a aussi des conséquences sur la manière dont les jeunes migrants se servent de la technologie. Les migrants et les diasporas sont une voie essentielle de transfert de technologie des pays de destination aux pays d'origine. Ce transfert peut avoir lieu par le partage de connaissances, le rapatriement de fonds, l'investissement dans les pays d'origine et l'aide au développement des

83 MigApp, disponible à l'adresse www.iom.int/migapp (consulté le 2 décembre 2019).

84 Migrant Forum in Asia, disponible à l'adresse <https://mfasia.org> (consulté le 26 novembre 2019).

entreprises ou aux instituts de recherche. Lebanon-Connect et Tunisians Living Abroad, par exemple, sont des plateformes partagées entre les nationaux et la diaspora, qui permettent d'acquérir des compétences, de partager des savoir-faire et de créer des liens, des investissements et des marchés.

D'autres migrants se servent de la technologie pour promouvoir directement leurs produits, en nouant des relations avec les communautés d'origine et de destination, comme l'entreprise Thank God It's Fair Wear (TGIFW)⁸⁵.

En ce qui concerne les rapatriements de fonds, des technologies telles que la chaîne de blocs ont rendu ce processus moins cher et plus rapide que jamais auparavant.

L'innovation pour faire face aux nouveaux défis

De nombreux participants aux sessions ont fait valoir l'importance d'associer les jeunes migrants à la recherche de solutions innovantes dans les pays de destination, dans les domaines qui les touchent. Il peut s'agir de logement ou de travail, mais aussi du changement climatique, de leur contribution à l'avenir du travail ou encore du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Au Youth and Leader's Summit⁸⁶ de 2019, qui s'est tenu à l'Université Science Po de Paris, des discussions ont eu lieu sur les avantages et les défis inhérents aux nouvelles technologies en matière de soins, de changement climatique et de démocratie. Il est apparu nettement que, pour formuler des réponses innovantes, des efforts collectifs, inclusifs et intergénérationnels doivent être menés, en écoutant la voix des jeunes « nés avec le numérique » tout en s'appuyant sur l'expérience de ceux qui ont grandi dans le « monde de l'analogique ».

Conformément à cette approche, ONU-Habitat a souligné l'importance d'associer les jeunes au développement futur des zones urbaines, car ils font partie intégrante de l'environnement dans lequel ils vivent. En contrepartie, cela contribue à leur intégration. ONU-Habitat investit également dans des modules de formation à l'entrepreneuriat, aux compétences de la vie courante et à la formation professionnelle destinés directement aux jeunes, et renforce les capacités des autorités locales à intégrer les jeunes en s'occupant de questions de logement, de structures de gouvernance et de planification participative.

Les objectifs 4.1 et 4.2 du plan stratégique (2020-23) d'ONU-Habitat répondent aux demandes croissantes des villes de favoriser la concrétisation des effets positifs de la migration, et des organismes apparentés des Nations Unies de favoriser des solutions urbaines aux déplacements. L'organisation cherche

85 Disponible à l'adresse www.tgifw.com/en/ (consulté le 2 décembre 2019).

86 Disponible à l'adresse www.theelders.org/news/new-technology-disruptive-global-force (consulté le 2 décembre 2019).

actuellement à concevoir une initiative phare consistant à soutenir la migration et à favoriser des villes inclusives.

La cible 8.1 en faveur de la croissance économique et d'un large développement du marché vise à garantir une croissance par habitant durable avec un objectif précis d'au moins 7 % de croissance du PIB dans les pays les moins avancés, tandis que la cible 8.2 vise à favoriser un accroissement de la productivité par la diversification économique, le développement technologique et l'innovation.

Les migrants hautement qualifiés peuvent contribuer à l'innovation technologique et à la recherche. Mais la diaspora peut aussi apporter une contribution sur des questions telles que l'exode rural ou le changement climatique dans les pays d'origine. La plateforme Senagriculture⁸⁷ en offre un exemple.

L'avenir du travail

Les jeunes doivent s'intégrer et façonner l'avenir de la mondialisation en tant qu'acteurs pleinement autonomes et futurs salariés. Ces nouveaux défis demandent de structurer un marché du travail plus globalisé. Les jeunes doivent acquérir des compétences et des connaissances diverses et reconnues avant d'entrer sur le marché du travail, contribuant ainsi aux ODD 8 (« Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ») et 9 (« Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation »).

L'OIT s'attache depuis longtemps à promouvoir un travail décent pour les jeunes par la sensibilisation, la création et la diffusion de connaissances, l'élaboration de politiques, la formulation de conseils techniques et le renforcement des capacités. L'emploi des jeunes⁸⁸ est une préoccupation importante, car la pression sur le chômage des jeunes devrait augmenter dans les années à venir.

L'économie mondiale, telle que présentée par l'OIT, se caractérise par une mondialisation, des avancées technologiques et un développement industriel rapides, qui ont des conséquences importantes pour la nature du travail et les relations entre employeurs et employés. La numérisation du marché du travail a donc des effets sur la jeunesse.

Comme l'a indiqué Mme Maria Prieto, spécialiste de l'avenir du travail à l'OIT, « de nouvelles possibilités se sont ouvertes pour les jeunes en tant que salariés et entrepreneurs, mais la garantie d'un emploi à vie au sein d'une entreprise n'est plus d'actualité aujourd'hui, ce qui donne aux jeunes davantage de souplesse pour explorer diverses possibilités de carrières, mais augmente tout à la fois

87 Senagriculture, disponible à l'adresse www.senagriculture.com (consulté le 2 décembre 2019).

88 OIT, « Youth Employment and the ILO », disponible à l'adresse www.ilo.org/youthmakingithappen/YE_ILO/index.htm (consulté le 2 décembre 2019).

la nécessité d'investir en permanence dans les compétences et la planification stratégique afin d'assurer sa propre sécurité économique à la retraite ».

Ces effets sont différents d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. Il n'existe pas de formule universelle, mais l'Initiative pour l'avenir du travail⁸⁹ a créé une commission de spécialistes de haut niveau qui a formulé dix recommandations pour un programme centré sur l'humain. Parmi ces recommandations figurent les suivantes :

- (a) Renforcer les capacités des individus (permet l'acquisition de compétences selon une approche d'apprentissage tout au long de la vie qui permet de s'adapter aux exigences du marché du travail) ;
- (b) Veiller à ce que la protection sociale garantisse le respect des droits fondamentaux de tous les travailleurs, notamment en matière de travail, de sécurité ou de soins de santé ;
- (c) Favoriser des économies pouvant créer un environnement qui permet la création de nouveaux emplois ou la croissance et la collaboration en matière d'emploi ;
- (d) Investir dans les infrastructures, faciliter le passage de l'économie informelle vers l'économie formelle ; et
- (e) Promouvoir la protection des données.

Lors de son exposé, Mme Prieto a souligné l'importance d'examiner plusieurs facteurs ensemble : l'influence des technologies sur l'avenir, le changement climatique, la démographie et la mondialisation ; la tendance au protectionnisme, par opposition à la mondialisation ; la destruction d'emplois par l'automatisation et la robotisation ; l'influence du changement climatique et environnemental sur notre manière de travailler et de produire ; et la façon dont se déroulent les migrations.

Mme Joanna Naprierala, analyste politique au Centre commun de recherche de la Commission européenne, a participé à une étude sur la nature évolutive du travail et des compétences à l'ère numérique⁹⁰, qui analyse le rapport entre l'ère numérique et la nature du travail.

Cette étude montre l'influence importante qu'ont les travailleurs hautement qualifiés sur l'innovation et la recherche et sur les activités de développement dans les pays de destination, si des politiques de migration adéquates sont en place. Il existe une corrélation entre un indice de vieillissement élevé et un taux

89 Initiative sur l'avenir du travail, disponible à l'adresse www.ilo.org/global/topics/future-of-work/lang-fr/index.htm (consulté le 2 décembre 2019).

90 J. Naprierala, « Changing nature of work and skills in the digital age » (Centre commun de recherches, Commission européenne, 2019), disponible à l'adresse <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/eur-scientific-and-technical-research-reports/changing-nature-work-and-skills-digital-age> (consulté le 2 décembre 2019).

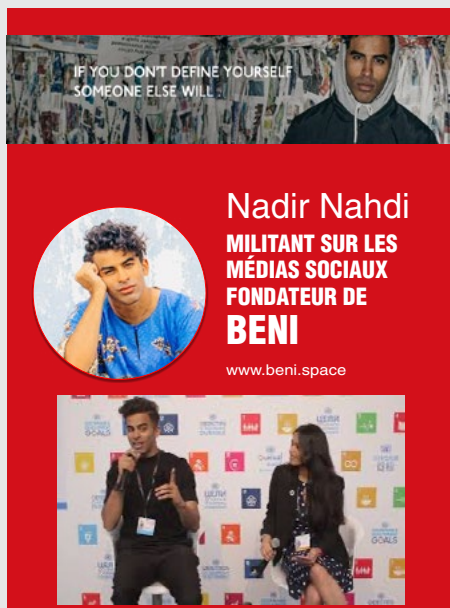
d'automatisation important, bien que les préférences des clients soient aussi à prendre en compte, notamment dans le secteur des soins.

Par ailleurs, du fait de l'évolution de la demande de compétences, un niveau modéré de compétences numériques et un niveau élevé de compétences non cognitives seront nécessaires pour la plupart des emplois à l'avenir. La technologie est un facteur essentiel des nouvelles formes de travail, dont l'emploi indépendant. Faire preuve d'esprit d'entreprise est une capacité générique consistant à donner suite à des idées et à saisir des possibilités pour créer de la valeur sociale, économique et culturelle.

Les migrants compteront parmi les personnes les plus touchées par ces changements. Promouvoir la conception d'outils et l'acquisition de compétences (techniques et non techniques) contribuera à une adaptation efficace des jeunes aux emplois. Singapour est un bon exemple de facilitation de la reconnaissance des compétences acquises dans les pays d'origine, de transit et de destination.

Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et l'utilisation des technologies peut contribuer à la création d'environnements durables. L'éducation doit évoluer pour ne plus simplement transmettre des connaissances, mais permettre aux personnes de participer pleinement à la société, d'acquérir un sentiment d'appartenance et de bien-être au fil de leur vie, et de développer leur résilience, leur créativité et leur ouverture d'esprit. De manière générale, la coopération entre les gouvernements, les organes du système éducatif et les employeurs doit être renforcée.

BENI, une chaîne YouTube créée en faveur du changement



« BENI est une plateforme de narration d'histoires pourquoi vise à transformer l'influence sociale en substance, inspiration et aventure. Nous allons à la rencontre de personnes dont l'histoire est peu relayée et collaborons avec des gens de divers horizons qui partagent notre vision. Nous voulons nous appuyer sur nos racines tout en créant un espace culturel entièrement nouveau. »

Nadir Nahdi, créateur de contenu et producteur, est le fondateur de BENI, une chaîne YouTube créée pour diffuser les histoires de jeunes migrants qui conservent leur culture d'origine tout en s'adaptant à la culture d'accueil.

Ce site a été créé pour répondre à la question que beaucoup de jeunes

migrants se posent : « Qui suis-je ? » Il examine le sentiment d'appartenance à l'une ou l'autre culture qu'éprouve Nadir et la façon dont des jeunes comme lui envisagent leur identité.

Qu'elles soient culturelles ou spirituelles, les traditions sont en contradiction avec l'état d'esprit des jeunes générations. Nadir voyage et cherche à découvrir la nouvelle culture qui émerge chez des jeunes, dans l'espoir de trouver l'endroit auquel il appartient (© présentation du site).

Lorsqu'il s'est lancé dans cette aventure, Nadir a constaté que les médias sociaux débordaient de messages de haine à l'égard des migrants, ce qui lui a fait prendre conscience du danger que renferment les médias sociaux. Mais il s'est vite rendu compte qu'en répondant à ces messages négatifs par des récits positifs, il aurait un impact bien plus positif.

Et en effet, le site a atteint 1,7 million d'utilisateurs – non seulement des jeunes migrants, mais aussi des migrants de la deuxième et troisième génération et d'autres jeunes. Les récits racontés peuvent être très utiles pour se construire une identité et une image de soi, ainsi que pour créer des ponts entre les communautés par des sentiments communs, tels que « l'amour pour une grand-mère ».

«

La question est de savoir comment créer des projets qui exploitent la créativité de l'influenceur tout en garantissant la validité de l'information et en protégeant les personnes dont il est question.

Quand nous donnons une plateforme aux jeunes, ils entament la conversation non pas à partir du plus petit dénominateur commun (leur souffrance), mais bien à partir de ce qui les constitue en essence (leurs rêves ou leurs aspirations). Lorsque leur histoire est racontée de cette manière, ils s'investissent et participent davantage.

Nous souhaitons collaborer activement avec vous, et espérons que les jeunes pourront exercer leur influence sous l'œil attentif des organisations.

»

Cette expérience lui a montré que les médias sociaux prennent différents selon le contexte, mais qu'ils permettent en tout cas de diffuser un discours fidèle à la réalité, même si certaines données ne sont pas divulguées afin de garantir la protection des participants. Selon Nadir, pour le praticien, les médias sociaux sont « comme un couteau : ils peuvent être utilisés comme un outil qui aide ou comme une arme qui blesse – la responsabilité incombe celui qui les manie, d'où l'importance de la sensibilisation. La culture est un vecteur à cet égard, et cette plateforme peut être un espace qui relie les cultures et permet de faire entendre sa voix ».

« La validité de l'information a peu de valeur de nos jours, et des informations différentes attirent dans des directions différentes. Les jeunes accordent beaucoup d'importance aux personnalités et aux informations qui émanent d'elles. Reste à savoir comment en tirer parti et faire passer les jeunes d'un stade apathique à un état plus actif. Les jeunes se sentent proches de ces personnalités en raison de l'authenticité qu'elles incarnent ».

.....

Enseignements **TIRÉS**

La technologie et l'innovation au service des jeunes et de la migration



FORCE TRANSFORMATRICE



LEAVE
NO ONE
BEHIND



CATALYSEUR NUMÉRIQUE

La technologie comme force ne laissant personne de côté

Accès aux données :

1

La technologie peut favoriser l'accès à des sources d'information traditionnelles et non traditionnelles



DONNÉES

La technologie pour lutter contre les idées fausses, les chambres d'écho et les discours négatifs



2

REMISE EN QUESTION
DES IDÉES

Éducation :

3

Accès à l'éducation, aux compétences numériques, à une formation supérieure ou à des compétences professionnelles



APPRENTISSAGE
EN LIGNE

Intégration :

4



COMPRÉHENSION

Des centres d'appel et des applications comme MigApp aident à trouver des voies de migration régulières

5



RELATIONS

Les relations contribuent à la participation à la communauté

Les plateformes de mobilisation de la diaspora et de coopération Sud-Sud favorisent le partage de connaissances, l'acquisition de compétences et l'emploi



LA DIASPORA
CRÉE DES LIENS

6

Les réseaux facilitent les activités économiques et l'accès à d'autres marchés



7

ENTREPRENEURIAT

Innovation :

Les jeunes participent à l'élaboration de solutions innovantes concernant la migration rurale et urbaine, le changement climatique ou l'avenir du travail

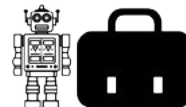
8



MIGRATIONS RURALES
URBAINES



CHANGEMENT CLIMATIQUE



AVENIR DU TRAVAIL

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



© OIM 2019/Rahma Gamil SOLIMAN

D'un bout à l'autre des deux sessions de l'IDM, les jeunes – y compris les jeunes migrants – ont été reconnus comme des parties prenantes essentielles de l'élaboration des politiques, de données, de programmes et de lois qui influent sur leur vie et celle de leur communauté d'origine et de destination. Les jeunes sont reconnus comme des acteurs du changement prêts à s'investir et désireux de jouer un rôle plus actif dans les politiques et processus de décision. Les organisations gouvernementales et internationales ont constaté non seulement l'importance de les associer activement, mais aussi la nécessité de prendre en compte leurs points de vue dans la construction de futures sociétés justes et intégrées.

Les deux sessions ont permis de dégager un certain nombre de pratiques, de politiques et de récits inspirants qui illustrent l'importance de l'engagement en faveur des jeunes et la nécessité d'entendre leur voix pour trouver des solutions novatrices. De nombreux participants ont affirmé la nécessité de partenariats entre différents acteurs, dans lesquels les jeunes contribuent à l'élaboration de politiques et de programmes qui promeuvent une bonne gestion des migrations et la réalisation des objectifs de développement durable. De fait, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est l'occasion de mobiliser les jeunes et les jeunes migrants en réponse aux exigences identifiées à travers les objectifs et les cibles des ODD. Plusieurs instruments – mondiaux,

régionaux ou nationaux – ont été mis au point en vue de créer un espace dédié à la participation des jeunes et de valoriser cette dernière, et nombre de ces instruments ont été présentés au cours des différentes sessions.

Principales recommandations en vue de répondre aux besoins

Des sujets concrets ont été déterminés et identifiés comme les plus pressants eu égard à la prise en compte des jeunes, en particulier des jeunes migrants. Les plus pertinents étaient : a) la nécessité de disposer de données factuelles valables sur les besoins qui justifient l'élaboration de politiques adéquates ; b) être en mesure de remédier aux vulnérabilités des jeunes migrants en les protégeant, en les autonomisant et en assurant leur intégration durable ; c) mobiliser les jeunes – migrants ou non – pour appuyer l'intégration en tant que communautés de destination, et favoriser le développement dans les lieux de départ de sorte que la migration soit un choix et non une nécessité ; d) entendre les voix, dialoguer avec les diasporas et associer les jeunes à l'élaboration et à l'identification d'interventions appropriées en tirant profit des technologies et de l'innovation ; e) acquérir et partager des connaissances afin de construire une action solide et cohérente qui prenne en compte leurs points de vue et leurs contributions.

Étant donné que les jeunes migrants constituent un groupe très hétérogène, il n'existe pas de modèle unique, si bien que les interventions doivent être conçues sur mesure. Il est également nécessaire de se préoccuper de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des jeunes femmes. Des données factuelles sur la migration des jeunes sont indispensables pour relever les défis et saisir les chances. On manque de données sur les incidences de la migration sur les jeunes ; c'est pourquoi tous les intéressés doivent déployer des efforts supplémentaires afin que toutes les personnes dans le besoin, et notamment les plus vulnérables, soient dûment identifiées et aidées afin que nul ne soit laissé pour compte. Étant donné que les chiffres dictent les politiques, il est indispensable de disposer de données et d'informations fiables sur les jeunes. Les participants se sont accordés sur la nécessité d'un meilleur cadre de gestion des migrations, qui tienne compte des besoins et des points de vue de tous les intéressés, et particulièrement des jeunes. Des données sont ici essentielles pour répondre à tous les besoins dans une démarche holistique.

La lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination doit être une priorité pour tous les acteurs, afin de promouvoir l'intégration sociale et l'autonomisation des jeunes. À cet égard, les médias sociaux et les campagnes peuvent être de puissants outils, en portant la voix des migrants et en promouvant la participation de la jeunesse. Pour reprendre les mots des deux Envoyées pour la jeunesse, les jeunes sont les meilleurs porte-parole d'un contre-discours fondé sur des éléments factuels pour éclairer les politiques migratoires.

Placer les jeunes au centre des politiques et des processus peut diminuer la probabilité que des jeunes marginalisés soient laissés pour compte quand ces politiques sont mises en œuvre. Il ne faut ménager aucun effort pour s'attaquer aux vulnérabilités des jeunes migrants et offrir aux jeunes des moyens de migration sûrs pour les protéger contre la traite et le trafic illicite d'êtres humains. Des stratégies nationales de protection de l'enfance et d'autonomisation de la jeunesse ainsi que des plans d'action qui intègrent les besoins des jeunes s'imposent. Les jeunes femmes migrantes sont particulièrement vulnérables à la violence et à la discrimination.

Les jeunes peuvent contribuer avec efficacité aux réponses à la migration climatique, entre autres dans le cadre du redressement des zones rurales et d'actions locales dans les villes. Cependant, pour participer à l'élaboration des politiques, les jeunes doivent avoir accès à une éducation de qualité et à des emplois dignes, afin de pouvoir acquérir les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour devenir de futurs dirigeants et entrepreneurs. Au cours des sessions, de nombreux exemples ont illustré l'importance d'offrir une éducation aux jeunes migrants si l'on souhaite que ceux-ci participent à la société.

Les actions novatrices comprennent les contacts interpersonnels et les échanges entre les jeunes migrants et leurs pairs. Elles favorisent la compréhension mutuelle, remettant en question les préjugés et les stéréotypes et contribuant ainsi à des sociétés plus inclusives. L'intégration des jeunes se fait dans les villes. Les autorités locales ont un rôle essentiel à jouer en ce qu'il leur appartient de créer des espaces de cohésion sociale, d'encourager l'entrepreneuriat parmi les jeunes en identifiant des moyens permettant aux jeunes migrants de collaborer à la gouvernance des migrations, de s'attaquer aux difficultés propres aux jeunes et de leur donner les moyens d'influer davantage sur les solutions aux difficultés qui les touchent.

Il est important d'identifier les instruments permettant de mobiliser les jeunes en tant qu'acteurs clés, de veiller à ce qu'ils disposent d'un espace pour prendre des décisions et répondre de leurs choix, et de renforcer les mécanismes d'information qui permettent aux jeunes migrants de connaître leurs droits, notamment le droit à une éducation appropriée et de qualité, le droit de faire des choix éclairés, ou encore le droit à la protection, à l'égalité et à la non-discrimination. Le rôle des adultes consiste à appuyer et à accompagner ces processus, à offrir une écoute active, à proposer des outils et à créer des enceintes de dialogue, et à laisser les jeunes migrants codiriger en partenariat, de sorte que les adultes et les jeunes puissent faire face à l'avenir ensemble.

Il est également judicieux de promouvoir des politiques ciblées qui renforcent la coopération entre pays d'origine et de destination et de stimuler la participation active des jeunes, ainsi que des initiatives qui visent à renforcer la coopération

intergouvernementale et les partenariats interinstitutions et avec la société civile dans le domaine de la migration et de l'emploi des jeunes.

Associer le secteur privé en nouant des partenariats public-privé permettra d'accroître les possibilités d'emploi et de faire participer les entreprises et employeurs du secteur privé aux débats, tout en continuant d'instaurer un environnement favorable et propice qui réduise les goulets d'étranglement et favorise l'emploi et le développement de l'entrepreneuriat.

Par ailleurs, il ne faut pas s'intéresser uniquement au développement économique, mais renforcer des processus sociaux favorisant la participation qui intègrent l'accès à la santé et à l'éducation. Il s'agit non seulement d'acquérir des compétences techniques et non techniques, mais également d'assortir les compétences d'une infrastructure et d'une aide réelles, afin que ces compétences puissent faire véritablement effet. À cet effet, les pays d'origine, de transit et de destination doivent s'engager les uns envers les autres.

Enfin, il convient de mettre à profit les connaissances, l'expérience et l'expertise des jeunes pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer les politiques de la jeunesse ; prendre en compte et intégrer les politiques de la jeunesse dans tous les secteurs ; et élaborer un cadre transparent de surveillance et de responsabilité.

En conclusion, « ne faisons rien pour les jeunes sans les jeunes », comme l'a souligné Mme María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de la 73^e session de l'Assemblée générale, dans ses remarques liminaires.

Des recommandations particulières par chapitre sont formulées ci-après.

1. Associer les jeunes, en tant que partenaires clés, à la gouvernance des migrations

- **Comprendre les facteurs d'attraction et de répulsion de la migration.**

Collaborer pour identifier les facteurs de la migration dans les pays d'origine ; être en mesure de s'attaquer à des questions telles que l'absence de perspectives, le travail décent ou la violence ; s'efforcer d'appuyer les États Membres et la société civile afin de veiller à ce que des possibilités existent sur place.

- **Entendre la voix des jeunes et collaborer avec eux aux fins de solutions constructives.**

Les jeunes doivent avoir voix au chapitre quant aux politiques qui influenceront sur leur vie. Ils connaissent leurs besoins. Les jeunes et les jeunes migrants doivent être parties prenantes d'une stratégie globale pour la jeunesse, au

lieu que les défis soient segmentés en stratégies parallèles propres à des groupes spécifiques. Il faut faciliter la création d'un réseau de voix de jeunes migrants à l'échelle régionale et mondiale et lui donner les moyens d'agir.

Mettre en place une véritable collaboration en mettant à profit le potentiel des jeunes dans l'élaboration de politiques migratoires, en reconnaissant les aspirations des jeunes migrants et en y répondant. Les jeunes migrants apportent de nombreuses compétences, maîtrisent souvent plusieurs langues et possèdent d'importantes aptitudes et connaissances interculturelles.

- **Contribuer à dépasser les discours négatifs sur la migration et le clivage politique.**

Pour autonomiser les jeunes, il est nécessaire de faire évoluer le discours débilisant qui dépeint les jeunes migrants comme des personnes violentes, voit en eux un problème, une cohorte de chômeurs, des demandeurs d'emploi en quête d'une solution provisoire, des extrémistes violents, des rebelles armés, etc..

Commencer à construire un discours autonomisant qui reflète la réalité, dans laquelle les jeunes ne sont pas le problème mais la solution, et ne recherchent pas uniquement des possibilités, mais les créent. Transformer les messages en s'appuyant sur des éléments factuels et sur la réalité, comme le fait que 80 % des migrations dans le monde s'effectuent entre des pays du Sud, et non du Sud vers le Nord.

- **Comblent le fossé entre les besoins et les services.**

Investir dans la fourniture de services à l'échelle nationale afin de créer et d'offrir davantage de possibilités aux jeunes qui migrent en les incluant dans les systèmes nationaux, qu'il s'agisse de la santé, de la protection sociale ou de l'éducation.

- **Les autorités locales jouent un rôle essentiel.**

Les migrations se jouent réellement à l'échelle locale. Les autorités locales doivent être capables d'accueillir les migrants, de leur offrir des conditions décentes et des droits et d'assurer leur intégration. Les stratégies définies doivent s'accompagner de l'appui des autorités locales.

- **Mobiliser les jeunes issus de la diaspora à des fins de développement.**

Amorcer une coopération entre les diasporas parmi les jeunes migrants du Sud, et rallier les pays du Nord à une gouvernance des migrations qui vise le développement des pays tiers. Les diasporas contribuent de multiples manières, non seulement en rapatriant des fonds, mais également en reliant les personnes, en transférant des technologies et en stimulant l'éducation, entre autres.

2. Produire des données factuelles sur la migration des jeunes

- **Renforcer les processus politiques en fournissant des données, des tendances et des informations fiables sur les jeunes et la migration.**

Il faut accroître le volume de données factuelles sur les incidences diverses de la migration des jeunes sur les jeunes migrants, les communautés d'origine et les sociétés d'accueil. Faire mieux connaître les questions relatives à la jeunesse, les défis et les chances qu'elle rencontre dans le cadre de la migration, et son rôle dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

- **S'engager à renforcer la collecte, la diffusion et l'analyse de données sur les jeunes et les adolescents migrants, et investir en ce sens.**

Les données doivent être ventilées selon l'âge et le sexe, l'éducation, les qualifications, l'activité, la situation d'emploi et le niveau de compétences, ainsi que selon le pays d'origine, le pays de naissance, le(s) pays de résidence antérieur(s) et le pays de nationalité.

- **Faire un meilleur usage des données existantes et élaborer de nouvelles normes et pratiques concernant le partage de données entre secteurs et organismes.**

Cela favorisera la mise en commun à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale tout en protégeant la vie privée et les intérêts, et en garantissant une utilisation éthique des données.

- **Tirer parti de sources non traditionnelles telles que les mégadonnées et les médias sociaux.**
- **Veiller à inclure des données sexospécifiques afin de fournir des services de protection et d'aide.**
- **Renforcer les capacités institutionnelles permettant de recueillir des données pertinentes.**

Travailler avec des établissements spécialisés et des partenaires de coopération pour obtenir des données relatives à la santé, à l'éducation, à la protection sociale, au statut migratoire et aux politiques et programmes de migration.

- **Stimuler la recherche qualitative et quantitative sur l'expérience, la situation, les besoins et les aspirations des jeunes migrants.**

- **Utiliser des données pour mieux mettre en adéquation les compétences professionnelles des jeunes migrants avec les pays de destination, et renforcer les capacités ciblées dans les pays d'origine.**
- **Identifier, diffuser et reproduire les bonnes pratiques pertinentes.**
- **Remettre en question les réalités et les discours.**

Les discours négatifs favorisés par les infox ou les « chambres d'écho » devraient être au cœur des préoccupations. Il est nécessaire de faire connaître la façon dont les médias sociaux contribuent au discours négatif sur les minorités et les migrants, qui suscite des propos haineux et débouche sur la désinformation.

- **Utiliser la narration d'histoires pour lutter contre les stéréotypes et rapprocher les cultures, tout en luttant contre les infox et les chambres d'écho.**

3. Promouvoir l'intégration sociale et l'autonomisation

- **Il n'existe pas de solution unique répondant à tous les besoins. Il faut concevoir des interventions sur mesure qui protègent et autonomisent les jeunes migrants.**
- **La protection des jeunes migrants nécessite :**
 - (a) De promouvoir des moyens de migration sûrs ;
 - (b) De prévenir les risques d'abus et d'exploitation ;
 - (c) De prévenir l'exclusion socioéconomique et de diminuer la probabilité de la marginalisation ;
 - (d) D'assurer une protection particulière aux enfants et aux adolescents non accompagnés.
- **L'autonomisation des jeunes peut être amorcée :**
 - (a) En sensibilisant à la migration sûre ;
 - (b) En autonomisant les femmes afin d'assurer l'égalité entre les sexes et de lutter contre les risques sexospécifiques ;
 - (c) En préservant le bien-être des jeunes migrants par le biais d'un soutien à la santé mentale et d'activités psychosociales ;
 - (d) En assurant l'accès à l'emploi et à une éducation de qualité en vue de réduire les inégalités ;

- (e) En favorisant le dialogue en vue d'augmenter la résilience et de renforcer le sentiment d'inclusion ;
- (f) En promouvant la diversité culturelle, l'intégration sociale et des solutions novatrices.

4. Associer les jeunes à l'élaboration et à la conception de stratégies migratoires

Mobilisation des diasporas

- Rassembler des connaissances solides sur la diaspora à l'étranger (évaluer ses besoins, sa taille ou la contribution qu'elle est prête à apporter).
- Mettre en place des moyens appropriés pour communiquer avec la diaspora.
- Favoriser un environnement permettant de la mobiliser grâce à la formulation de politiques portant notamment sur le droit à la nationalité ou le droit de vote.
- Nouer des partenariats stratégiques entre l'État, des organisations internationales et la société civile afin d'élaborer des cadres visant à mettre en relation les jeunes et la diaspora.
- Créer des politiques de rapprochement et de partenariat afin de mobiliser la diaspora : de nombreux exemples montrent son rôle essentiel dans la gestion des crises.
- Renforcer les politiques nationales et formuler conjointement une stratégie nationale en matière de migration.

Solutions intégrées

- Mobiliser la diaspora pour autonomiser les jeunes dans les pays d'origine.
- Collaborer avec les jeunes issus de la diaspora afin de créer des réseaux intégrant les jeunes dans le pays d'origine, de nouer des liens, de mettre en commun les connaissances, d'abattre les barrières et les idées fausses.
- Les enfants, les adolescents et les jeunes adultes dans les pays de destination peuvent fournir une aide précieuse à l'intégration des membres de leur famille et de leur communauté.

- **Les jeunes peuvent être les meilleurs porte-parole des jeunes migrants.**

Leur dialogue peut contribuer à faire reculer le discours négatif sur la migration. Les contacts entre pairs et les échanges entre les jeunes migrants et leurs pairs favorisent la compréhension mutuelle et font échec aux préjugés et aux stéréotypes.

- **Les jeunes migrants peuvent être les meilleurs défenseurs des jeunes dans le pays d'origine.**

Les échanges peuvent contribuer à créer des réseaux de partage des connaissances et favoriser la compréhension.

- **La coopération entre les diasporas peut contribuer au développement.**
- **La coopération Sud-Sud peut dégager des possibilités de promotion et d'intégration des réfugiés, et créer des liens avec les communautés d'accueil qui profitent à tous.**

5. Renforcer la coopération avec les jeunes

La participation active et constructive des jeunes est nécessaire pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 :

- **Assurer une approche centrée sur les jeunes qui prenne en compte l'ensemble du processus migratoire et les conditions d'éloignement, d'expulsion, de retour et de réintégration.**
- **Créer et renforcer les capacités des organisations de la jeunesse afin de veiller à ce que les jeunes migrants ne soient pas isolés.**
- **Encourager la participation des adolescents et des jeunes migrants dans leurs communautés de destination et leur contribution à l'élaboration des politiques qui les concernent, essentielles pour protéger leurs droits, pour l'intégration et pour la cohésion sociale.**

Les interactions peuvent contribuer à créer des réseaux de partage des connaissances et favoriser la compréhension.

- **Faciliter et encourager la participation active des jeunes migrants en tant qu'innovateurs et entrepreneurs sociaux, en augmentant les investissements et les programmes qui stimulent l'entrepreneuriat et l'innovation.**
- **Faire intervenir les jeunes au cœur des discussions et de l'élaboration des politiques. Il faut donner aux jeunes les moyens de prendre des décisions éclairées par la représentation et de l'inclusion.**

- **Mettre à profit les connaissances, le dynamisme, les idées novatrices et l'expertise des jeunes pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques de la jeunesse.**

Les espaces de partage des connaissances – en ligne et hors ligne – doivent réunir ceux qui sont exposés à des risques et ceux qui déterminent les politiques. Leur dialogue peut contribuer à faire reculer les discours négatifs sur la migration. Les contacts entre pairs et les échanges entre les jeunes migrants et leurs pairs favorisent la compréhension mutuelle et font échec aux préjugés et aux stéréotypes.

- **Favoriser un travail décent pour les jeunes par des actions de sensibilisation, la production et la diffusion de connaissances, l'élaboration de politiques, la fourniture de conseils techniques et le renforcement des capacités.**
- **Une attention particulière doit être portée aux villes, où se joue l'essentiel de l'intégration des jeunes, mais également aux zones rurales, où l'exode des jeunes laisse des champs agricoles vides.**
- **Mobiliser les jeunes tout en renforçant la résilience aux incidences du changement climatique dans les communautés locales ; promouvoir la mobilisation de la diaspora dans des domaines tels que l'agriculture afin de stimuler l'innovation et le partage de connaissances ; et répondre aux défis environnementaux, en favorisant le retour et le développement.**

La prise en considération du point de vue des jeunes contribuera à l'équité et à la justice en matière climatique, permettant aux jeunes, en particulier aux femmes et aux filles, d'augmenter leur résilience et de devenir des agents positifs du changement.

- **Le pouvoir de l'action collective passe par une action réfléchie, de la patience, de la compréhension et l'écoute des besoins des communautés concernées.**

6. La technologie et l'innovation au service des jeunes et de la migration

- La technologie est une force transformatrice pouvant agir comme un catalyseur numérique pour faire en sorte que nul ne soit laissé pour compte.
- La technologie peut faciliter l'accès aux sources d'information traditionnelles et non traditionnelles.
- La technologie peut être utilisée comme un outil pour lutter contre les idées fausses, les chambres d'écho et les discours négatifs.
- La technologie favorise l'éducation, les compétences numériques, les compétences professionnelles ou les formations entrepreneuriales.
- La technologie peut contribuer à l'intégration en permettant l'adaptation et l'inclusion.
- Les centres d'appel et les applications telles que MigApp aident à trouver des voies régulières de migration.
- La création de liens contribue à la mobilisation communautaire.
- Les plateformes de mobilisation des diasporas et de coopération Sud-Sud promeuvent le partage de connaissances et l'identification de compétences et d'emplois.
- La technologie permet de se constituer un réseau, de lancer des activités entrepreneuriales ou d'accéder à d'autres marchés.
- Les jeunes doivent participer à l'identification de solutions novatrices en ce qui concerne les migrations rurales et urbaines, le changement climatique et l'avenir du travail.

APPENDICES



Dialogue international sur la migration 2019

Les jeunes et la migration – associer les jeunes, en tant que partenaires clés, à la gouvernance des migrations

Première session, 28 février 2019

Salle de conférence 2, Siège des Nations Unies à New York

ORDRE DU JOUR FINAL

Contexte

Le monde compte actuellement plus de jeunes que jamais auparavant : 1,8 milliard de personnes, soit la génération la plus nombreuse de l'histoire. Sur les 258 millions de migrants internationaux, 11 % environ avaient moins de 24 ans en 2017. Les jeunes jouent un rôle essentiel dans les discussions politiques, en se mobilisant partout dans le monde pour faire valoir leurs droits et améliorer leurs chances et en réclamant une place à la table des décisions.

Dans ce contexte, le Dialogue international sur la migration de 2019 s'intéressera à la manière d'associer les jeunes, en tant que partenaires clés, aux processus mondiaux sur la migration. Il répond aux appels lancés lors de sessions de l'IDM en faveur d'un renforcement de la participation des jeunes et s'inscrit dans le droit fil de la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, qui reconnaît le potentiel des jeunes à faire avancer de nombreux domaines d'action, étant donné leur expérience de première main.

Aperçu

La première des deux sessions de l'IDM prévues en 2019 sera l'occasion d'examiner des stratégies et partenariats mis en œuvre à l'échelle mondiale dans le domaine de la mobilité des jeunes, ainsi que des pratiques exemplaires suivies pour associer ces derniers aux politiques et décisions. L'adaptation, l'intégration et l'autonomisation des jeunes migrants seront étudiées dans le cadre d'un échange de bonnes pratiques, d'enseignements et de recommandations avec des représentants de tous les secteurs pertinents, y compris des jeunes migrants.

10 h – 10 h 30	Session d'ouverture
	<ul style="list-style-type: none"> • Discours liminaire de Mme María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de la 73^e session de l'Assemblée générale • Remarques liminaires de M. António Vitorino, Directeur général de l'OIM • Discours liminaire de Mme Jayathma Wickramanayake, Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse
10 h 30 – 11 h 30	Panel 1 : Comprendre la migration des jeunes au-delà des faits et des chiffres
	<p>Modérateur : Mme Roxanne Tajbakhsh, Point focal à l'échelle mondiale pour les questions de migration, Grand groupe des enfants et des jeunes des Nations Unies</p> <p>Orateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Daniela Bas, Directrice, Division du développement social inclusif, Département des affaires économiques et sociales • M. Ted Chaiban, Directeur des Programmes, UNICEF • Mme Iliana G. Perez, Directrice Recherche et Entrepreneuriat, Immigrants Rising
11 h 30 – 13 h	Panel 2 : Remédier aux difficultés et aux vulnérabilités particulières des jeunes : rôles et partenaires
	<p>Modérateur : Mme Julia Blocher, Présidente de la Fédération Internationale de la Jeunesse, Chercheuse spécialiste de la migration à l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique</p> <p>Orateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Mohamed Bangura, Ministre de la jeunesse, Sierra Leone • M. Shahidul Haque, Secrétaire aux affaires étrangères, Bangladesh • M. Felipe González Morales, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants • Mme Alexis Nadine Bautista, Chargée de programme, Migrant Forum in Asia
13 h – 15 h	<i>Pause</i>

15 h – 16 h 30	Panel 3 : Donner aux jeunes les moyens de devenir des acteurs du changement
	<p>Modérateur : Mme Tolu O. Olubunmi, Conseillère en communication, Département de la communication globale, Nations Unies</p> <p>Orateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Santiago Javier Chavez Pareja, Vice-Ministre de la mobilité humaine de l'Équateur, Président du FMMD 2019 • M. Nathaniel Erskine-Smith, Parlementaire, Canada • Mme Aya Chebbi, Envoyée de l'Union africaine pour la jeunesse • M. Binod Khadria, Professeur d'économie et de pédagogie, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi (Inde)
16 h 30 – 17 h 50	Panel 4 : Intégrer la migration des jeunes dans les politiques de développement : recommandations sur la voie à suivre
	<p>Modérateur : Mme Laura Thompson, Directrice générale adjointe de l'OIM</p> <p>Orateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. José Vicente Santini, Chef adjoint, Bureau du Chef de cabinet de la Présidence de la République fédérative du Brésil • M. Leo Johnson, Directeur exécutif, Empowerment Squared, et Membre du Hamilton Immigration Partnership Council, Canada • Mme Alexandra Délano Alonso, Professeure associée et Chaire d'études globales, New School • Mme Chrisann Jarrett, Fondatrice de Let Us Learn, Royaume-Uni
17 h 50 – 18 h	Session de clôture
	<ul style="list-style-type: none"> • Remarques de clôture de Mme Laura Thompson, Directrice générale adjointe de l'OIM

RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

La première session du Dialogue international sur la migration (IDM) 2019 de l'OIM, intitulée *Les jeunes et la migration – associer les jeunes, en tant que partenaires clés, à la gouvernance des migrations*, s'est tenue le 28 février au Siège des Nations Unies à New York (États-Unis d'Amérique).

Elle était organisée dans le cadre de la « semaine de la migration », qui comprenait également des manifestations organisées par la Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies et le Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies. Cette session de l'IDM a rassemblé plus de 300 participants – hauts fonctionnaires gouvernementaux, jeunes, ONG et milieux universitaires.

Des ministres, des ambassadeurs, des délégations de jeunes et d'autres responsables politiques, ainsi que des hauts fonctionnaires des Nations Unies, dont la Présidente de l'Assemblée générale, l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse et la première Envoyée de l'Union africaine pour la jeunesse, ont débattu du rôle de la jeunesse pour l'avenir de la gouvernance des migrations dans le monde.

La session s'est articulée autour de quatre tables rondes qui ont réuni 20 orateurs – représentants de la jeunesse, fonctionnaires gouvernementaux et responsables politiques de pays d'origine, de transit et de destination, représentants d'organismes partenaires des Nations Unies, spécialistes de la jeunesse, de la migration et des droits de l'homme, acteurs de la société civile, milieux universitaires et jeunes migrants. Les trois premières tables rondes ont été dirigées par des femmes représentant la jeunesse, tandis que la dernière, celle de clôture, a été animée par la Directrice générale adjointe de l'OIM, Mme Laura Thompson.

La réunion, qui a été ouverte par le Directeur général de l'OIM, M. António Vitorino, a été marquée par les discours liminaires de la Présidente de la 73^e session de l'Assemblée générale, Mme Maria Fernanda Espinosa Garcés, et de l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse, Mme Jayathma Wickramanayake, eu égard à la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse Youth2030, lancée en septembre 2018 par le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres.

Dans ses remarques d'ouverture, M. António Vitorino a souligné le potentiel que représentent les jeunes pour les sociétés et le rôle déterminant que peut jouer la migration pour leur développement et leur autonomisation. Il a, en outre, fait observer que les jeunes migrants sont nombreux à être victimes de discrimination – à l'école ou dans leur communauté – ce qui nuit à leurs perspectives de développement et à leur estime de soi. C'était là, selon lui, un cycle dangereux qu'il faut éviter car il limite excessivement le potentiel d'une génération dont les expériences et les compétences sont multiples. Les gouvernements doivent s'efforcer de faire bon accueil à ceux qui se trouvent en situation régulière sur leur territoire, et faire en sorte qu'ils soient traités sur un pied d'égalité, avec dignité et dans le plein respect de leurs droits de l'homme.

Dans ses remarques liminaires, Mme Maria Fernanda Espinosa Garcés a fait observer qu'il faut créer des expériences migratoires positives, capables de projeter les jeunes dans un avenir meilleur, afin qu'ils puissent contribuer au développement durable de leurs pays d'origine et de destination. Il est fondamental de protéger leurs droits, en garantissant leur accès à la santé, à une éducation de qualité, au logement et aux services élémentaires. Elle s'est dite résolue à entendre la voix des jeunes et à faire en sorte que ceux-ci soient pleinement pris en considération par l'Organisation des Nations Unies.

Dans ses remarques liminaires, Mme Jayathma Wickramanayake a relevé que la nécessité de donner aux jeunes les moyens et l'espace qui leur permettent de participer aux débats citoyens et politiques est au cœur de son mandat. Elle a analysé la façon dont les jeunes peuvent véritablement prendre part à l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale, et a souligné que des discussions d'orientation consacrées aux questions relatives à la jeunesse, telles que ce Dialogue international sur la migration, sont une étape importante sur cette voie.

Une manifestation parallèle, intitulée *Rôle moteur des jeunes dans la gouvernance des migrations au 21^e siècle*, a également été organisée dans le cadre de la session. Exclusivement composée de jeunes femmes, cette table ronde a été l'occasion de faire le point sur les principales conclusions et recommandations du Forum de la jeunesse tenu à Marrakech en décembre 2018, et d'amorcer une réflexion visant à savoir comment et où les jeunes peuvent influencer activement les discussions sur la migration, conformément à une approche associant l'ensemble de la société.

Cette session de l'IDM a abordé quatre grands thèmes :

- (a) Comprendre la migration des jeunes au-delà des faits et des chiffres ;
- (b) Remédier aux difficultés et aux vulnérabilités particulières des jeunes : rôles et partenaires ;
- (c) Donner aux jeunes les moyens de devenir des acteurs du changement ;
- (d) Intégrer la migration des jeunes dans les politiques de développement : recommandations sur la voie à suivre.

Les quatre tables rondes ont examiné les tendances de la migration des jeunes, mis en relief les nombreuses difficultés rencontrées par les jeunes à travers le monde et les lacunes dans les politiques visant à y remédier, et présenté des stratégies et partenariats mis en œuvre à l'échelle mondiale, régionale et nationale dans le domaine de la mobilité des jeunes, ainsi que des pratiques exemplaires en matière de participation des jeunes aux processus politiques et décisionnels. Les questions relatives à l'adaptation, à l'intégration et à l'autonomisation des jeunes migrants ont été examinées à la faveur d'une mise en commun de bonnes pratiques, d'enseignements tirés et de recommandations formulées par des représentants de tous les secteurs pertinents, y compris des représentants de la jeunesse et de jeunes migrants.

Les principaux résultats et les grandes conclusions des discussions sont résumés ci-après :

1. Les éléments disponibles sur la migration des jeunes sont lacunaires et peuvent avoir des incidences négatives sur les politiques migratoires

- Des données factuelles sur la migration des jeunes sont indispensables pour connaître les difficultés qu'ils rencontrent et les possibilités qui s'offrent à eux dans le contexte de la migration, ainsi que leur rôle et leur contribution à la réalisation du Programme 2030, notamment des ODD 4 (éducation), 8 (emploi) et 10 (réduction des inégalités), et au développement des communautés d'origine et des sociétés d'accueil.
- Il est très important de comprendre les facteurs d'attraction et de répulsion de la migration. La plupart des migrations sont sûres, régulières et intrarégionales. Les raisons qui poussent les personnes à quitter leur foyer sont variées : étudier, chercher du travail, monter une entreprise, rejoindre la famille, fonder une famille, chercher refuge et échapper à la pauvreté, à la dégradation de l'environnement, à la violence ou aux conflits.
- **« Les chiffres dictent les politiques »**, comme l'a souligné Mme Daniela Bas, Directrice de la Division du développement social inclusif du DAES. On manque de données sur les incidences de la migration sur les jeunes, alors

même qu'il est essentiel, pour renforcer les processus politiques, de fournir des données, des tendances et des informations fiables sur les jeunes et la migration. Il est indispensable de disposer de données fiables, ventilées selon le sexe et l'âge, actuelles et accessibles pour identifier les besoins des jeunes migrants et y répondre avec efficacité. En l'absence d'une définition juridique universellement acceptée de la « jeunesse », il est difficile de trouver des données exactes sur les jeunes. De plus, les informations sur la migration sont recueillies dans le cadre des recensements de population ou d'enquêtes administratives, si bien qu'elles peuvent différer d'un pays à l'autre.

- Il est nécessaire d'en savoir davantage sur les jeunes et les enfants touchés par la migration et les déplacements, la traite d'êtres humains et l'accès à l'éducation, à la santé, à la nutrition et à d'autres services essentiels.
- Pour remédier à l'insuffisante criante de données disponibles et aux inégalités en matière de données entre et dans les pays, il faudra renforcer considérablement les capacités, consentir d'importants investissements financiers et suivre des approches novatrices en matière de collecte, d'utilisation et de diffusion de données exactes et actuelles, surtout dans les pays moins avancés.
- Il est nécessaire de faire un meilleur usage des données existantes et d'élaborer de nouvelles normes, pratiques et approches novatrices concernant le partage de données entre secteurs et organismes, ce qui encouragera également la mise en commun à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale.

2. L'exclusion sociale et économique a souvent un impact disproportionné sur les migrants

- Dans leurs nouvelles communautés, les jeunes migrants risquent d'être marginalisés socialement et de rencontrer des difficultés et des restrictions en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi, à la protection sociale et à d'autres droits fondamentaux. Dans le même temps, toutefois, ils sont extrêmement résilients, déterminés, forts et inventifs face aux défis et aux crises. Leur voix et leurs compétences sont précieuses pour leurs communautés d'origine et de destination, et facilitent la recherche de solutions aux problèmes.
- Placer les jeunes migrants au centre des politiques et des processus peut diminuer la probabilité que des jeunes marginalisés soient laissés pour compte quand ces politiques sont mises en œuvre.
- Les jeunes migrants ont du mal à trouver un emploi, surtout du fait de leur statut migratoire. Souvent, ils n'ont guère d'autre choix que d'exercer un travail informel et dégradant. Des possibilités de travail décent pour les jeunes peuvent non seulement faciliter l'inclusion sociale et l'intégration dans le marché du travail, mais aussi prévenir les risques d'abus et d'exploitation.

- Il est également nécessaire de se préoccuper de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des jeunes femmes. Même quand des politiques sont en place, elles ont tendance à être indifférentes aux sexospécificités.
- La lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination doit être une priorité pour tous les acteurs, afin de promouvoir l'intégration sociale et l'autonomisation des jeunes. L'un des principaux défis en matière d'intégration consiste à faire comprendre à la population locale ou aux nationaux que, bien intégrés, les réfugiés et les migrants apportent des avantages à l'économie et à la société. À cet égard, les médias sociaux et les campagnes peuvent être de puissants outils, en portant la voix des migrants et en promouvant la participation de la jeunesse. Étant donné l'habileté numérique des jeunes et leur connaissance essentielle des nouvelles technologies, ils doivent être associés à la production et à la diffusion de contre-discours fondés sur des données factuelles, capables d'éclairer des politiques migratoires adaptées. Les jeunes sont les meilleurs porte-parole d'un contre-discours fondé sur des éléments factuels pour éclairer les politiques migratoires.
- Les jeunes migrants doivent bénéficier d'un meilleur accès à l'éducation et à l'emploi, afin de pouvoir acquérir les compétences et les connaissances dont ils ont besoin pour devenir de futurs dirigeants et entrepreneurs. Des réformes et des mesures doivent être mises en œuvre pour aider les jeunes migrants à atteindre leurs objectifs éducatifs et professionnels. Les compétences requises sont tout à la fois techniques et non techniques, comme l'indique l'ODD 4 (éducation), ce qui englobe l'apprentissage tout au long de la vie.
- Les jeunes migrants ont besoin d'un environnement qui favorise leur intégration économique et sociale et qui les protège contre l'exploitation. La création d'un tel environnement nécessite un dialogue direct entre les parties prenantes, les décideurs et les jeunes.
- Les technologies présentent une multitude de chances et de défis. Ces derniers tiennent aux inégalités et aux disparités qu'elles peuvent engendrer d'un pays et d'une société à l'autre, tandis que les chances résident dans les nouvelles possibilités qu'offrent les technologies, et dans les améliorations qu'elles apportent en matière d'éducation, de relations sociales, de réseaux et de développement. Dans les pays de destination, les jeunes migrants peuvent contribuer au développement en comblant les besoins grâce au transfert de compétences et de connaissances. Pour les aider à cet égard, il convient de faciliter leur accès aux technologies en leur permettant de bénéficier des politiques de prix applicables aux nationaux, ainsi qu'en proposant des plans d'achat ou de paiement adaptés/spéciaux.

3. Les jeunes migrants sont particulièrement exposés au risque d'exploitation

- Étant donné que les jeunes migrants constituent un groupe très hétérogène, il n'existe pas de solution universelle à leurs difficultés, si bien que les interventions doivent être conçues sur mesure. D'où l'importance de faire la distinction entre les besoins particuliers des jeunes migrants et les besoins généraux de la population migrante.
- Une attention spéciale doit être portée aux enfants et aux adolescents non accompagnés.
- Les jeunes femmes et les filles sont particulièrement vulnérables aux abus et à l'exploitation pendant le voyage de migration. Il est important de reconnaître les éléments à leur désavantage et la triple marginalisation dont sont souvent victimes les jeunes femmes et les filles migrantes, qui découle de leur condition de femmes, de leur statut de migrantes et de leur jeune âge. Des mesures spéciales doivent être prises pour garantir leur protection, assurer l'égalité entre les sexes et autonomiser les jeunes femmes, parallèlement à des efforts visant à comprendre les facteurs sexospécifiques de la migration.
- Les jeunes doivent faire face aux difficultés de la migration et des déplacements à un stade de développement cognitif, physique et social intense. L'énorme stress psychologique et les immenses traumatismes auxquels ils risquent d'être exposés durant le processus migratoire, associés à l'impact négatif de problèmes préexistants, peuvent peser gravement sur leur santé mentale et leur bien-être général. C'est pourquoi les politiques et stratégies visant à soutenir les jeunes migrants doivent être attentives à leur santé mentale et à leur bien-être, et tenir compte de leurs expériences et contributions.
- Nous devons tenir compte des besoins en matière de protection des jeunes qui migrent en raison du changement climatique, et chercher à savoir comment les modifications de l'environnement aggravent la pauvreté. Le découragement peut saisir les jeunes et amoindrir leur capacité à migrer, limitant ainsi leurs chances de développement personnel et professionnel. Les jeunes peuvent aussi contribuer avec efficacité aux réponses à la migration climatique, de sorte qu'il faut veiller à leur participation.
- Il faut prendre en compte le passage à l'âge de la majorité. Quand les adolescents deviennent légalement des adultes, à 18 ans, conformément au droit international applicable, ils perdent certains droits et certaines protections dont ils bénéficiaient en tant qu'enfants, comme l'accès à l'aide sociale, à l'éducation, aux soins de santé, à l'aide au logement, et dans certains cas, la protection contre la détention et l'expulsion. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'instruments juridiques destinés à protéger ces migrants et à les accompagner dans leur passage à l'âge adulte.

- Il ne faut ménager aucun effort pour s'attaquer aux vulnérabilités des jeunes migrants, renforcer leur protection et les autonomiser. Des mesures propres à protéger les droits des migrants et à assurer des migrations dans la sécurité et la dignité permettront aux jeunes migrants de ne pas être vulnérables à l'exploitation et aux abus. Ces mesures consistent à offrir aux jeunes des moyens de migration sûrs pour les protéger contre la traite et le trafic illicite d'êtres humains. Des stratégies nationales de protection de l'enfance et d'autonomisation de la jeunesse ainsi que des plans d'action qui intègrent les besoins des jeunes s'imposent.

4. L'élaboration des politiques et les prises de décisions doivent, de toute urgence, tenir compte de la voix des jeunes

- La voix et les compétences des jeunes sont précieuses pour leurs communautés et facilitent la recherche de solutions aux problèmes. Près de 4,3 millions de jeunes étudient dans des universités hors de leur pays d'origine, et de nombreux autres migrent et apportent des connaissances et des compétences considérables dans leur pays de destination. Les tendances récentes de la migration des jeunes sont déterminées par une « triade de facteurs » qui, selon M. Binod Khadria, sont l'âge, les salaires et l'expérience, autrement dit : la neutralisation du vieillissement de la main-d'œuvre locale, la réduction du coût du travail grâce à la moindre masse salariale des jeunes migrants, et l'accumulation de connaissances de pointe incarnées dans les étudiants migrants.
- Les jeunes migrants ont une faculté d'adaptation et de résilience incroyable, et peuvent être des agents du changement tout en jouant un rôle central pour stimuler le dialogue interculturel et la compréhension mutuelle. Ils contribuent de manière déterminante à l'édification de sociétés pacifiques et inclusives. Il est important de donner une voix aux jeunes et, plus encore, de relayer la voix des jeunes migrants. Il n'y a pas de meilleurs défenseurs de la cause des jeunes que les jeunes eux-mêmes.
- Le Forum de la jeunesse sur la migration organisé par le Grand groupe des enfants et des jeunes des Nations Unies pendant la Conférence de Marrakech (tenue en décembre 2018) a mis en relief l'importance d'impliquer les jeunes dans tous les processus décisionnels, et a lancé trois appels importants : « Dialoguez avec nous ; investissez en nous ; et faites-nous participer ».
- Discuter de la migration des jeunes renforce le sentiment d'inclusion parmi les jeunes migrants qui, de la sorte, s'impliqueront davantage. D'où l'importance de mettre à profit les connaissances, le dynamisme, les idées novatrices et l'expertise des jeunes pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques de la jeunesse.

- Les contacts interpersonnels et les échanges entre les jeunes migrants et leurs pairs favorisent la compréhension mutuelle et font échec aux préjugés et aux stéréotypes, contribuant ainsi à des sociétés plus inclusives. Il est avéré qu'une coexistence satisfaisante est possible entre les membres d'une communauté locale et les réfugiés et les migrants qu'elle accueille, dès lors que des solutions d'intégration économique associant tous les groupes et profitables à tous sont élaborées ensemble. Les projets qui sont conçus et mis en œuvre conjointement par la communauté locale et les réfugiés et migrants ont tendance à mieux fonctionner et à déboucher, à terme, sur davantage de projets d'intégration économique.
- La jeunesse de la diaspora peut contribuer de façon décisive à l'autonomisation des jeunes, au développement des communautés d'origine et à la collaboration et au développement dans les communautés d'accueil. À cet effet, il est nécessaire que les diasporas coopèrent entre elles.
- L'intégration des jeunes se fait principalement dans les villes. Les autorités locales ont un rôle essentiel à jouer en ce qu'il leur appartient de créer des espaces de cohésion sociale, d'encourager l'entrepreneuriat parmi les jeunes en identifiant des moyens permettant aux jeunes migrants de collaborer à la gouvernance des migrations, de s'attaquer aux difficultés propres aux jeunes et de leur donner les moyens d'influer davantage sur l'élaboration des politiques qui visent à remédier à ces difficultés. Il est nécessaire de renforcer les capacités permettant aux autorités locales de mobiliser la jeunesse.
- Il faut améliorer l'inclusion des jeunes migrants dans les sociétés d'accueil et promouvoir l'autonomisation de la jeunesse par les mesures suivantes :
 - Encourager la diversité culturelle dans les sociétés d'accueil, faciliter l'inclusion sociale des nouveaux venus (notamment par l'apprentissage de la langue, l'égalité d'accès aux services et la jouissance des droits), stimuler le dialogue à l'échelle communautaire et lutter contre la xénophobie et la discrimination.
 - Faciliter et encourager la participation active des jeunes migrants en tant qu'innovateurs et entrepreneurs sociaux, en augmentant les investissements et les programmes qui stimulent l'entrepreneuriat et l'innovation parmi les jeunes.

5. Recommandations sur la voie à suivre

- L'importance d'une action coordonnée pour mobiliser et autonomiser les jeunes en matière de gouvernance des migrations a été maintes fois soulignée par les orateurs. De nombreux participants ont affirmé la nécessité de partenariats entre différents acteurs, dans lesquels les jeunes contribuent à l'élaboration de politiques et de programmes qui promeuvent une bonne gestion des migrations et la réalisation des objectifs de développement durable. Les participants se sont accordés sur la nécessité d'un meilleur cadre de gestion des migrations, qui tienne compte des besoins et des points de vue de tous les intéressés, et plus particulièrement des jeunes.
- Lors du débat interactif, de vigoureux appels ont été lancés pour :
 - Aider les États Membres à élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux de protection et d'autonomisation de la jeunesse, et à intégrer la migration et les jeunes migrants dans ces stratégies.
 - Promouvoir des politiques ciblées qui renforcent la coopération entre pays d'origine et de destination et stimulent la participation active des jeunes, afin de maximiser les avantages qu'apportent les jeunes migrants à la société.
 - Promouvoir des initiatives qui visent à renforcer la coopération intergouvernementale et les partenariats interinstitutions et avec la société civile dans le domaine de la migration et de l'emploi des jeunes.
 - Promouvoir la participation de la jeunesse à l'élaboration des politiques migratoires nationales et à leur mise en œuvre, et encourager son autonomisation à cet égard.
 - Appuyer l'élaboration de stratégies nationales concernant la diaspora « soucieuses de la jeunesse », et encourager les gouvernements à associer les jeunes à l'élaboration et à la conception de stratégies relatives à la migration.
 - Associer le secteur privé en nouant des partenariats public-privé afin d'accroître les possibilités d'emploi. Faire participer le secteur privé aux débats, en particulier les entreprises et employeurs clés, tout en continuant d'instaurer un environnement favorable et propice qui réduise les goulets d'étranglement et favorise l'emploi et le développement de l'entrepreneuriat.

- Renforcer les mécanismes d'information qui permettent aux migrants de connaître leurs droits, notamment le droit à une éducation appropriée et de qualité, le droit de faire des choix éclairés, ou encore le droit à la protection, à l'égalité et à la non-discrimination. Encourager les jeunes migrants à participer aux processus décisionnels afin de prévenir les abus et l'exploitation.
- Mettre à profit les connaissances, l'expérience et l'expertise des jeunes pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer les politiques de la jeunesse ; prendre en compte et intégrer les politiques de la jeunesse dans tous les secteurs ; tenir compte des corrélations et des incidences des objectifs stratégiques ; et élaborer un cadre transparent de surveillance et de responsabilité.

« *Ne faisons rien pour les jeunes sans les jeunes* », comme l'a souligné Mme María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de la 73^e session de l'Assemblée générale, dans ses remarques liminaires.

Collaborer avec les jeunes est une priorité pour l'OIM. L'Organisation est déterminée à concevoir des activités précises qui ciblent les jeunes et répondent à leurs besoins et vulnérabilités. Récemment, elle a élaboré un plan d'action, aligné sur la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse et le Programme 2030, dans lequel sont proposés des initiatives, des programmes et des activités destinés aux jeunes migrants. En réunissant les connaissances et les compétences spécialisées dans le domaine de la jeunesse, en contribuant à faire connaître, à l'échelle mondiale, les questions relatives à la jeunesse sur la base d'éléments factuels, et en encourageant la collaboration et les partenariats entre jeunes et acteurs clés, cet IDM s'inscrit dans le cadre de cette stratégie.

Le présent résumé n'est pas exhaustif. Un rapport plus complet sera disponible en temps voulu, qui reprendra les messages et les bonnes pratiques partagés pendant cette session ainsi qu'à la suivante, qui se tiendra les 15 et 16 octobre à Genève.



Dialogue international sur la migration 2019

Libérer le potentiel des jeunes face aux chances et aux défis nouveaux de la migration

Deuxième session, 15-16 octobre 2019

Centre International de Conférences Genève (CICG)

ORDRE DU JOUR FINAL

Contexte

Cette seconde session de l'IDM 2019, qui s'inscrit dans le prolongement des discussions et des recommandations sur les jeunes et la migration menées lors de la première session, tenue à New York le 28 février, s'intéressera plus particulièrement aux moyens de libérer le potentiel des jeunes et de leur permettre de s'adapter face aux chances et aux défis de la migration.

Elle offrira à de jeunes acteurs et à des spécialistes l'occasion de dialoguer avec des décideurs, des responsables politiques, des acteurs internationaux, régionaux et nationaux, ainsi qu'avec les milieux d'affaires, des universitaires et des groupes de la diaspora sur les difficultés rencontrées par les jeunes migrants et sur les moyens d'accroître leur potentiel grâce à des partenariats permettant de surmonter ces difficultés. Elle sera aussi l'occasion d'examiner les possibilités qui s'offrent aux communautés de la diaspora pour mobiliser et stimuler les jeunes migrants et démultiplier les ressources à leur disposition, et les autres mesures à prendre pour garantir leur bonne intégration, notamment sous l'angle des difficultés psychologiques et du bien-être. Cet atelier analysera en outre le rôle multiforme que jouent les technologies dans la vie des jeunes migrants, les défis environnementaux et l'avenir du travail.

15 octobre	
10 h – 11 h	Session d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> • M. António Vitorino, Directeur général de l'OIM • Mme Ghada Waly, Ministre de la solidarité sociale, Égypte • M. Christian Leffler, Secrétaire général adjoint pour les questions économiques et mondiales au Service européen pour l'action extérieure, Union européenne • M. Ahmet Erdem, Vice-Ministre du travail, des services sociaux et de la famille de la Turquie
11 h – 13 h	Panel 1 : Migration des jeunes et technologies : augmenter les chances et réduire les risques <ul style="list-style-type: none"> • Mme Natalia Alvarez Rojas, Vice-Ministre du travail et de la sécurité sociale, chargée du domaine social, Costa Rica • M. Houlin Zhao, Secrétaire général de l'UIT • Mme Sara Grubanov-Boskovic, Gestionnaire de projets scientifiques, Unité Démographie, migration et gouvernance, Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne • M. Carlo Rasmus Schwarz, Doctorant, Université de Warwick • M. Nadir Nahdi, Producteur et Fondateur, BENI
13 h – 15 h	<i>Pause</i>
13 h 30 – 14 h 30	Manifestation parallèle de haut niveau sur la jeunesse africaine et le développement durable
15 h – 16 h	Voix de migrants <ul style="list-style-type: none"> • M. Khaled Karri, Entrepreneur • Mme Thana Faroq, Photographe documentaire
16 h – 18 h	Panel 2 : Stimuler le potentiel qu'offrent les jeunes pour le développement par une mobilisation des diasporas <ul style="list-style-type: none"> • M. Max Trejo Cervantes, Secrétaire général, Organisation internationale de la jeunesse des pays ibéro-américains • Mme Pascale Dahrouj, Conseillère principale du Ministre des affaires étrangères et des émigrés du Liban • Mme Harivola Mirana Ravokatrasonlofo, Attachée, Mission permanente de Madagascar à Genève • M. Dejan Bojanic, Directeur général, Save the Children Youth Sweden • M. Tashi Lama, Entrepreneur, Cofondateur de Thank God its Fair Wear (TGIFW) • Mme Hariniaina Ranjoro, Jeune volontaire du Programme de volontariat à l'intention des jeunes de la diaspora malgache

16 octobre	
10 h – 11 h	<p>Étude de cas : Battre en brèche les idées reçues sur la migration des jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Aminetou Bilal, Membre du Conseil consultatif de la jeunesse de l'Union africaine • Mme Nanjala Nyabola, Écrivaine, politologue, corédactrice du rapport sur la migration en Afrique • Mme Walusungu Ngulube, Ancienne membre du Corps des Jeunes Volontaires de l'Union africaine, jeune professionnelle migrante/expatriée
11 h – 13 h	<p>Panel 3 : Les jeunes en tant qu'agents de l'intégration et de la cohésion sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Mohamed Ould Abdi, Secrétaire général du Ministère de l'emploi, de la jeunesse et des sports, Mauritanie • Mme Alessia Falorni, Tutrice et membre du comité étudiant du programme TandEM, Université de Pise, Italie • Mme Rola Isaa, Ancienne tutorée et actuelle participant du programme TandEM, Université La Sapienza, Italie • M. Mpumelelo Wonderboy Phungula, Conseiller, Services de protection des consommateurs
13 h – 15 h	<i>Pause</i>
15 h – 16 h	<p>Panel 4 : Permettre aux jeunes de surmonter les défis environnementaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Giulia Mancini Pinheiro, Point focal régional du grand groupe des enfants et des jeunes des Nations Unies • Mme Nina Birkeland, Conseillère, Déplacements liés aux catastrophes et changement climatique, Conseil norvégien pour les réfugiés • M. Ibrahima Faye, Directeur général et Fondateur de Senagriculture • Mme Zakiyyah Ali, Militante pour le climat et étudiante à l'Université du Pacifique Sud (USP), Fidji
16 h – 17 h	<p>Panel 5 : Renforcer l'adaptation et la résilience des jeunes migrants</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Steve McGlynn, Ministre conseiller, Mission permanente de l'Australie à Genève • Mme Nadia Khouri, Directrice exécutive, Tahaddi Liban • Mme Ourania Kirka, Psychologue, Hestia Hellas, Grèce
17 h – 17 h 50	<p>Panel 6 : La migration des jeunes et l'avenir du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Joanna Napierala, Analyste politique, Centre commun de recherche, Commission européenne • Mme Maria Prieto, Spécialiste principale de l'emploi des jeunes, OIT
17 h 50 – 18 h	Remarques de clôture




RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

Libérer le potentiel des jeunes face aux chances et aux défis nouveaux de la migration. Tel était le titre de la seconde et dernière session du Dialogue international sur la migration (IDM) 2019, qui s'est tenue au Centre international de conférences Genève (Suisse) les 15 et 16 octobre.

Cette session de l'IDM2019 a réuni plus de 380 participants, y compris des représentants d'organisations de la jeunesse, des hauts fonctionnaires gouvernementaux, ainsi que des représentants d'ONG, des milieux académiques, du secteur privé, ainsi que d'organisations internationales et régionales, telles que les Nations Unies, l'Union européenne et l'Union africaine. Les orateurs, d'origine, d'âge et d'horizons différents, ont présenté un tableau complet des mesures, pratiques et possibilités d'action visant à soutenir et à favoriser la participation des jeunes à l'élaboration des politiques et aux prises de décisions.

La session d'ouverture a été marquée par les interventions du Directeur général de l'OIM, M. António Vitorino, de la Ministre égyptienne de la solidarité sociale, Mme Ghada Waly, du Secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne, M. Christian Leffler, du Vice-Ministre turc du travail, des services sociaux et de la famille, M. Ahmet Erdem, et du Ministre ougandais des affaires intérieures, M. Gen Odongo Jeje Abu. Les orateurs ont souligné l'importance de mettre à profit le potentiel des jeunes pour créer des possibilités, et ont salué la prise de conscience et l'engagement sans précédent de la jeunesse. Ils se sont accordés sur la nécessité d'investir dans les jeunes et de les considérer comme des éléments moteurs et des agents du changement sur la voie des transformations requises pour parvenir à des sociétés viables et résilientes.

L'OIM est résolue à écouter, à apprendre et à agir conformément aux enseignements tirés et aux recommandations présentés par les jeunes et d'autres orateurs, en identifiant des stratégies et des partenariats qui contribuent à soutenir les jeunes migrants. Comme l'ont souligné les orateurs, il faut non seulement agir pour la jeunesse, mais aussi et surtout collaborer avec elle, en l'associant et en créant un environnement qui tienne compte des solutions qu'elle a identifiées pour elle-même.

 <p>DONNÉES ET STRATÉGIES</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Produire des données et des statistiques rigoureuses à des fins d'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels ; ✓ Mettre à profit les technologies pour recueillir des données non traditionnelles aux fins de réponses immédiates ; ✓ Favoriser un environnement qui met en relation les pays d'origine, de transit et de destination pour trouver des solutions cohérentes. 	 <p>PRISE EN CONSIDÉRATION SYSTÉMATIQUE DES JEUNES</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mobiliser les jeunes de la diaspora dans leurs pays d'origine et de destination ; ✓ Exploiter le potentiel de la jeunesse pour identifier des possibilités et élaborer des politiques avisées ; ✓ Créer des espaces ouverts pour communiquer et interagir avec les jeunes ; ✓ Promouvoir l'éducation afin de faire tomber les barrières ; ✓ Associer les jeunes aux mesures visant à relever les défis environnementaux ; ✓ Donner aux jeunes les moyens de surmonter les difficultés liées à l'avenir du travail. 	 <p>BIEN-ÊTRE DES JEUNES MIGRANTS</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en œuvre des solutions intégrées pour garantir la cohésion sociale et l'intégration ; ✓ Remédier aux vulnérabilités des jeunes : répondre à leurs besoins physiques et psychosociaux ; ✓ Remettre en question les réalités et les discours ; ✓ Promouvoir la narration d'histoires pour lutter contre les stéréotypes, les infox et les idées fausses tout en rapprochant les cultures ; ✓ Sensibiliser en écoutant les jeunes et en relayant leur voix.
---	--	---

L'IDM2019 était structuré autour de six tables rondes principales, d'une session consacrée aux voix de jeunes migrants, d'une étude de cas sur une initiative de l'Union africaine et d'une manifestation parallèle sur la jeunesse africaine et les ODD. Les tables rondes ont porté sur les questions suivantes :

- Le rôle des technologies en vue d'augmenter les chances et de réduire les risques ;
- Stimuler le potentiel qu'offrent les jeunes pour le développement par une mobilisation des diasporas ;
- Les jeunes en tant qu'agents de l'intégration et de la cohésion sociale ;
- Permettre aux jeunes de surmonter les défis environnementaux ;
- Renforcer l'adaptation et la résilience des jeunes migrants ; et
- Les conséquences de l'avenir du travail pour les jeunes migrants.

De nombreuses pratiques locales, nationales, régionales et mondiales visant à améliorer la qualité de vie des jeunes migrants ont été citées à titre d'exemple, dont la création d'alliances telles que le pôle Union européenne-Union africaine de coopération avec la jeunesse ou l'initiative Young Mediterranean Voices ; la narration d'histoires pour faire pièce aux stéréotypes et aux discours négatifs sur la migration et rapprocher les cultures ; et la mobilisation de la diaspora, essentielle pour garantir des réponses durables et viables. Le tout premier rapport sur la migration en Afrique (à paraître) a été présenté. Celui-ci vise à rééquilibrer le débat sur la migration en Afrique, en s'éloignant de la perspective excessivement étroite adoptée par le discours dominant, centré sur la migration irrégulière vers l'Europe.

Les résultats et conclusions des discussions menées à Genève sont présentés ci-après, sur la base des trois lacunes principales identifiées à la première session de l'IDM, à New York :

A. Données et stratégies

Il est nécessaire de renforcer les capacités de collecte de données et de statistiques pour savoir qui sont ces jeunes migrants, où ils se trouvent et quels sont leurs besoins. Les nouvelles technologies offrent des possibilités de collecte de données non traditionnelles plus grandes, mais elles entraînent aussi plus de responsabilités. Leur utilisation exige de lutter contre les informations erronées et les infox, et suppose en outre, dans un souci d'équité, d'améliorer l'accès à une connexion car environ la moitié de la population n'est pas encore connectée. Des stratégies doivent être adoptées pour relier les pays d'origine, de transit et de destination.

- **Produire des données et des statistiques rigoureuses à des fins d'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels :**

En l'absence de définition universelle de la jeunesse, une ventilation des données par âge peut permettre d'améliorer l'analyse et l'élaboration de réponses ciblées. Les mégadonnées peuvent être utiles pour recueillir des chiffres immédiats. Des données non traditionnelles peuvent fournir des informations plus souples et plus actuelles. L'initiative *Big Data for Migration Alliance* (BD4M), lancée en 2018 par le Centre commun de recherche de l'Union européenne, prévoit toute une série d'outils, tels que les téléphones mobiles ou les données relatives aux passagers aériens, ou encore les médias sociaux, notamment LinkedIn ou Facebook. Les données non traditionnelles peuvent aussi permettre de rassembler des informations sur la migration circulaire et la migration irrégulière, contrairement aux données traditionnelles. Cependant, étant donné que les mégadonnées sont principalement recueillies par le secteur privé, des questions telles que la propriété des données, la durabilité technologique et les coûts peuvent entraver l'accès à de telles données.

- **Favoriser un environnement qui promeut la coopération entre pays d'origine, de transit et de destination :**

À cet effet, il y a lieu d'améliorer la collecte de données et de statistiques, de créer des plateformes qui mettent en relation les migrants qualifiés et ceux qui ont besoin d'aide, d'assurer la reconnaissance des qualifications et le perfectionnement des compétences et de permettre la constitution de réseaux. La stratégie continentale « 1 million d'ici 2021 » lancée en avril de cette année par l'Union africaine est un exemple de coopération qui vise à orienter les investissements vers un million de jeunes africains dans les domaines de l'emploi, de l'entrepreneuriat, de l'éducation et de l'engagement, en tirant parti de partenariats et des possibilités offertes par le secteur privé. Il s'agit

d'une vaste entreprise qui vise à créer des start-up et promeut la mise en place de stages et d'apprentissages destinés à développer les compétences de direction parmi les jeunes.

B. Prise en considération systématique de la jeunesse

Autonomiser les jeunes revient à créer des générations futures plus fortes. La jeunesse a un rôle à jouer dans le développement durable, que l'on peut renforcer en garantissant leur accès au renforcement des capacités, aux connaissances, aux technologies et à la formation.

- **Mobiliser les jeunes de la diaspora en tant qu'agents clés du changement** : Les jeunes de la diaspora contribuent à leurs pays d'origine, de transit et de destination en rapatriant des fonds, en transférant des connaissances et des compétences, en reliant les personnes et les ressources, ou en transmettant leur culture et en comprenant celle des autres, ce qui permet de briser les stéréotypes négatifs et néfastes. Pour mobiliser la diaspora, il est recommandé : i) de rassembler des connaissances solides sur ce groupe (évaluer ses besoins, sa taille ou la contribution qu'elle est prête à apporter) ; ii) de mettre en place des moyens appropriés pour communiquer avec elle ; iii) de favoriser un environnement permettant de la mobiliser grâce à la formulation de politiques portant notamment sur le droit à la nationalité ou le droit de vote ; iv) de nouer des partenariats stratégiques entre l'État, des organisations internationales et la société civile afin d'élaborer des cadres visant à mettre en relation les jeunes et la diaspora ; v) de créer des politiques de rapprochement et de partenariat afin de la mobiliser : de nombreux exemples montrent son rôle essentiel dans la gestion des crises ; et, enfin, vi) de renforcer les politiques nationales et de formuler conjointement une stratégie nationale en matière de migration. Le Programme à l'intention des jeunes de la diaspora malgache, mis en œuvre par le Gouvernement de Madagascar en partenariat avec l'OIM, est un exemple de pratique couronnée de succès qui met en relation des jeunes volontaires de la diaspora malgache et des communautés locales pour faciliter le transfert de compétences, de connaissances et d'expériences. Une telle collaboration permet de battre en brèche les stéréotypes, de faire tomber les barrières et de créer des liens.
- **Exploiter le potentiel de la jeunesse pour permettre des politiques et des stratégies plus avisées et plus inclusives** : Il est établi qu'une participation active des jeunes au dialogue politique, à une bonne gouvernance, à la justice sociale, à l'inclusion et à la cohésion sociale contribue de manière déterminante à identifier des solutions viables et durables. Plusieurs exemples ont montré que des politiques élaborées avec le concours de jeunes débouchent sur une approche plus inclusive, plus intégrée et plus novatrice.

- **Créer des espaces ouverts pour communiquer et interagir avec les jeunes** : Des espaces de communication bien définis devraient être créés pour permettre aux jeunes d'apprendre, de s'engager et de devenir autonomes grâce à une véritable participation. Plusieurs initiatives ont été présentées, qui montrent que la contribution des jeunes aux processus décisionnels est précieuse, notamment dans le domaine de la stabilité, de la prévention des conflits, du développement, de la réalisation des ODD ou de la promotion d'autres cadres internationaux (tels que l'Accord de Paris ou le Cadre de Sendai). L'Organisation internationale de la jeunesse des pays ibéro-américains, la plateforme conjointe de l'UE et de l'Union africaine intitulée EU–African Union Youth Cooperation Hub et le grand groupe des enfants et des jeunes des Nations Unies sont des exemples d'initiatives visant à mobiliser les jeunes.
- **Promouvoir l'éducation pour faire tomber les barrières** : L'éducation est un puissant outil d'intégration. Celle-ci commence à l'école ou dans les centres d'apprentissage, qui peuvent rapprocher les jeunes migrants et la jeunesse locale en promouvant le dialogue, la compréhension mutuelle et la cohésion. À cet égard, le projet *TandEM* (Towards Empowered Migration Youth in Southern Europe) a été cité à titre d'exemple. Cette initiative prévoit des cours de langue, un dialogue interreligieux et interculturel, et des campagnes sur les réseaux sociaux dans les universités visant à mettre en relation les étudiants locaux et les nouveaux venus et à lutter contre la xénophobie et les préjugés, tout en promouvant l'inclusion.
- **Associer les jeunes aux mesures prises pour relever les défis environnementaux** : Les jeunes peuvent contribuer de manière déterminante au renforcement de la résilience et à la réduction des risques de catastrophe. Des solutions permettant de relever les défis environnementaux doivent être trouvées et mises en œuvre collectivement, y compris avec les jeunes – un groupe qui, en raison du changement climatique, risque d'être contraint à l'exode, principalement des zones rurales vers les villes. *Senagriculture* est un exemple réussi de projet mis en œuvre au Sénégal, qui recourt aux technologies et à l'innovation pour mettre en correspondance l'offre rurale et la demande urbaine. Ce projet montre à quel point il est nécessaire de faire participer les jeunes, de sensibiliser, de mobiliser la diaspora, d'exploiter les connaissances et de faire en sorte que les jeunes agriculteurs aient accès aux informations clés pour qu'ils apprennent à se perfectionner et à faire part de leurs préoccupations.

- **Intégrer les jeunes tout en s'attendant à l'avenir du travail :** Pour préparer les jeunes chez eux comme à l'étranger, et pour investir comme il se doit dans les compétences recherchées et réfléchir à l'avenir du travail, il faut adopter une perspective holistique qui tienne compte des facteurs pertinents, tels que les technologies, les transformations démographiques, le changement climatique et les revers de la mondialisation. L'automatisation et la numérisation exigeront de s'adapter et de redresser les déséquilibres entre pays et économies. L'économie informelle sera difficile à gérer dans des environnements fortement tributaires des technologies. À l'avenir, le travail s'effectuera principalement en ligne, voire à distance. L'accès aux plateformes permettra de prévenir la migration à des fins d'emploi, ce qui remet en question la protection sociale et d'autres droits du travail. La mise en relation des compétences avec ceux qui les recherchent se fera principalement au moyen de plateformes en ligne.

C. Bien-être des jeunes migrants

Des solutions intégrées, propres à stimuler l'inclusion et la cohésion sociale, s'imposent. Elles doivent reposer sur une vision globale qui englobe non seulement les vulnérabilités et les besoins des jeunes migrants, ainsi que leur bien-être psychosocial et physique, mais aussi leur contribution à la lutte contre les représentations, stéréotypes et discours négatifs, afin de contrecarrer les propos haineux et de jeter des ponts sur la base de points communs.

- **Solutions intégrées pour garantir la cohésion sociale :** La cohésion sociale est un processus permanent qui nécessite une approche multidimensionnelle mais centrée sur les jeunes, consistant à élaborer des politiques publiques ; à donner les moyens d'agir en garantissant une représentation et une inclusion à tous les niveaux ; à renforcer la résilience grâce à l'éducation, aux soins de santé et au dialogue social ; à donner de la valeur ajoutée à l'apprentissage par les pairs ; et à créer des possibilités de mentorat ainsi que des synergies « avec l'autre » afin de mettre fin à la stigmatisation et de contribuer à la réduction des inégalités.
- **Remédier aux vulnérabilités des jeunes et répondre à leurs besoins physiques et psychosociaux :** Le stress physique et psychosocial, le stress post-traumatique et d'autres problèmes de santé mentale ou handicaps exigent une assistance et une attention particulières. L'objectif devrait être d'identifier les craintes qui inhibent les jeunes migrants et les empêchent de participer à leur nouvelle communauté et de s'y intégrer. Des programmes de bien-être particuliers doivent prévoir un accompagnement psychologique tout en facilitant le processus administratif et l'accès aux soins de santé. Un soutien psychosocial fondé sur une approche d'ensemble s'intéresse à la personne sous tous ses aspects, y compris culturels, religieux et sociaux, et contribue à une intégration réussie.

- **Remettre en question les réalités et les discours** : Les discours négatifs favorisés par les infox ou les « chambres d'écho »⁹¹ devraient être au cœur des préoccupations. Il est nécessaire de faire connaître la façon dont les médias sociaux contribuent au discours négatif sur les minorités et les migrants, qui suscite des propos haineux et débouche sur la désinformation. Des données factuelles montrent qu'il existe un lien entre les attaques violentes et l'effet clivant des médias sociaux ; l'existence de chambres d'écho et l'absence d'échanges entre différentes communautés renforcent les images négatives, la xénophobie et la radicalisation. Des stratégies efficaces doivent prévoir des solutions ciblant les espaces en ligne et hors ligne. Des mesures doivent être prises pour accroître les interactions entre ces communautés isolées, notamment en multipliant les analyses et les données qui permettent de démentir les discours négatifs. Le nouveau rapport sur la migration en Afrique répond à la nécessité de construire un nouveau discours sur la migration en Afrique, nuancé et fondé sur des éléments factuels, afin de faire évoluer la façon dont cette migration est perçue. Il souligne que les jeunes africains non seulement jouent un rôle important dans le débat sur l'évolution de la migration sur le continent, mais aussi qu'ils contribueront de manière déterminante à son succès. L'analyse de ces données montre que la plupart des migrants africains ne sortent pas d'Afrique, et que si les femmes représentent près de la moitié de la population de migrants, elles restent relativement près de leur lieu d'origine, tandis que les hommes voyagent plus loin.
- **La narration d'histoires, un moyen de lutter contre les stéréotypes et de rapprocher les cultures, tout en luttant contre les infox et les chambres d'écho** : Utiliser des histoires simples, comme celle d'un amour pour sa grand-mère, peut rapprocher des communautés et permettre d'identifier les points communs entre jeunes d'origines différentes, montrant ainsi le côté humain de la migration. Mettre un visage sur une histoire permet d'en accroître l'impact en donnant des réponses constructives et peut aider à mettre fin aux chambres d'écho. La chaîne YouTube BENI, qui propose des témoignages de jeunes migrants et montre des images d'enfants, dans des camps de réfugiés au Yémen, qui expriment leurs souhaits pour l'avenir, est un exemple d'action de sensibilisation auprès des jeunes.

91 Chambre d'écho : environnement dans lequel seuls des articles exprimant des convictions et des opinions qui coïncident avec celles de l'internaute sont présentés, si bien que ses points de vue sont renforcés, et les idées différentes ignorées.

- **Sensibiliser en écoutant les jeunes et en relayant leur voix** : Il ne s'agit pas ici de présenter uniquement des histoires à succès, mais plutôt d'apprendre ce qui est arrivé à ceux qui n'ont pas réussi ou qui ont été contraints de rentrer au pays. En connaissant leurs besoins et leurs vulnérabilités, ainsi que leurs difficultés d'intégration ou de réintégration, l'on pourra identifier des solutions et empêcher que de telles histoires se répètent.

Une vision d'ensemble s'impose : les caractéristiques démographiques et les technologies transforment nos vies dans un monde en constante évolution, dans lequel l'environnement ou l'avenir du travail ont une influence déterminante sur l'inclusion des migrants et la cohésion sociale. Les acteurs doivent collaborer avec les jeunes, remédier à leurs vulnérabilités, travailler au service des jeunes, à leur contact et à leurs côtés, et leur donner un rôle plus important dans les programmes d'action politiques.

Le présent résumé n'est pas exhaustif. Un rapport plus complet sera disponible en temps voulu, qui reprendra les messages et certaines des bonnes pratiques diffusés pendant cette session, ainsi qu'à celle organisée en février à New York.

